

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

SOCIÉTÉ

Rosia Montana : pour
et contre la Gold

ECONOMIE

Cherche patron pour
société d'Etat

CULTURE

Eugen Jebeleanu,
le jeu dans la peau

TIMISOARA, *VILLE DE L'OUEST*

Regard 52 / 15 octobre - 15 décembre 2011 / 5 lei



6 423556 000012

Un plat délicieux se prépare avec de l'eau fraîche.
Apa Nova Bucarest fournit de l'eau potable aux standards de haute qualité.



Mâncarea bună se face cu apă bună!
Apa Nova București îți aduce apă potabilă la standarde înalte de calitate.



ISSN 1843 - 7567

SOMMAIRE

Regard 52
15 octobre - 15 décembre 2011

RENCONTRE

Adriana Saftoiu, député du Parti national libéral 4

SOCIETE

Université... doit mieux faire 8
Rosia Montana : pour et contre la Gold 13
Travailler pour sortir de prison 20

A LA UNE

Timisoara, ville de l'ouest 24

ECONOMIE

Entretien avec l'analyste et ancien ministre Ilie Serbanescu 44
Cherche patron pour société d'Etat 46
En route pour les travaux 48

CULTURE

Baile Herculane, une histoire à chérir 56
Voix de loin 58
Eugen Jebeleanu, le jeu dans la peau 66

CHRONIQUES

Isabelle Wesselingh 23
Matei Martin 64
Luca Niculescu 70

SIMPLE ET SENSE

Fin septembre, le secrétaire d'Etat chargé des Français de l'étranger David Douillet (devenu ministre des Sports depuis) était en visite à Bucarest, avec l'objectif de sensibiliser les Français résidant en Roumanie sur la nécessité de voter l'année prochaine pour le député qui les représentera à l'Assemblée nationale. Une première qu'il fallait mettre en valeur, une mission que l'ancien judoka avait à cœur de relever. Après un discours un peu guindé à la résidence de l'ambassade de France, David Douillet a souhaité se réunir avec la presse le lendemain matin dans ce même lieu. Sans veste, plus décontracté, les mains libres de tout papier. Et il a répondu aux questions avec plus d'aisance, même si certains sujets, comme la problématique rom notamment ne sont pas son fort. Mais était-ce le sujet ? D'autant qu'il a aussi dit d'autres choses non dénuées d'intérêt. Une des journalistes présentes lors de cette petite réunion lui a demandé comment il était passé du statut de double champion olympique et quadruple champion du monde de judo à celui d'homme politique. Réponse... « Ce ne fut pas facile (...) Quand on a vécu sa passion jusqu'au bout mais qu'on est encore très jeune, la reconversion est compliquée, très compliquée. J'ai mis neuf ans. » Neuf années durant lesquelles il s'est notamment lancé dans le monde associatif. Et a démontré qu'il pouvait être utile ailleurs que sur un tatami. « Je me suis rendu compte que j'avais seulement vécu pour moi, et qu'il fallait désormais vivre davantage pour les autres. J'ai décidé de faire de la politique pour cette raison, pour les autres. » C'est simple et cela a du sens. Au-delà de son orientation politique et de ses actions, bonnes ou mauvaises, en tant que ministre. Etait-il sincère ? A mon avis, oui. Et tant pis si un journaliste ne devrait pas, de façon trop explicite, louer les propos d'un politique au pouvoir. A toujours être critique, on ne voit plus rien.

Laurent Couderc

Photo de couverture : Julia Beurq



Elle reçoit chez elle, à l'ombre d'une petite cour tranquille. L'atmosphère est sereine, Adriana Saftoiu prend le temps de répondre à nos questions. Sa voix est douce et posée, il n'y a pas un mot de trop. Elle parle sans détour, sans éviter des questions qui auraient embarrassé plus d'un homme politique. Les sujets sont parfois graves, mais Adriana sait les traiter, aucun problème.

Député du Parti national libéral au Parlement et membre de la commission pour l'enseignement, Adriana Saftoiu fut la conseillère du président Traian Basescu de 2004 à 2007. Experte en communication et relations publiques, ses opinions sur la vie politique roumaine sont sans concession. Entretien avec une femme expérimentée, au regard aiguisé et aux propos sincères. Rare...

« LES HOMMES POLITIQUES TIENNENT AVANT TOUT A LEURS PRIVILEGES »

Regard : Votre parti, le Parti national libéral, s'est récemment allié au Parti social démocrate pour former l'Union sociale libérale. L'objectif purement électoral de cette alliance est évident, ces deux partis viennent de deux familles politiques opposées, cela ne vous dérange-t-il pas ?

Adriana Saftoiu : C'est une alliance qui souhaite arriver au pouvoir. Il n'y a rien de mal à cela, simplement il n'est pas suffisant de vouloir gagner. Et malheureusement, des différences en termes de vision et de propositions sont apparues, notamment au niveau local. C'était à prévoir. A mon sens, le Parti national libéral pourrait parfaitement continuer son chemin, avec l'objectif d'arriver au pouvoir, de façon indépendante. Car je ne crois pas que nos électeurs de droite se retrouvent dans le parti au pouvoir; le Parti démocrate libéral, alors que nous pouvons répondre à leurs attentes. Quoi qu'il en soit, le clivage gauche-droite est peu lisible en Roumanie, l'électorat et la classe politique ne se basent pas sur les idéologies mais les personnes.

Regard : Comment expliquez-vous le rejet souvent radical de la population vis-à-vis des politiques ?

A. S. : Il n'y a pas qu'en Roumanie que la classe politique souffre d'une mauvaise image. Ceci dit, ces dernières années, il est vrai qu'ici nous observons une sorte

de régression. Il y a six, sept ans, la scène politique offrait plus d'espoirs. Aujourd'hui, les gens ne savent plus pour qui voter. Cela parce que faire de la politique est encore synonyme de privilèges, et que beaucoup s'accrochent à leur mandat juste pour bénéficier de ces privilèges. J'ai aussi vu comment de jeunes parlementaires remplis d'idéaux devenaient les copies conformes de ceux qu'ils critiquaient trois ans auparavant. Il est un peu embarrassant pour moi de vous dire ça mais soyons sincères, nombreux sont les politiques roumains qui désirent un poste à responsabilité seulement pour bénéficier d'une secrétaire et d'une voiture de fonction avec chauffeur. En tant que parlementaires, on gagne 850 euros par mois. Mais certains d'entre eux ont des notes de frais hallucinantes, ne serait-ce que leur logement peut coûter jusqu'à 2000 euros par mois. Il n'y a aucune transparence. Au Parlement européen, les salaires et les frais sont fixes ; ici ils ne veulent pas. La notion de fonctionnaire, au sens strict du terme, c'est-à-dire de travailler pour l'intérêt général, est mise entre parenthèses à cause de la façon dont nous nous comportons. La fonction sert l'homme politique alors que ce devrait être le contraire. Au Parlement, je ne suis pas la seule à penser de la sorte, mais nous sommes une minorité. Je lisais récemment les mémoires du roi Carol I^{er}. Lors d'un débat plutôt vif avec certains dirigeants de parti, ces derniers ont décidé de démissionner car ils étaient en désaccord avec le roi. Son conseiller lui aurait

alors rétorqué qu'il était plutôt positif de voir que ces hommes politiques tenaient avant tout à leurs idées. Aujourd'hui, ils tiennent avant tout à leurs privilèges.

Regard : Comment vivez-vous alors votre quotidien au sein du Parlement ?

A. S. : Au début, j'étais plutôt satisfaite et fière d'avoir été élue. Aujourd'hui, je me rends compte que le Parlement roumain est une institution totalement inefficace. On ne fait qu'y voter des lois, il n'y a pas de débats. Les arguments ne comptent pas, il n'y a qu'une seule logique : être pour ou contre. Si je dis quelque chose, on me répond que je suis de l'opposition, donc que cela ne compte pas. Inversement, si une proposition vient du pouvoir, l'opposition vote contre. Il y a pourtant des sujets très importants qui ont besoin d'un consensus, comme l'éducation, par exemple. La loi sur l'éducation aurait dû être approuvée suite à un accord entre tous les partis, afin qu'elle reste stable et ne change pas après chaque élection. Cette instabilité permanente touche tous les domaines. Dès que le pouvoir change, tout change, on remplace les hommes, les lois, rien ne reste... Comment voulez-vous qu'un pays évolue dans ces conditions ? Il existe effectivement des gens très compétents, mais si je vous fais aujourd'hui une liste de ces personnes, qui ont un vrai sens de l'intérêt public, je ne suis pas sûre que vous les retrouviez au Parlement d'ici deux ou trois ans. Car ce qui



prime, ce sont les relations, et non pas les compétences. C'est un système clientéliste.

Regard : Combien de temps encore faudra-t-il attendre pour que ce système nocif dont vous parlez disparaisse ? Une génération ?

A. S. : Je dirais plutôt deux. Espérons que nous aurons alors une classe politique responsable, au service des citoyens. Ceci dit, les hommes politiques d'aujourd'hui ne sont pas les seuls coupables de la situation actuelle, mais aussi la société roumaine. Je vous donne un exemple : dans le département de Buzau, les électeurs savaient que l'adversaire de l'actuel ministre de la Justice était sous le coup d'une procédure pénale, mais une majorité a quand même voté pour lui.

Regard : C'est la période communiste qui explique cette attitude ?

A. S. : Evidemment, près de cinquante ans de communisme ne s'efface pas du jour au lendemain. Aujourd'hui il n'y a plus de repères. Surtout, il nous manque des institutions dont l'autorité est garantie et respectée. Pour l'instant, les individus ont plus de pouvoir que les institutions, alors qu'au sein d'une démocratie réelle ce devrait être exactement l'inverse. Selon moi, tout part de l'école. Notre système éducatif s'est fortement détérioré, et les jeunes actuels ne savent plus faire la différence entre ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. Très jeunes, trop jeunes, ils pensent que l'argent est le plus important, que le succès, c'est l'argent. Les valeurs fondamentales, le respect, l'honnêteté, le travail, se perdent. Un exemple : des métiers manu-

els tout à fait louables, comme être charpentier ou menuisier, sont mal vus, et il est devenu pratiquement impossible de trouver de bons professionnels dans ces domaines. Cioran disait que la Roumanie était avant tout un pays rural... Mais il n'y a rien de mal à être rural, je dirais même au contraire. Je me réfère à une ruralité moderne, avec de jeunes fermiers, un agrotourisme développé, ce qui voudrait aussi dire avoir une classe politique visionnaire, qui sache décider de l'évolution du pays, agricole, industrielle, etc. Il faut enseigner aux jeunes ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas, ou peu en fin de compte. Actuellement, la plupart des métiers manquent de crédibilité, on déprécie les professeurs, c'est-à-dire l'école, les policiers, c'est-à-dire la loi, les médecins, c'est-à-dire notre système de santé, les magistrats, c'est-à-dire la justice, etc, il n'y a plus personne debout. On critique tout et tout le monde. Comment voulez-vous arriver à quelque chose ? Le déclic arrivera quand enfin quelqu'un ou des gens auront et présenteront un autre discours, un discours constructif. Pour cela il faut un élan, une force positive qui vienne de la société elle-même.

Regard : Mais beaucoup de Roumains vivent dans des conditions qui ne leur permettent pas de faire des projets, ils ne peuvent qu'essayer de survivre au jour le jour...

A. S. : Prenez l'exemple de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, le pays était

« On déprécie tout et on ne fait que critiquer. Comment voulez-vous arriver à quelque chose ? »

en ruine, pourtant il s'est reconstruit et de quelle façon... Ces gens ont su se réunir autour d'un projet et lui donner un sens positif. Mais la situation actuelle arrange la classe politique roumaine, car il est plus facile de contrôler, de dominer un peuple quand il reste pauvre. Et de se faire élire en offrant aux citoyens un panier de provisions pendant les campagnes électorales. Vous imaginez un politique allemand, français ou britannique agir de la sorte ?

Regard : Comment expliquez-vous les résultats désastreux du dernier baccalauréat ?

A. S. : Je pense que ce n'est pas la faute des jeunes. Un enfant mûrit grâce à la société qui l'entoure, à sa famille, à l'école, aux médias...

Certes il s'agit d'une génération très impatiente, mais le problème vient du système d'enseignement. Chaque année, ce dernier subit d'innombrables modifications, notamment en termes d'évaluation, ce qui est très perturbant pour les élèves. D'un autre côté, ce qui aurait dû être changé, les programmes scolaires, sont restés les mêmes, et ce depuis 1997. Une nouvelle fois, notre manque de vision a porté préjudice à quelque chose de crucial, d'essentiel : l'éducation de nos enfants. Dans la plupart des autres pays européens, le système éducatif est renouvelé tous les dix ans, car la société change. Comment reprocher à des adolescents de ne pas réussir quand leurs programmes scolaires ne sont pas

A. S. : Je préfère ne pas trop m'épancher sur ce sujet, ce ne serait pas très élégant de ma part. La seule chose que je peux vous dire c'est que je regrette qu'un homme avec de telles qualités en tant que dirigeant politique, intelligent, courageux, charismatique, ait tout simplement échoué. Et cela, d'après moi, parce qu'il n'a pas su donner un sens positif à sa politique, son discours a constamment été conflictuel, négatif, ce qui a créé de fortes tensions dans l'ensemble de la société. Il a mené un projet personnel, mais il n'a pas réussi à rassembler tous les Roumains. Ce qui est pourtant l'un des principaux objectifs de sa fonction.

Regard : Que ressentez-vous quand, à l'étranger, l'image de la Roumanie est mise à mal ?

A. S. : C'est un problème de communication, de marketing. Vous savez, en France, en Angleterre ou ailleurs, j'ai vu des individus bien plus mal éduqués qu'en Roumanie. De quels Roumains parle-t-on à l'Ouest ? Juste de ceux qui émigrent sans travail, sans but, et avec parfois de mauvaises intentions. Représentent-ils les Roumains dans leur ensemble ? Je ne crois pas qu'il y ait plus de personnes peu fréquentables en Roumanie qu'en France, et il faudrait aussi se poser la question de savoir comment la loi est ap-



adaptés au présent ? Ils se demandent à quoi cela va leur servir, et ils ont raison. Sans parler du fait qu'il y a beaucoup trop de matières à étudier, et qui sont mal orientées. Autre ineptie, les écoles professionnelles ont été rayées de la carte, remplacées par des lycées techniques. Pourtant ces écoles formaient des artisans dont le pays aurait bien besoin. Et quelle autre opportunité offre-t-on aujourd'hui à ces jeunes qui n'ont pas envie d'étudier à la faculté ? Au baccalauréat, ce sont les élèves des lycées techniques qui ont majoritairement échoué, on leur a donné les mêmes épreuves que dans les autres lycées, alors que leurs programmes sont différents. C'est aberrant. Quoi qu'il en soit, je ne suis pas inquiète pour les jeunes générations, elles trouveront leur voie. Ce qui m'inquiète, c'est surtout notre système d'enseignement.

Regard : Vous avez été la conseillère du président Traian Basescu jusqu'en 2007. Que pensez-vous de lui ?

Regard : En tant que journaliste, que pensez-vous des médias roumains ?

A. S. : Ils sont beaucoup trop politisés, et les sujets politiques occupent trop d'espace. Souvent je me demande quand les hommes politiques ont le temps de travailler, ils donnent tellement d'interviews... Il faudrait que les thèmes sociaux, culturels et même éducatifs soient davantage mis en valeur. Je ne suis pas d'accord quand les professionnels des médias disent qu'ils ne sont pas là pour éduquer les gens, selon moi ils ont un rôle éducatif évident et doivent se sentir responsables vis-à-vis des citoyens, car ce sont eux qui occupent l'espace public. Les médias ont perdu beaucoup de leur crédibilité car ils sont à la botte des politiques. Et quand on ne parle pas de politique, à la télévision notamment, il n'y a que des émissions de divertissement de très mauvaise qualité.

pliquée dans ces pays, selon quels critères. Pourquoi ne parle-t-on pas des Roumains qui travaillent chez Alcatel à Timisoara et qui ont été choisis pour résoudre les situations d'urgence en France ?

Regard : Où vous voyez-vous dans cinq, dix ans ?

A. S. : Difficile de répondre à votre question... Je dirais d'abord que faire de la politique n'est pas quelque chose de vital pour moi, même si je continuerai à faire mon travail du mieux possible, et même si, comme je vous le disais précédemment, dans le domaine politique en Roumanie les compétences ne sont pas le plus important. Mais je ne sais pas si je serai candidate pour un nouveau mandat parlementaire l'année prochaine. Je ne sais pas, on verra...

Propos recueillis par Laurent Couderc
Photos : D. R.

Les universités roumaines se retrouvent dans une position très inconfortable suite à la débâcle du baccalauréat 2011, qui a mis au jour les incohérences du système éducatif. Même si des initiatives de réforme semblent enfin émerger.

DOIT MIEUX FAIRE



« LA SITUATION GÉNÉRALE DE l'enseignement devient catastrophique, il n'est pas possible de continuer de cette façon », lance Cristian Hatu, expert en éducation à la Société académique roumaine. En septembre, les universités roumaines ont été dépourvues de nombreux candidats. Car seuls 53% des élèves, soit 111.125 jeunes, ont cette année obtenu leur baccalauréat, une épreuve cette fois-ci surveillée par des caméras réparties sur l'ensemble du territoire. « Paradoxalement, il y a depuis des années plus de places dans les universités que d'étudiants. Alors qu'en moyenne, les universités européennes préparent des places pour environ 40% des lycéens », explique Cristian Hatu.

Autre effet négatif des « ratés » du bac, l'agglomération sur le marché du travail et,

peut-être, une nouvelle vague d'émigration vers l'Ouest. Ces cent mille jeunes sans diplôme vont chercher un travail, ce qui par ailleurs maintiendra les salaires très bas à cause de la concurrence et du manque de spécialisation. En septembre, plus de 50.000 d'entre eux s'étaient inscrits au chômage.

Face à ce coup dur, les universités privées et publiques ont proposé des sortes de « promotions » : Spiru Haret à Bucarest a annulé les frais d'admission pour les jeunes dont les parents sont paysans, chômeurs, retraités ou professeurs ; l'université Vasile Goldis d'Arad a carrément renoncé à tout frais d'admission, et l'université chrétienne Dimitrie Cantemir a promis une réduction pour tous ceux qui paieront les frais annuels d'ici à la fin de l'année. Dans cette course à

l'étudiant, les grandes universités publiques comme Al. I. Cuza de Iasi, Babes Bolyai de Cluj, Politehnica ou l'université de Bucarest se portent un peu mieux que des universités privées comme Hyperion, qui n'aura que 40% de ses places occupées.

A long terme, si l'examen du bac continue d'être attentivement contrôlé afin d'éviter la fraude, et si le niveau des épreuves majeures reste élevé, trop élevé diront certains, plusieurs universités seront en grande difficulté. « Certaines facultés peuvent disparaître, en particulier celles de catégorie 3 (peu performantes et dont les diplômes sont contestés, ndlr). La plupart d'entre elles sont dans le secteur privé. Habituellement, c'est là que les élèves les moins préparés trouvaient une place », explique Dumitru Oprea, ancien recteur de

l'université Alexandru Ioan Cuza de Iasi.

Jusqu'à présent, ces universités profitaient des méthodes quelque peu laxistes pour le passage de l'examen du baccalauréat. Et un candidat faible, s'il a de l'argent, trouvait une place. « Il n'y a pas qu'un seul coupable. Les anciens ministres de l'Éducation d'après 1990, le système politique qui ne veut pas prendre de décisions risquées, les parents et les élèves qui ont accepté le compromis, tous sont coupables. Évidemment, les résultats de cette année ont jeté un pavé dans la marre », ajoute le professeur Oprea.

Par ailleurs, la situation pourrait aussi avoir des conséquences sur le statut des professeurs, notamment dans le secteur privé. Même si le rapport étudiants/enseignants est déjà très déséquilibré, selon une étude de l'Agence roumaine pour la qualité de l'enseignement supérieur (ARACIS). Pour 970.000 étudiants, il y aurait 30.000 enseignants, soit un rapport de 32 sur 1. Or la moyenne européenne est de 15 étudiants pour un professeur. Le « record » appartient à l'université Spiru Haret avec 148 étudiants pour un seul professeur.

ENFIN DES MESURES

Autre déséquilibre, cette « énorme fabrique à diplômes », comme a été surnommé le système universitaire roumain, a donné le titre de docteur à 17.743 étudiants, et ce entre 2007 et 2011. Mais les résultats de leurs

« Il y a des gens qui deviennent docteur à une vitesse formidable »

recherches sont presque invisibles dans les publications scientifiques internationales, à peine 10% d'entre eux ont signé des articles certifiés par l'ISI (Institute of Scientific Information), qui évalue la qualité scientifique d'une étude publiée. « Il y a des gens qui deviennent docteur à une vitesse formidable. L'État a financé des universités obscures qui permettent presque à n'importe qui d'accéder à un titre », remarque Cristian Hatu. Chaque année, le ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche alloue environ 50 millions d'euros aux programmes de doctorat, soit entre 12 et 14% du budget total de l'enseignement supérieur.

Afin de mieux attribuer l'argent pour les recherches doctorales, le ministère a com-

mencé cet automne une classification des universités selon leurs performances. Plus de 90 institutions d'enseignement ont été incluses dans un rapport de l'Association des universités européennes. Les meilleures universités ont alors reçu plus d'argent et plus de places pour les doctorants. « Les diplômés doivent aller de pair avec le prestige de l'institution », indique Dumitru Oprea, qui parle d'un principe « absolument naturel » de l'enseignement, mais qui semble nouveau pour la Roumanie.

Des réformes nécessaires car le pays manque cruellement d'experts. « Selon une étude que nous avons menée récemment, la moitié des employeurs sont mécontents du niveau de préparation des jeunes diplômés. Le marché du travail commence à faire pression sur l'enseignement, parce que le faible niveau économique de notre pays est une

des conséquences directes du niveau d'études très bas de la population. La classification des universités est absolument nécessaire pour élever les standards », affirme de son côté Cristian Hatu.

Cette prise de conscience récente a été possible, selon Cristian Hatu, grâce au ministre Daniel Funeriu, qui s'est entouré d'experts autrefois ignorés. Mais son fauteuil est incertain dans un milieu politique instable. Pour le professeur et sénateur Dumitru Oprea, « il ne faut pas s'arrêter en chemin. Une volonté politique générale est fondamentale pour que les futurs gouvernements continuent ce qui a été commencé ».

Florentina Ciuverca.
Illustration : Sorina Vasilescu

CHOISISSEZ LE CONFORT !

Leader pour les services en efficacité énergétique
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie
Toutes nos Energies pour un développement durable

Dalkia Roumanie

Bucarest, 41 rue Frunzei, secteur 2
tél. +40 21 322 86 37
fax +40 21 320 94 36
www.dalkia.ro
secretariat@dalkia.ro

Dalkia Romania
membre du Groupe
VEOLIA
Energie Services

UN MARIAGE UNIQUE

Par amour elle a traversé toutes les difficultés et les frontières. La professeur française des écoles Marie Claire Aresteanu est arrivée en Roumanie en 1971 pour ne plus en repartir.

Regard : Quel est le contexte de votre première arrivée en Roumanie ?

Marie Claire Aresteanu : Je suis partie au mois d'août 1971 avec l'office de tourisme universitaire dans le cadre d'un voyage organisé, j'étais très intéressée de voir ce qui se passait à l'Est. Mais il était difficile de sortir du groupe. Après Prague et la mer Noire nous sommes allés quelques jours à Iasi. Le guide manquant, il a été remplacé par un jeune étudiant qui parlait français... Et ce jeune étudiant est devenu mon mari.

Regard : Qui voyageait à l'époque vers la Roumanie ?

M. C. A. : Beaucoup d'étudiants et beaucoup de jeunes filles dans mon cas qui avaient rencontré quelqu'un là-bas. Et puis la Roumanie elle-même était très accueillante, à l'époque on pouvait parler avec les gens dans la rue, ils n'avaient pas peur. La pression de la Securitate n'a vraiment commencé que dans les années 1980. Quand nous avons décidé de nous marier après un an d'aller-retour, seul le Conseil d'Etat pouvait donner son accord, et le Conseil d'Etat c'était Ceausescu. On a attendu un an avant d'avoir le droit de se marier. Ce fut un cas exceptionnel, car dans les mariages mixtes, la plupart du temps c'étaient les Roumains qui partaient. Notre situation était tellement exceptionnelle que le régime ne savait pas comment faire. En fait ils nous ont pratiquement aidés, après notre mariage nous avons obtenu un appartement plus rapidement que les autres, mais aussi le droit de travailler. Assez curieusement, l'exception que nous formions nous a servi, on ne nous a jamais mis de bâtons dans les roues. En travaillant dans l'éducation roumaine, je ne rentrais en France que l'été. Et je devais faire une demande d'autorisation de sortie du territoire roumain alors que j'étais française, j'en avais gros sur le cœur car je devais remplir les papiers en janvier pour sortir en juillet.

Regard : Comment avez-vous vécu la révolution ?



M. C. A. : J'écoutais la radio libre et je savais très bien ce qui se passait. Ce matin de décembre j'étais à l'école française avec les élèves, on avait fermé les grilles, puis quand j'ai entendu cet immense brouhaha, j'ai été comme soulagée. En tant que français nous avons reçu la directive de ne pas se mélanger aux manifestants. Le lendemain, j'ai reçu un coup de fil me disant que les Français sont rapatriés et que tout le monde est rassemblé à l'ambassade. Nous sommes partis en bus pour l'aéroport avec des contrôles tous les deux cents mètres et des policiers demandant s'il y avait bien que des Français dans le bus. Moi, avec mes deux enfants roumains, j'étais très angoissée. En arrivant à l'aéroport j'ai eu très peur, j'ai senti qu'on allait me faire passer sans mes enfants, et je regrettais de mettre fait rapatriée. Au moment de présenter mon passeport et ceux de mes enfants, comme par miracle, sur les écrans

de télévision, on a aperçu l'hélicoptère de Ceausescu quittant le pouvoir. A ce moment-là, tous les militaires ont déposé leurs armes et ont ouvert la frontière sans contrôle. Mais je me suis dit que j'avais vécu la révolution, et que j'avais aussi vu l'avant, alors autant voir l'après. Du coup, j'ai décidé de rester.

Regard : Après plus de 30 ans en Roumanie, vous comptez prendre votre retraite ici ?

M. C. A. : Ici et en France, les gens me demandent où je vais m'installer. Depuis 1974, je suis en Roumanie, et il y a un document qui m'a toujours terrorisée, c'est la carte d'identité. Il y est indiqué que je souhaite m'installer de façon définitive en Roumanie. Mais je vis au présent, on verra bien...

Propos recueillis par Julien Trambouze
Photo : Géraldine Aresteanu



Le monde Michelin est un monde **dynamique**, un monde de **diversité**, un monde respectueux de l'**environnement**, un monde au cœur duquel la **sécurité** et l'**innovation** mobilisent plus de 6000 chercheurs repartis sur 3 continents. Le monde Michelin est une histoire en mouvement, une histoire qui a commencé il y a **120 ans** dans le centre de la France et qui se poursuit aujourd'hui dans **plus de 170 pays**.

Cette histoire s'écrit également en **Roumanie** depuis **10 ans** déjà.

3 usines de standard mondial. Plus de **450 000 tonnes** de pneus. Plus de **150 000 tonnes** de câble métallique. Plus de **3000 personnes** réunies dans **une seule équipe**. 10 ans de **développement durable**, de **professionnalisme** et de **passion**.

Jour après jour, Michelin construit la **mobilité de demain**. Par ses pneus qui offrent plus de **sécurité**, plus d'**économie de carburant** et plus de **longévité**. Par son attention à l'**environnement**. Par le respect des **hommes** et des **faits**.

Parce que Michelin représente **une meilleure façon d'avancer**.

www.michelin.ro
www.10ani.michelin.ro



COMBIEN, OU, QUI SONT LES ROUMAINS ?

21,5 MILLIONS DE PERSONNES, plus de 5 millions d'appartements, environ 8 millions de maisons et plus de 7 millions de foyers ruraux seront recensés entre le 20 et le 31 octobre. 120.000 personnes, principalement des enquêteurs, seront sollicitées pour mener à bien ce premier recensement de la population roumaine après l'adhésion du pays à l'Union européenne en 2007. Et il coûtera autour de 48 millions d'euros, un budget incluant de grandes campagnes de communication afin de sensibiliser les citoyens. Tous les pays de l'UE sont d'ailleurs appelés à faire de même. Selon l'organisateur, l'Institut national des statistiques (INS), en Roumanie le nouveau recensement apportera plus d'informations sur la structure et la dynamique de la population que celui de 2002.

Si les enquêtes à caractère démographique datent de l'époque médiévale, le premier recensement authentique sur le territoire roumain visant la totalité de la population n'a été lancé par l'Etat qu'à partir de 1838. Et celui d'octobre 2011 est le troisième après la chute du communisme. Au mois de mai, l'INS a organisé une répétition à petite échelle afin de tester la méthodologie, la difficulté des questionnaires, le travail des enquêteurs, le système informatique, etc. « Grâce à ce premier test, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait prolonger de deux jours le travail sur le terrain, étant donné la complexité relative des questionnaires. Nous avons aussi dû actualiser les cartes car plusieurs localités ou quartiers ont beaucoup changé ces dernières années », explique Vladimir Alexandrescu, porte-parole de l'INS.

Les premiers résultats seront connus en juin 2012. Mais les conclusions finales ne sont prévues qu'en 2014, après interprétations et croisements des données recueillies. Elles indiqueront les tendances principales sur l'évolution des familles et des foyers, le vieillissement de la population, le nombre d'enfants, les familles monoparentales, la structure des générations, le statut de la femme, la force de travail ou encore la migration temporaire. L'enregistrement des

C'est un travail de fourmi qui se prépare sur l'ensemble du pays : recenser la population. Il ne s'agit pas seulement de connaître le nombre d'habitants, mais aussi de savoir qui sont les Roumains, ce qu'ils font, comment ils vivent, etc. Un volume impressionnant d'informations qu'il faudra croiser, interpréter... Les conclusions définitives ne devraient être connues qu'en 2014.

données concernant l'habitation est notamment importante pour déterminer le niveau de vie des Roumains. « Il ne s'agit pas seulement de répertorier le nombre de chambres ou l'année de construction d'un immeuble, mais aussi les appareils électroménagers et autres biens mobiliers dans le but de dresser un tableau très précis du niveau de vie des Roumains par rapport aux autres citoyens européens », indique M. Alexandrescu.

DEUX QUESTIONS SENSIBLES

La composition ethnique de la population – un tabou dans certains pays européens, en France notamment – et les mouvements migratoires seront assurément les données les plus complexes à recueillir. « C'est d'abord un problème européen de savoir combien il y a de Roms, notamment, sur notre continent. En Roumanie, il y avait officiellement environ 350.000 Roumains qui se sont déclarés d'origine rom lors du recensement de 2002, même si les estimations européennes et de la communauté rom elle-même étaient à l'époque plus importantes, dépassant le million. Cette fois-ci nous avons voulu mettre l'accent sur le caractère tout à fait confidentiel du recensement afin que les réponses soient les plus honnêtes possibles. Car nous avons besoin de recueillir des informations solides sur la structure ethnique

de la population afin de mettre en place des programmes d'intégration adéquats, que ce soit en Roumanie ou dans le reste de l'Europe », ajoute M. Alexandrescu.

L'autre défi du recensement est de répertorier les migrants temporaires. Bien que

« Nous avons besoin de recueillir des informations solides sur la structure ethnique de la population afin de mettre en place des programmes d'intégration adéquats »

certains d'entre eux seront partis pendant la période du recensement, les statisticiens ont créé des questionnaires spécifiques qui pourront être remplis par leur famille restée en Roumanie, leurs voisins ou leurs amis. Selon Vladimir Alexandrescu, « nous aurons enfin un tableau plus précis de l'émigration roumaine, que ce soit sur les pays de destination ou les revenus rapatriés ».

Daniela Coman

DOAMNA ROMANIA VIEILLIT...

Selon un communiqué récent de l'Institut national des statistiques, le nombre de nouveaux nés a baissé de 10% en Roumanie sur les sept premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2010, avec un peu plus de 110.000 naissances enregistrées. Le déficit démographique du pays s'accroît donc, et les perspectives ne sont pas réjouissantes : depuis le début de l'année, il y a eu 11% de mariages en moins par rapport à 2010.

Depuis plus de dix ans s'écrit un scénario au déroulement incertain, où s'entremêlent intérêts économiques, environnementaux, politiques et patrimoniaux. Un script qui déchaîne les passions et a scindé le village de Rosia Montana (3000 habitants) en deux, entre partisans de la mine d'un côté et opposants au projet de l'autre. Pour tenter d'en démêler les fils, *Regard* a rencontré quelques-uns des acteurs qui vivent et écrivent cette histoire au quotidien.

ROSIA MONTANA : POUR ET CONTRE LA GOLD

CATALIN HOSU

Catalin Hosu n'a pas le job le plus simple du monde. Affable et disponible, le porte-parole de Rosia Montana Gold Corporation passe son temps à répondre aux sollicitations des journalistes du monde entier, venus voir de leurs yeux le village menacé par le projet minier. Au sommet de la carrière de Carnic, exploitée pendant de longues années, il esquisse en quelques gestes le futur visage de la région, lorsque l'exploitation aura démarré. En face, l'usine. À gauche, dans la vallée verdoyante, le barrage et le lac de décantation. La montagne à droite sera creusée, « dans une deuxième phase d'exploitation », explique Catalin Hosu. Après un démarrage catastrophique en termes d'image, la Gold s'est lancée depuis quelques années dans une grande campagne de communication et a couché sur le papier un projet qui offre des réponses à toutes les objections soulevées par les opposants. L'environnement ? « L'eau est polluée depuis des années, nous allons traiter ça. Quant au cyanure, 90% des mines utilisent cette technique, sûre et moderne », assure Catalin Hosu. Les montagnes rasées ? « Nous avons prévu de réaménager la zone, de combler les carrières, de replanter, d'aménager un lac... », affirme Catalin. Le paysage sera « différent mais pas apocalyptique ». Les

vestiges archéologiques menacés ? « Ce sont les fouilles menées par la Gold qui ont mis à jour nombre de vestiges, des mausolées. Ils seront mis en valeur, ce qui n'est pas le cas à présent. » Le village menacé et la destruction du patrimoine ? « La Gold a alloué 70 millions de dollars à ce sujet. Quatre zones seront protégées, dont le centre historique, la restauration des bâtiments historiques a commencé. L'objectif est de développer le tourisme. » Ceux qui refusent de vendre ? « Nous trouverons une solution avec la communauté. » Le discours est balisé, maîtrisé. Quand on lui parle opposition, Catalin Hosu répond conciliation et consensus. Confiant, il attend le feu vert des autorités roumaines pour que l'exploitation démarre – d'ici à trois ans, dans un scénario idéal.

ANDREI GRUBER

Son grand-père fut un riche prospecteur dans les années 1930, et son père a travaillé pour la mine d'Etat qui a fermé en 2006. Lui ne poursuivra pas la tradition. Dans la maison d'Andrei, située dans le périmètre du projet minier, ce passé est omniprésent, dans les cadres en noir et blanc, sur les étagères en bois. Mais à 26 ans, le jeune homme aux cheveux longs refuse de croire que Rosia Montana n'a d'autre choix que de se lancer

Le projet

Rosia Montana Gold Corporation, détenue à 80% par la société canadienne Gabriel Resources, prévoit d'exploiter 300 tonnes d'or et 1700 tonnes d'argent sur 16 ans de la mine de Rosia Montana, petite localité située dans les monts Apuseni au centre ouest de la Roumanie. Et ce grâce à une technologie à base de cyanure. Les deux carrières déjà existantes seront agrandies et deux nouvelles seront creusées dans deux montagnes. Un lac de décantation et un barrage seront construits pour recueillir une partie des déchets produits par l'usine. La société s'est engagée à limiter la concentration de cyanure à 5 mg/l (la norme UE est de 10mg/l) dans le lac de décantation. Jusqu'à 3600 emplois seront créés, selon la Gold, qui promet de réhabiliter la zone une fois l'exploitation terminée. Ce projet s'étalera sur plus de 40 hectares et prévoit le déplacement d'environ 900 familles du village. Le groupe a déjà investi plusieurs centaines de millions d'euros et le projet devrait injecter 3 à 4 milliards dans l'économie roumaine, dont une partie entrera directement dans les caisses de l'Etat, actionnaire à 19,3%.

Les pour et les contre

Les partisans du projet mettent principalement en avant les intérêts économiques de la mine, qui créerait des emplois dans une zone sinistrée, développerait les infrastructures, ferait rentrer des milliards dans les caisses de l'Etat. Les opposants, eux, s'inquiètent de la disparition programmée du village, des conséquences de l'utilisation du cyanure et de l'impact de l'exploitation sur les vestiges archéologiques – des kilomètres de galeries minières souterraines et de surface, datant pour les plus vieilles de 2000 ans.

Où en est le projet ?

Le ministère de la Culture a récemment délivré une décharge archéologique à la Gold, et le président Traian Basescu a apporté son soutien à la mine. Le projet, qui suscite la polémique et mobilise depuis des années la société civile, attend actuellement le feu vert environnemental du ministère de l'Environnement, qui réclame pour sa part une diminution des concentrations en cyanure.

dans une nouvelle ruée vers l'or. Alors que beaucoup ont vendu à la Gold, lui a choisi de rester et a transformé sa maison en pension. « Je veux prouver qu'on peut vivre du tourisme. L'été, nous avons du monde. Il y a du potentiel pour l'agrotourisme, et pour développer un tourisme industriel et culturel valorisant notre histoire minière. Mais depuis que la Gold est arrivée, le plan urbanistique local a bloqué toute possibilité de construction », déplore Andrei. Il s'amuse des velléités du groupe qui veut concilier mine et tourisme. « Ils vont faire disparaître quatre montagnes, détruire les trois quarts du village, faire un lac de décantation gigantesque pour les déchets cyanurés et ils pensent que les touristes vont venir se balader dans les carrières ? Non, si ce projet se fait, c'est la mort du village. Beaucoup pensent

juste aux emplois que cela va créer. Mais dans 15 ans, qu'est-ce qu'on fera ici, dans un village fantôme ? Rosia Montana sera né et mort avec la mine ! Mais ils n'y arriveront pas, moi, en tout cas, je ne partirai pas ! »

SORIN JURCA

Crane rasé et regard bleu, Sorin Jurca, 46 ans, est lui aussi un enfant du pays. Jusqu'en 2006 il a travaillé à la mine d'Etat. Aujourd'hui, il se bat au sein de la fondation culturelle Rosia Montana contre le projet de la Gold. « Il ne faut pas se voiler la face, la Gold a déjà fait beaucoup de mal à Rosia Montana. Avant c'était un village animé. Aujourd'hui, les rues sont désertes passées 17h, 140 maisons ont été rasées, une partie des habitants est partie, et ceux qui restent sont divisés. Dans ma

famille, la plupart ont vendu, à un bon prix. Je n'ai plus qu'un oncle ici, dans le camp adverse, et on ne se parle plus. Le village s'est délité. Ma femme a une épicerie et l'on voit bien la différence, on vend à peine une centaine de pains par jour contre 700 il y a dix ans. » Mais même « abimé », le village doit être sauvé, affirme Sorin. « C'est un projet sur le court terme qui va polluer le sol pour des décennies et détruire des montagnes ! On ne peut pas laisser faire ça ! » Avec la fondation, il veut proposer une alternative de tourisme culturel et a notamment participé au dossier de candidature pour classer Rosia Montana et ses vestiges miniers au patrimoine mondial de l'Unesco. « 140 maisons ont déjà été détruites, la Gold affirme qu'elle va rénover et restaurer, elle a commencé à le faire sur

certains bâtiments. Mais regardez leur musée, ils ont mis des termopan ! Rosia dispose aussi d'un vaste réseau de galeries romaines qui risquent de disparaître si l'exploitation débute. On ne dit pas que Rosia peut entrer demain au patrimoine mondial, mais il faut essayer. Le dossier est sur le bureau du ministre de la Culture, mais il ne l'a toujours pas signé », soupire-t-il. Il est las des tergiversations de l'Etat, qui « depuis 15 ans a laissé une société faire n'importe quoi. Mais tant que je vivrai, je ne baisserai pas les bras ».

ION MOROI

Veste et pantalon verts, tee-shirt jaune, Ion Motoi arbore fièrement l'uniforme et les couleurs de la Gold. Depuis mai dernier, il a rejoint le bataillon des 500 employés de la compagnie et arpente les rues du centre historique, avec pour mission de rénover les maisons rachetées par la Gold. « Avant, je bossais comme journalier, je vivais dans l'incertitude. Maintenant, j'ai un salaire de 700 lei et je peux enfin faire vivre ma femme et mes deux enfants. » Ion, 33 ans, vit à Doroaia, le quartier rom de la commune, dans une maison qu'il a bâtie de ses mains. Pour lui, la Gold rime avec messie. « C'est une chance que la société soit venue ici », explique-t-il. Avant, il travaillait huit heures au noir pour un salaire de misère. Grâce à la Gold, et « à monsieur le maire (Eugen Furduiu, fervent soutien du projet minier, ndlr), j'ai enfin des perspectives d'avenir ». Nicoleta, sa femme, confirme. « Sans la Gold, il n'y a rien ici. C'est une zone morte. Je voudrais que le projet commence demain si c'était possible. » Ion, lui, veut croire que ce premier CDD signé n'est que le début d'une longue collaboration. « Ils

nous ont dit que si le projet commençait, on serait formé. Je suis électricien, mais je veux bien faire n'importe quoi pourvu que j'aie un emploi. Je me fiche pas mal des opposants, eux ont de l'argent. Moi je préfère la pollution à la misère ! »

ANDREI JURCA

On trouve « Doctorul » dans les bureaux de Pro Rosia Montana, l'association qu'il préside et qui a son siège dans les locaux de la Gold. Ici, comme 85% des habitants selon Andrei Jurca, chacun est en faveur du projet minier. Un soutien que le médecin justifie d'abord au nom de l'histoire... « Depuis 2000 ans, on extrait de l'or. La ville est née, s'est développée et doit continuer à vivre pour l'or. » Puis il avance des arguments socio-économiques. « Depuis la fermeture de la mine d'Etat, le chômage a explosé. C'est bien joli de dire qu'on va développer le tourisme et l'agriculture, mais il n'y a pas d'infrastructures, pas d'hôtel, pas de restaurant, rien à visiter. C'est la Gold qui fait bouger les choses, qui a fait les découvertes archéologiques récentes, qui rénove les maisons, fait un musée ! » Lui rejette en bloc les arguments des opposants au projet – parmi lesquels son neveu, Sorin. « Sauver Rosia Montana ? Mais il faut d'abord penser aux hommes qui vivent ici. La Gold va créer des emplois, faire vivre la zone. On ne va pas disparaître, ceux qui le veulent seront relogés dans un nouveau centre, en dehors du périmètre minier. Et pour ce qui est du cyanure, il respecte plus que largement les normes européennes ! Je suis sûr que ce projet est ce qu'il y a de mieux pour la communauté, sa seule chance de survie. Ce ne sera pas l'apocalypse, au contraire, la mine va apporter prospérité et laisser le temps aux villageois de se développer, ici, et de réfléchir à de nouvelles activités possibles pour l'avenir. Sans emploi, les jeunes n'auront pas d'autre choix que de partir. »

EUGEN DAVID

Au bout d'un chemin de terre, Eugen David surgit. Un chapeau de paille vissé sur la tête, il termine de rentrer son foin. Le plus irréductible des opposants à la Gold refuse depuis dix ans de quitter « sa » terre. « Je ne vendrai jamais, je veux vivre ici, c'est mon droit le plus élémentaire. » C'est la défense de ce droit fondamental qui a motivé son engagement au sein d'Alburnus Maior, l'association locale devenue empêchement de tourner en rond du géant minier. « Au début, nous avons cru qu'il suffirait de refuser de vendre pour que le projet capote. Mais non, car la corruption dans le système roumain est telle que la Gold a pu obtenir des autorisations, des accords... Alors on a multiplié les campagnes, pour faire connaître notre action, puis on a pris la décision,

inédite, d'attaquer l'Etat roumain en justice. On a gagné pratiquement à chaque fois, faisant annuler presque toutes les autorisations accordées », lance-t-il. Assis dans l'herbe, l'œil et le sourire malicieux, Eugen, 46 ans, confesse que ce combat militant l'a changé, ouvert, rendu plus fort. Qu'il est fier d'avoir contribué, du haut de sa montagne, à la création de la société civile roumaine. « La lutte finale va être sanglante, chaque camp va aiguiser ses armes. La prochaine bataille est ce projet de loi qui prévoit de changer la loi des mines et d'autoriser les expropriations par les compagnies. Le texte est passé au Sénat, et attend d'être voté à la Chambre des députés. Cette loi serait anti-démocratique, anti-européenne. Si elle passe, on portera l'affaire devant les instances européennes », s'enflamme Eugen. « Sincèrement, si cette mine se fait un jour, qu'on ne vienne pas me dire que la Roumanie est une démocratie ! J'irai déposer une couronne sur la tombe de Ceausescu et lui dire que je suis désolé qu'il soit mort, car rien n'a changé depuis. »

VIRGINIA ET NICOLAE AVRAMUT

Le couple de retraités est de ceux qui ont choisi de quitter Rosia Montana. Il y a quatre ans, ils ont cédé leur maison à la Gold, située à Corna, à proximité du futur lac de retenue, pour 95.000 euros. Et pour 45.000 euros, ils sont devenus propriétaires d'une villa flambant neuve dans le quartier de Recea, à Alba Iulia. Dans ce lotissement construit par la Gold, des rangées de toit orange sont alignées, une église sort doucement de terre, et 223 personnes relogées bénéficient de tout le confort moderne. « Cela a été un don du ciel », raconte Virginia, chez qui nous a conduit la responsable locale de la Gold. « On a été parmi les premiers à vouloir vendre. La vie était trop dure, on vivait dans un hameau isolé, sans eau courante. Vous avez vu la maison qu'on a aujourd'hui ? Tout est plus facile en ville : mon fils a trouvé un emploi rapidement, on peut aller chez le médecin, au théâtre, au restaurant. Et puis la Gold nous aide, pour les emplois, les garanties bancaires... » Virginia et Nicolae, ancien mineur, ne regrettent pas leur choix. « On est retourné à Rosia Montana cet été. Notre maison a été démolie, ça fait un pincement au cœur. Mais on est mieux ici. Notre voisine, une vieille femme seule a refusé de vendre. Aujourd'hui, les acquisitions sont stoppées et elle regrette amèrement. Ce que j'espère maintenant, c'est que le projet démarre et que ceux qui sont toujours là-bas puissent eux aussi commencer une nouvelle vie. »

Texte et photo : Marion Guyonvarch



LES HOLLANDAIS DE ROUMANIE EN FAVEUR DE L'ENTRÉE DU PAYS DANS SCHENGEN



Centre national du système informatique Schengen à Bucarest. (Mediafax)

La Chambre de commerce roumano-hollandaise de Bucarest a vivement critiqué la décision du gouvernement de La Haye de refuser l'entrée de la Roumanie dans l'espace européen de libre circulation. Car les hommes d'affaires hollandais militent activement en faveur de cette intégration. « Il faut regarder l'Union européenne comme un espace de commerce unitaire que l'on peut comparer avec l'Asie ou l'Amérique du sud, affirme Richard Reese, directeur exécutif de la Chambre. Pourtant, tant que l'UE ne sera pas complètement ouverte à la libre circulation des biens et des personnes, nous ne pourrions pas nous mesurer aux autres blocs commerciaux. Cette décision est irresponsable. » Le 23 septembre dernier, lors de la réunion à Bruxelles des ministres de l'Intérieur de l'UE, la Roumanie et la Bulgarie ont appris qu'elles devraient encore patienter pour intégrer Schengen, après que la Hollande et la Finlande aient fait savoir qu'elles voteraient contre.

Jonas Mercier (avec Lepetitjournal.com de Bucarest)

Les coûts du bouclier antimissile partagés

L'aménagement du bouclier antimissile américain dans la commune de Deveselu, au sud de la Roumanie, devrait coûter environ 400 millions de dollars, a annoncé mi-septembre le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Bogdan Aurescu. Cette somme sera partagée entre les deux Etats. Rendu public fin septembre, l'accord signé entre Bucarest et Washington prévoit par ailleurs que les Américains auront une « autorité exclusive » sur leurs opérations, mais que la base militaire demeurera la propriété de l'Etat roumain et restera sous la juridiction souveraine du pays. J. M.

BUCAREST BIENTOT JUMEELEE AVEC BAGDAD ?

Titus Corlatean, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat a récemment annoncé qu'il existait déjà un accord de principe sur le jumelage possible entre Bucarest et la capitale irakienne. Ce dernier devrait être signé bientôt par les maires des deux villes. Ce jumelage signifierait la mise en place d'un forum économique afin d'identifier les domaines dans lesquels la présence roumaine pourrait se développer en Irak. Julia Beurq

Un Rom roumain recruté par l'AS Saint-Etienne

Le joueur de football Banel Nicolita a débuté la saison avec l'AS Saint-Etienne. Ce footballeur, qui n'a jamais caché ses origines roms, a mené de nombreux combats en Roumanie contre le racisme. Et arrive dans un contexte tendu entre Paris et Bucarest au sujet de l'intégration de cette minorité. « Je n'ai pas honte de qui je suis et je suis très fier de jouer dans l'une des meilleures équipes de France », a-t-il récemment déclaré. A 26 ans, Banel Nicolita n'a jamais quitté le championnat roumain et a joué la majeure partie de sa carrière au Steaua Bucarest, l'une des plus grandes équipes de football de Roumanie. J. M.

NOUVEAU CODE CIVIL



Catalin Predoiu, ministre de la Justice. (Mediafax)

Après 147 ans, un nouveau code civil est officiellement entré en vigueur en Roumanie, le 1er octobre. Une réforme ardemment attendue et réclamée par Bruxelles qui va rapprocher le droit roumain du droit anglo-saxon, selon le ministre de la Justice, Catalin Predoiu, qualifiant ce nouveau code de « loi de la liberté, de l'égalité, pensée pour une société qui se tient loin des tribunaux ». Ce texte prévoit, entre autres, la création d'un conseil familial pour mieux gérer les cas de tutelles ou encore l'interdiction des mariages entre personnes de même sexe. Ces dernières années, la Roumanie a entamé une réforme de ses 4 codes : civil, pénal, de procédure pénale et de procédure civile.

M. G.

Profil du drogué « légal »

Qui sont les consommateurs de produits ethnobotaniques, ces drogues dites légales qui font des ravages en Roumanie depuis plus de deux ans ? A en croire une étude réalisée par l'Agence nationale anti-drogue et publiée début octobre, ils ont entre 11 et 40 ans – et le nombre de ceux âgés de 11 à 15 ans est significatif – sont des hommes, dans 85% des cas, se sont drogués quotidiennement au cours du dernier mois pour 42,5% d'entre eux, le plus souvent en fumant ou en s'injectant ces substances. En complément de cette première étude, réalisée sur un public cible de 120 personnes, une autre enquête a été réalisée sur un groupe de consommateurs plus restreint, de 33 personnes. Elle confirme que beaucoup d'anciens héroïnomanes ont basculé vers les produits « légaux », puisque 97% des consommateurs interrogés ont reconnu s'être auparavant injectés de l'héroïne.

Marion Guyonvarch

Redescoperim împreună energia pentru o viață mai simplă



Viața devine mai ușoară când toată energia unui lider mondial este pusă în slujba confortului dumneavoastră:

gaze naturale pentru confortul casei dumneavoastră	pachete complete de încălzire individuală prin ExpertGaz	electritate și soluții personalizate pentru companii	verificare promptă și atentă a instalațiilor de gaze naturale și a centralelor termice prin Aigaz
monitorizare permanentă a consumului și a plăților prin Agenția Online	acces rapid la Factura transmisă prin e-mail	Call Center dedicat	

www.gdf-suez-energy.ro
Call center: București, 021.83667. Alte județe: (prețuri locale) 800
*apoi la tarif local în rețeaua Romgaz, de luni până vineri, între 9.00 și 19.00

GDF SUEZ
REDESCOPIREM ENERGIA

LA TUICA PREND UN COUP

Servie chaude dès le matin, dans un petit verre pour souhaiter la bienvenue ou avant un repas de fête, la tuica est sans conteste la boisson nationale roumaine, porteuse des traditions du monde rural. Mais cette production artisanale est soumise à des règles de plus en plus strictes. Reportage dans une petite distillerie familiale au cœur du pays.

« VOUS TOURNEZ À DROITE, VOUS VERREZ, c'est la dernière maison au bout de la route... »

Pour trouver George Rozor, rien de plus simple. Il suffit de prononcer le mot *tuica* et aussitôt les bras se lèvent pour indiquer la direction de sa distillerie. Dans le petit village de Botorca, à une vingtaine de kilomètres de Medias (entre Sibiu et Targu Mures), il est le maître du *cazan*, où chacun vient produire son eau de vie. A bientôt 30 ans, après dix années passées entre Sibiu et Bucarest, George a repris depuis quelques mois la tête de l'affaire fondée par son père en 1993. Après un café et de nombreuses cigarettes, il débute la visite de son « royaume », installé à côté de la maison familiale. Tout sourire, le jeune homme passe la porte et pénètre dans la petite cahute grise. Dans les vapeurs d'alcool, quatre alambics tournent à plein régime et extraient de kilos de prunes, poires, pommes ou griottes la substantifique moelle : la *tuica*, distillée à deux reprises.

En ce premier jour d'automne, le carnet de commandes est rempli. La production a commencé à la fin de l'été et va durer jusqu'aux premiers jours de l'hiver. Au total, pas loin de mille clients, venus des villages et villes alentours, vont se succéder. Ce matin, c'est le tour de Vasile, ouvrier sylvicole originaire de Botorca. Concentré, le pull taché de fruits, il tourne la manivelle de l'un des alambics mordorés, pour aider à la distillation de ses 800 kilos de poires, qui fermentent depuis trois semaines. « Je fais ma propre *tuica* depuis dix ans », explique-t-il, avant de se lancer dans une savante explication du processus de fabrication. George sourit et simplifie. « On fait bouillir les fruits fermentés, la vapeur d'alcool est ensuite refroidie et transformée en liquide. A l'issue de la première distillation, la teneur en alcool est de 50 degrés, puis tombe rapidement à 15 ou 20. Et après la deuxième distillation, la *tuica* sort de l'alambic



à 80 degrés, avant de retomber à 50 degrés. C'est de l'alchimie ! »

Chaque jour, près d'une tonne de fruits sont ainsi transformés en eau de vie. « Le rendement varie, explique George, il est de 10% pour la prune, de 5% voire moins pour les autres fruits, tout dépend de la teneur en sucre. »

Vasile, lui, devrait repartir avec « 40 ou 50 litres de poire, la meilleure », précise-t-il tout sourire. « Mais je ne la vends pas, c'est pour ma consommation personnelle. J'ai des poires sur mes terres, ce serait dommage de ne pas en profiter ! Ici, c'est une tradition de faire de l'eau de vie avec les fruits, c'est comme ça qu'on a grandi et qu'on a été élevé. » Dans les

campagnes roumaines, la cérémonie du *fiert* (distillation) est en effet un rituel automnal incontournable. « Pour eux, c'est une fête de venir faire sa *tuica* », sourit Maria Rozor, la mère de George. « Ils restent ici, donnent un coup de main, certains débarquent avec une caisse de bières et font un gratar, c'est une ambiance agréable, tout le monde se détend, passe du bon temps », raconte son fils, amusé. Egayé par les vapeurs d'alcool, Vasile confirme. « J'aime ce moment, j'aime venir ici, ça ne fait pas de moi un alcoolique, mais la *tuica* fait partie de la vie quotidienne. On la boit lors des grandes occasions, avant, pendant et après le repas... »

TOUT SE COMPLIQUE

Emblématique de la vie rurale, la *tuica* est pourtant menacée par une législation de plus en plus stricte et une fiscalité de plus en plus lourde. « Depuis 2006, l'Etat a introduit de nouvelles taxes (accize en roumain, ndlr) : désormais, il faut verser 8 lei pour chaque litre d'alcool à 50 degrés produit, et 6,5 lei pour chaque litre d'alcool à 40 degrés », explique Maria Rozor. « Résultat, le nombre de clients a baissé, il y a beaucoup de petits paysans qui ne peuvent plus se permettre de venir chez nous. » Pour Maria et son fils aussi, les contraintes se sont multipliées. « C'était plus simple il y a quelques années, à l'époque de mon mari. Aujourd'hui, entre les taxes, les frais de fonctionnement, d'entretien, les réparations, on s'en sort tout juste ; car nous percevons 20% de ce qui est produit, c'est tout », déplore cette dynamique quinquagénaire.

En plus des taxes, il leur a fallu se mettre aux normes européennes – 3500 euros pour obtenir le certificat ISO en 2004 – et s'adapter aux évolutions législatives roumaines qui tendent à réduire la production. « L'activité est de plus en plus contrôlée », note Maria. « En août, avant de démarrer la production, nous devons appeler les douanes, pour qu'ils viennent desceller le *cazan*. Ils font une estimation très précise de la capacité de production et savent ainsi le montant des taxes qui seront versées à l'Etat. Ils parlent même d'installer un compteur pour renforcer le contrôle. »

L'état se resserre aussi autour des consommateurs. A l'heure actuelle, un particulier est autorisé à produire 200 litres pour la consommation familiale. Mais afin d'éviter qu'une grande partie de cette *tuica* maison se retrouve mise en vente sur le bord des routes dans les fameuses bouteilles en plastique, l'Etat a concocté un projet de loi visant à limiter à 40 litres la production familiale.

« Tout cela tue les petites distilleries », soupire George. Il ne reste plus que deux distilleries dans les environs, contre vingt *cazan* il y a quelques années. « L'objectif est sans doute de concentrer la production dans les grandes distilleries. Mais, honnêtement, je ne crois pas que ces mesures empêchent les gens de faire leur *tuica*. Ils la font à la maison, c'est tout ! C'était pareil à l'époque de Ceausescu, dans les blocs, je me souviens qu'il y avait une odeur persistante d'alcool dans les cages d'escalier d'août à décembre... »

Pour résister, George veut grandir ; c'est selon lui la seule porte de sortie. « Le projet est simple : produire et commercialiser ma propre marque de *tuica*, plutôt de haute qualité, et sans doute à l'export. » Mais pour cela, il lui faut créer un verger, bâtir un hangar pour faire vieillir sa *tuica*, un laboratoire, un atelier

de mise en bouteilles. « Cela nécessite un important investissement, et c'est d'autant plus compliqué qu'on ne peut pas prétendre aux fonds européens quand on produit de l'alcool. » Il espère conclure un partenariat avec une distillerie plus importante, tout en gardant son indépendance. « Cela va me prendre du temps, dix ou quinze ans sans doute », lance-t-il, les yeux pétillants.

En attendant que sa *tuica* parte à la conquête de l'Europe, George s'en retourne vers son *cazan* pour aider Vasile à terminer sa cuvée. Comme tous les ans, ce cru 2011 sera ensuite précieusement conservé dans des bouteilles en plastique et servi à chaque grande ou petite occasion.

Texte et photo : Marion Guyonvarch

Bd. Dacia n° 56, Secteur 2, Bucarest
tel: +40 (0) 31 8092739
fax: +40 (0) 31 8067739
mobil: +40 (0) 74 5202739
office@apex-team.ro
www.apex-team.ro

Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de liasse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil

C'est un projet pilote qui devrait être repris dans plusieurs pénitenciers du pays. Une sorte de « permis à points », mis en place à Targsor, seul pénitencier pour femmes de Roumanie. L'idée : les détenues exploitent la terre afin d'écourter leur peine.

TRAVAILLER POUR SORTIR DE PRISON



Aurica et son troupeau.

TARGSOR EST UNE PETITE BOURGADE non loin de Ploiesti, où la grande porte blindée du pénitencier pour femmes est facilement repérable. La structure, construite en 1857, était autrefois un monastère et s'occupait déjà de femmes condamnées par la justice. On s'attend évidemment à un établissement aux règles strictes. On y découvre cependant une micro-société où cohabitent paisiblement détenues et personnel. Pas moins de sept cent femmes y sont enfermées. Les mineures côtoient les « anciennes », emprisonnées pour petits délits ou crimes.

Les occasions de sortir sont d'ordinaire rares dans ce type d'établissement. La

direction a pourtant inauguré il y a peu un système permettant aux détenues de sortir plus souvent. A partir du moment qu'elles respectent les règles du « jeu ». Celles-ci sont on ne peut plus simples : chaque journée travaillée (principalement dans des champs) apporte son lot de points qui une fois cumulés permettent de bénéficier plus régulièrement de visites et de bons de sorties. Et ça marche. On se lève tôt, et malgré la chaleur et un rythme soutenu, ces femmes cravachent dur pour glaner les fameux points. « Bien sûr que c'est fatigant de se lever tous les jours à six heures pour travailler, confie Adela, affaînée au potager. Mais avec le temps on s'habitue. C'est en tout cas

préférable de s'occuper car sinon c'est l'ennui, les chamailleries, une routine assez triste. Là je me sens utile. Je touche un peu d'argent (160 ron par mois, environ 40 euros, ndlr) et surtout je devrais sortir plus vite. »

Car au-delà des permissions, c'est en effet la perspective de sortir avant le terme de sa peine qui intéresse les détenues. Ce « permis à points », comme elles le nomment volontiers, permet d'écourter son séjour derrière les murs de l'enclauement de Targsor. Adela poursuit : « J'ai été condamnée pour trafic de drogues. Mon mari aussi est en prison, c'est lui qui se droguait et un jour j'ai commencé à faire l'intermédiaire entre lui et certains de

ses "amis". De petites quantités d'héroïne. La police m'a pincée et je me suis retrouvée ici loin de mon mari et surtout loin de mes enfants. Cela fait deux ans que je suis à Targsor, mais en avril prochain je devrais sortir. Huit mois avant le terme de ma peine. » Pour cela, Adela continue de travailler d'arrache-pied chaque jour – sauf le week-end.

L'originalité du système réside aussi dans les tâches effectuées par ces détenues. A Targsor, on travaille la terre afin que le pénitencier s'autosuffise en nourriture. A la base de l'initiative, Mihaela Puscas, directrice de l'établissement. « Bien sûr que c'est une chance pour ces femmes de pouvoir travailler et d'être actives. D'autant qu'elles sont en extérieur, le sentiment d'enfermement est moins grand. Pour nous, c'est une manière d'instaurer une certaine discipline et aussi d'économiser de l'argent. Ce qui est produit ici se consomme sur place. Ces femmes se nourrissent d'aliments qu'elles plantent, récoltent et cuisinent elles-mêmes ! Mais il ne faut pas se voiler la face, sans ce système de permis à points, je pense que cela n'aurait pas fonctionné, vu l'argent qu'elles gagnent. Le but ultime pour elles est évidemment de sortir au plus vite pour retrouver leurs familles. »

Chaque matin, des groupes éparés investissent les champs. Aurica est à la tête d'un troupeau d'une vingtaine de vaches, les vaches de Targsor. Tout le village les connaît car chaque matin, Aurica, accompagnée de sa collègue, les conduit au pré situé à un kilomètre du pénitencier. Sans surveillant, les deux femmes âgées de 40 ans guident seules leur troupeau, bâton à la main et bouteille d'eau dans le sac à dos, en vraies

Sans surveillant, les deux femmes âgées de 40 ans guident seules leur troupeau

bergères. Bien que ces vaches soient trop nombreuses pour avoir chacune un nom, Aurica sait parfaitement qui solliciter pour faire avancer les autres. « On se connaît bien elles et moi, je travaille avec les bêtes depuis toute petite. Parfois j'en ai un peu assez, je dois le reconnaître, mais pour ses enfants on ferait n'importe quoi. Et puis je suis dehors toute la journée, sans personne sur le dos, je me considère bien lotie. J'ai bien sûr hâte de sortir pour voir mes enfants et... faire autre chose », sourit-elle.

Aurica est emprisonnée depuis cinq ans et quatre mois. Elle devait faire huit ans

mais grâce au permis à points et surtout au travail qu'elle effectue chaque jour au pénitencier elle sortira dans deux semaines (1), soit une remise de peine de deux ans et huit mois. Aurica a tué son mari après une énième dispute. Rentré ivre, celui-ci, très jaloux, l'a menacée avec un couteau. Elle vit désormais loin de ses trois filles depuis plus de cinq ans. L'aînée a 17 ans, s'est mariée et vit avec son mari en Italie, pays où Aurica aimerait vivre une fois sortie. « La plus grande va venir à la maison, à Fagaras, et on va enfin se retrouver toutes les quatre, poursuit Aurica. J'attends ce jour depuis si longtemps ! Je pense aller moi aussi en Italie avec les deux autres. Trouver un travail, n'importe quoi mais quelque chose de respectable, faire des ménages par

« Le but ultime pour elles est évidemment de sortir au plus vite pour retrouver leurs familles »

exemple. Retourner vivre à Fagaras me semble impossible, je ne trouverai jamais du travail après ce que j'ai fait. » Quitter le pays prend



ici tout son sens pour ces femmes stigmatisées. « Nous les faisons travailler pour la communauté et c'est à mon sens une manière de les garder en vie, reprend la directrice. La stigmatisation est très forte quand vous sortez, je comprends que beaucoup envisagent le départ. »

Retour au pénitencier, avec « l'équipe potager »... Les femmes bêchent, arrachent les mauvaises herbes, et plantent salades, choux, tomates, haricots, oignons, ail. Seules les pommes de terre manquent, car elles sont achetées à l'extérieur vu les quantités consommées. Il est vrai qu'elles constituent

l'aliment de base des sept cent ciorbe (soupes) servies quotidiennement. Le pain est lui aussi acheté à l'extérieur mais une boulangerie sera prochainement inaugurée au sein même du pénitencier. « Nous avons du lait, du fromage, des légumes, il ne manque plus que le pain de Targsor », s'amuse la directrice.

Un peu plus tard, les vaches rentrent tranquillement aux étables pour la traite du soir. Aurica, détendue, plaisante avec ses collègues et les gardiens. Il faut aussi donner à manger aux cent trente cochons affamés qui grognent dans leur baraquement. Aurica s'exécute en vitesse sous le regard de Valentina, la surveillante des porcheries. Celle-ci confie qu'elle boit tous les matins le café avec l'équipe en charge des animaux. Le personnel pénitencieraire, réputé dur en Roumanie, met ici un point d'honneur à encadrer ces femmes dans la bonne humeur.

En fin de journée, les traits sont tirés, mais l'ambiance est plutôt bonne au passage de la grille d'entrée qui mène à la cour principale. Le personnel accompagne les détenues dans l'immense réfectoire où est servi le repas préparé par « l'équipe cuisine ». Certaines

Benjamin Ribout

Photos : D. R.

(1) A la parution de cet article, Aurica aura purgé sa peine et sera donc en liberté.

LA CHRONIQUE D'ISABELLE WESSELINGH

UN SIMPLE CHIFFRE

Il se cache parfois, derrière une seule phrase d'un article, un travail long de plusieurs jours, fait de multiples coups de fil, de questions adressées par mail puis répétées par téléphone face à l'absence de réponse, de centaines de pages de documents scrutées avec attention à la recherche du détail qui nous semble important pour le sujet que l'on traite. Ceci afin de s'assurer que l'information ou le chiffre avancé est crédible et vérifié.

Ce fut le cas récemment pour un « simple » chiffre : la quantité de cyanure nécessaire sur un an pour ce qui pourrait être la plus grande mine d'or d'Europe, Rosia Montana, dans le nord-ouest de la Roumanie. Par de nombreux aspects, dont la quantité d'or estimée – 300 tonnes d'or – le projet, porté par la Rosia Montana Gold Corporation est d'une ampleur inédite en Europe, un continent qui produit à peine 1% de l'or mondial. Face à la polémique en Roumanie, notamment sur la question du cyanure, il semblait logique de savoir combien de tonnes de cette substance classée toxique – mais autorisée sous condition par l'Union européenne – seraient nécessaires pour une année d'exploitation, voire pour les 16 ans que durera celle-ci. Y compris, comme le souligne la compagnie RMGC, car des mesures strictes de précaution seront nécessaires pour l'acheminement de cette substance par train puis par route, et pour le stockage.

La tâche s'annonçait plutôt simple quand une de mes collègues suédoises trouva en une dizaine de minutes et par un simple coup de fil que la mine d'or de Svartliden en Suède, un des pays comptant des mines d'or utilisant le processus de cyanuration dans l'industrie aurifère, utilisait 263 tonnes de cyanure par an. Je me tournai vers la compagnie minière RMGC en Roumanie, la mieux placée pour fournir ce type de données. Si certains opposants à la mine d'or de Rosia Montana évoquaient parfois des chiffres, mon métier de journaliste m'obligeait forcément à les considérer avec prudence puisqu'ils venaient du camp adverse. J'avais besoin soit d'une confirmation de la compagnie, soit d'un document officiel indiquant la quantité annuelle de cyanure nécessaire pour être plus crédible. Encouragée par l'avalanche de chiffres présentée par la RMGC sur son site internet et dans ses présentations, je m'apercevais toutefois que la quantité recherchée n'y figurait pas, bien qu'on y apprenne que la quantité de cyanure rejetée dans le bassin de résidus d'extraction (le cyanure est utilisé pour extraire l'or de sa gangue minérale) sera inférieure aux normes requises par l'Union européenne. J'ai donc posé la question à un responsable de la compagnie. Après deux mails sans réponse, j'appelai et ne pus obtenir aucune réponse quelle que soit la manière de poser la question. On me dirigea vers le département communication qui ne répondit pas davantage à cette sollicitation. Même absence de réponse du ministère de l'Environnement sur cette question précise. Nous nous mîmes donc à éplucher la très officielle et volumineuse Etude d'impact environnemental remise au ministère pour soutenir la demande d'autorisation en 2007. Y figurait finalement, dans un tableau, le chiffre recherché. Un responsable de la compagnie finit par lâcher que les données de l'étude étaient toujours valables, rien de plus.

Le simple chiffre est donc le suivant : une quantité moyenne de 12.000 tonnes de cyanure par an est prévue pour extraire l'or de Rosia Montana. Douze fois plus que les 1000 tonnes de cyanure utilisées chaque année dans l'ensemble des mines d'or d'Europe, un chiffre (les 1000 tonnes) donné en 2010 par l'association des industries minières européennes, Euromines.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.



Manifestation le 27 septembre dernier contre l'exploitation de la mine d'or de Rosia Montana. (Mediafax)

ELLES EN ONT MARRE

Un œillet rouge pour symboliser le silence. Le silence de toutes ces femmes qui se font agresser sexuellement et qui se taisent. Pour la « marche des salopes » (marsul panaramelor), les femmes comme les hommes ont été plus de 250 à s'exprimer jeudi 6 octobre dans les rues de Bucarest : « Enlève tes mains de mon corps », « Médias, ne traitez plus le viol comme un divertissement », « C'est la faute des agresseurs, pas des victimes », « Policiers, au lieu de nous siffler, aidez-nous », pouvait-on lire sur des pancartes et banderoles. Une première pour le mouvement féministe en Roumanie, où quatre femmes se font violer chaque heure.

Texte et photo : Julia Beurq



TIMISOARA, *VILLE DE L'OUEST*

Après Cluj au printemps dernier, *Regard* poursuit son petit tour du pays en s'arrêtant cette fois-ci à Timisoara. Symbole des événements de 1989, son image collée à un passé révolu ne reflète cependant pas la réalité. La belle du Banat est devenue une cité très séduisante, verdoyante, aux rues soignées, témoin d'une période de sa vie où elle fut austro-hongroise.

Si pour Cluj nous avons surtout traité de culture, à Timisoara l'équipe de reporters envoyée sur place a plutôt voulu dépeindre différents aspects de la ville. Ce dossier est plus « éclaté », il parle d'abord de l'économie de la capitale du département de Timis et du Banat, la grande région ouest de la Roumanie, avant de s'intéresser à son histoire, à ses communautés et ses personnalités.

Suivent divers articles sur l'université et les industries de pointe, l'agriculture biologique ou la vie de la nuit, en passant par un reportage photo qui met en exergue le style architectural très éclectique de la ville. Avant de terminer sur un entretien avec un ancien responsable technique pour Antenne 2 et Fr3 qui était à Timisoara en décembre 1989.

La « petite Vienne » ouvre ses portes, bon séjour...

L.C.

Photo : Julia Beurq

QUELQUES DONNEES...

Avant de se promener dans Timisoara et de partir à la rencontre de ses gens, voici quelques-unes des principales caractéristiques de la plus grande ville de l'ouest de la Roumanie et de sa région.

DEMOGRAPHIE

Au 1er janvier 2009, Timisoara comptait 312.000 habitants, elle serait donc la deuxième ville la plus peuplée de Roumanie après Bucarest (source : mairie de Timisoara), suivie de très près par Iasi et Cluj qui auraient perdu des habitants ces derniers mois. Le prochain recensement de la population qui débute fin octobre les départagera de façon officielle (voir article page 12). L'agglomération urbaine de Timisoara est quant à elle assurément la plus importante de l'ouest du pays, avec 355.000 habitants. Timisoara est aussi le centre d'un des sept « pôles de développement » lancés au niveau national en 2008, et la ville la plus importante de l'Eurorégion Danube-Cris-Mures-Tisa, région transfrontalière de développement qui couvre 71.867 kilomètres carrés sur trois pays (Roumanie, Hongrie et Serbie), avec une population de 5,28 millions d'habitants. Le « pôle de développement » est aussi situé sur le Corridor routier paneuropéen IV, dont la modernisation bénéficie du financement, massif et prioritaire, de Bruxelles. A noter que Timisoara est à moins de 700 kilomètres de distance de 15 capitales européennes, et au point de convergence de 12 voies magistrales ferroviaires.

PIB ET ACTIVITES

Avec un Produit intérieur brut (PIB) de 8500 euros par habitant, Timis était, en 2009, le troisième département le plus riche de Roumanie, après Bucarest (12.500 euros par habitant) et Ilfov (10.400 euros). De fait, le PIB de Timis représentait, à lui seul, 4,7% du PIB national. Le département (8696 kilomètres carrés) compte 2900 kilomètres de routes et 787 kilomètres de voies ferrées. Les principaux secteurs d'activité sont la fabrication d'équipements électriques, électroniques et de communication, la production de pneus et l'équipement automobile, divers types de services, et l'agriculture. Car avec 702.000 hectares de terrain arable, le département de Timis concentre 6,2% du total des cultures de blé du pays, et 6% des

cultures de maïs. Le secteur agricole assure aussi 158.000 emplois.

SALAIRES

Sur l'ensemble du département de Timis (environ 680.000 habitants), le salaire moyen net a été, en 2010, de 350 euros par mois – 354 euros sur la ville de Timisoara (source : *Ziarul Financiar*). A Bucarest, le salaire moyen net s'élevait à 492 euros. Le Timis fait figure de privilégié à l'ouest et au sud-ouest de la Roumanie : toujours en 2010, le salaire moyen net était de 289 euros par mois dans le département d'Arad, et de 255 euros dans le Bihor ainsi que dans le Caras-Severin.

EMPLOI

Selon l'Agence nationale pour l'emploi (ANOFM), le chômage touchait en août dernier 1,83% seulement de la population active du département de Timis. Alors que le taux de chômage officiel au niveau national a été de 4,48% (de 7% selon l'estimation de l'Institut national des statistiques qui prend aussi en compte les chômeurs non enregistrés). Le Timis devance ainsi Bucarest, où le chômage était d'environ 2%, toujours en août. Le troisième département le moins touché par le chômage est Arad, voisin du Timis, avec un taux de 3,31%.

COUT DE LA VIE

Les prix des aliments de base sont, à Timisoara, inférieurs de 4,7% par rapport aux prix pratiqués à Bucarest, et les additions dans les restaurants sont de 20 à 40% inférieures. Prendre un taxi coûte également de 15 à 30% moins cher qu'à Bucarest. En dépit de la crise, les prix des appartements à Timisoara ont légèrement augmenté (+ 1,5% en moyenne) au cours du premier semestre de cette année par rapport à la fin de l'année 2010, selon la presse locale. En juin, il fallait compter autour de 800 euros le mètre carré de surface utile. Les prix des appartements neufs ont eux pris + 3,2%, toujours au cours du premier semestre, et s'élevaient, fin juin, à 860 euros le mètre carré de surface

utile. Néanmoins, par rapport à juin 2010, les prix des appartements 4 pièces dans les immeubles anciens ont baissé de 10,8%, tandis que les prix des studios ont eux aussi diminué de 4,8%.

AEROPORT

Plus d'un million de voyageurs ont transité en 2010 par l'aéroport Traian Vuia de Timisoara, ce qui en fait le deuxième aéroport le plus fréquenté du pays, après Henri Coanda à Bucarest. Pour 2011, les autorités aéroportuaires estiment que le trafic se situera entre 1,2 et 1,3 million de voyageurs. Aujourd'hui, Timisoara assure 63 vols quotidiens vers 24 destinations, principalement en direction de l'Europe de l'Ouest (Allemagne, Italie, France, Grande-Bretagne, Espagne, Autriche), en plus des vols intérieurs – à noter aussi des vols directs vers Cernauti et Odessa en Ukraine. L'aéroport de Traian Vuia est par ailleurs la base opérationnelle de la compagnie Carpatair, deuxième transporteur aérien privé de Roumanie. En 2010, Traian Vuia a obtenu la dénomination d'aéroport international après avoir ouvert un nouveau terminal destiné aux voyageurs ne faisant pas partie de l'espace Schengen.

MALL ET PERIPHERIQUE

Situation paradoxale pour cette ville « carrefour », Timisoara n'a qu'un seul centre commercial de grande dimension, le Iulius Mall qui, il est vrai, ne cesse de s'agrandir. Plusieurs pro-

jets d'espaces commerciaux immenses sont tombés à l'eau, comme le Timisoara Outlet Village, censé concurrencer le Parndorf Designer Outlet, en Autriche.

Périphérique : les habitants de Timisoara ont récemment appris, par le biais du Premier ministre Emil Boc, que les travaux pour le périphérique de leur ville étaient terminés. Or, selon la presse locale, sur 54 kilomètres que devrait compter la route en question, 12 kilomètres seulement ont été effectivement construits après plus de sept ans d'effort. De plus, à cause de plusieurs coupes budgétaires, la portion construite n'est pas à double voie, c'est-à-dire en régime d'autoroute, comme cela était initialement prévu.

INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Environ 900 millions d'euros... C'est le montant total des investissements réalisés par

quelque 7700 compagnies à capital étranger à Timisoara et dans le département de Timis à la fin du premier trimestre de cette année, d'après le site timisoaraexpress.com citant les données de la Chambre locale de commerce et d'industrie. Les plus nombreux sont les investisseurs italiens (3000 compagnies qui ont investi 115 millions d'euros au total), mais les Américains occupent la première place dans le top des investissements, avec plus de 200 millions d'euros. Ils sont suivis par les Hollandais, qui ont investi 164 millions d'euros, et les Allemands avec des investissements totalisant 153 millions. La France est le septième investisseur étranger dans la région, avec 28 millions d'euros.

Le fabricant allemand de pneus et d'équipement automobile Continental est cette année la vedette des investissements étrangers à Timisoara. Continental a en effet démarré, le 8 juin dernier, la construction

d'un nouveau centre d'ingénierie et d'essais, un investissement de 20 millions d'euros. Ce nouveau centre, qui occupera une superficie de 30.000 mètres carrés, s'ajoutera à un premier centre d'ingénierie que la société allemande possède déjà à Timisoara depuis quelques années, et où sont employées 1800 personnes.

Malgré cette bonne nouvelle, le conseil local de Timisoara est préoccupé par la baisse du nombre des investissements étrangers. C'est pourquoi il a pris la décision cet été d'approuver dans un délai d'une semaine maximum tout investissement dépassant le million d'euros. « De nombreux investisseurs ont rebroussé chemin à cause de la lenteur bureaucratique », a récemment déclaré le conseiller local Radu Toanca (PSD, opposition).

Rasvan Roceanu
Photo : Julia Beurq



TIMISOARA, LA COSMOPOLITE

La grande ville de l'ouest est une vitrine des communautés de Roumanie, où dans la région du Banat cohabitent Serbes, Grecs, Hongrois, Allemands, Bulgares et Roumains. Ce melting-pot a fait naître une croissance économique sans égale dans le pays, et une ouverture de la population qui communique dans la langue de son voisin. Rencontre dans le quartier Iosefin avec Smaranda Vultur, anthropologue et professeur à l'Université de l'ouest de Timisoara.

PREMIERE OBSERVATION EN CES premiers instants dans la ville, les langues s'entrecroisent. Allemand, anglais, hongrois, italien, français, chacune est présente. Timisoara est depuis plusieurs siècles une terre de convoitise et de brassage ethnique. « A partir du 17ème siècle, les catholiques colonisent la région. A l'époque il y avait des Serbes

et des Roumains orthodoxes, mais les Autrichiens y imposent le catholicisme. La Cetate, la cité est créée, interdite aux orthodoxes », débute Smaranda Vultur.

Les Habsbourg envoient dans la ville de Timisoara naissante les plus pauvres et les exclus de l'empire. Dans un premier temps

on construit autour de la place de l'Union, avec le château d'Eugène de Savoie et ses petites ruelles alentours. Les Autrichiens y installent aussi une administration, des écoles, et ils effacent autant que possible les dernières traces de l'impérialisme turc. La ville de Timisoara croît à mesure que croissent ses communautés, et à partir du 18ème

siècle, une population de juifs est tolérée, les familles se regroupent autour d'une cour, le *Yutahof* (Judenhof en allemand). A l'époque, ils étaient une centaine pour arriver à 18.000 habitants juste avant la Seconde Guerre mondiale. La communauté juive rassemble ainsi jusqu'à 10% de la population, ils s'installent principalement dans le quartier Fabric. Smaranda Vultur explique que « les Juifs du Banat ne sont pas très religieux, ils viennent de toutes les capitales d'Europe centrale, Vienne, Prague, Bratislava, et ils créent beaucoup de banques à cette époque, comme l'ancêtre de la banque Transilvania ». Le Banat sera épargné par les déportations, mais les Juifs ne pourront plus travailler aussi librement, la plupart quittent la ville et retournent vivre en Israël.

UN DEVELOPPEMENT MULTICULTUREL

Timisoara, comme la plupart des grandes villes européennes, s'est surtout développée après la deuxième moitié du 19ème siècle. Les Roumains de l'époque sont germanophones pour la plupart, ils parlent la langue de l'empire. Intelligemment, les Viennois ont organisé les voies de communication de façon à ce qu'elles obligent de passer par le village ou la petite ville de son voisin. La région s'est ainsi développée de façon homogène et le brassage linguistique s'est accentué.

Les Roumains qui vivent près de la frontière hongroise sont organisés en garnisons qui, le cas échéant, peuvent défendre la région. Ce « service » était récompensé par cinq hectares de terres et le droit aux enfants d'être scolarisés en langue allemande gratuitement. Sous l'influence de l'empire, Timisoara et sa région prospèrent. Smaranda Vultur raconte que « les Austro-hongrois ont organisé la région et ont établi toute une panoplie de lois, qui prévalaient sur la législation roumaine. D'où l'héritage, par exemple, d'un cadastre qui date de l'empire. Quand il a fallu restituer les maisons après le communisme, il y avait des actes de propriété ».

En 1918, les Serbes envahissent Timisoara pour occuper cette partie du Banat, mais le 3 août 1919 ce sont les Roumains qui récupèrent la région et la rattachent définitivement à la Roumanie. Sans véritablement l'amadouer... Smaranda Vultur rappelle que « les bourgeois roumains, notaires, professeurs, très attachés à la langue allemande ont combattu pour le Banat, ils n'aiment pas trop les Roumains des autres régions qui viennent de la capitale ou de Craiova pour travailler dans l'administration après 1919. L'identité du Banat

est née en réaction à cette invasion roumaine ». L'époque communiste essaie d'effacer les différences, en particulier pendant la période nationaliste de Ceausescu, qui limite les classes en langues allemande et hongroise.

« Les Austro-hongrois ont organisé la région et ont établi toute une panoplie de lois, qui prévalaient sur la législation roumaine »

Les entrepreneurs italiens sont la dernière grande communauté à venir s'installer dans la région, au début des années 1990. Ils forment aujourd'hui la communauté étrangère la plus importante avec 3000 personnes installées. Pour Smaranda Vultur, « c'est une communauté visible, la globalisation de la région passe par la nourriture italienne. Mais les Italiens aiment surtout reproduire leur mode de vie originel, ce sont les seuls qui ne se soient pas mélangés ». Les autres communautés se disent avant tout du Banat avant de dire qu'elles viennent de Hongrie ou de Serbie. C'est comme une ombrelle pour couvrir tout ce qui est bon... Smaranda Vultur conclut : « On est de bons Européens car on a l'habitude d'être des étrangers. »

Après 1989, un grand besoin de recouvrer son identité pousse le Banat à refaire l'union autour de ses origines.

Julien Trambouze
Photo : Julia Beurq



« Elle a été une ville pionnière dans LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE »

Principalement financé par des fonds européens, l'Institut interculturel de Timisoara est unique en Roumanie. Ses huit employés et leurs partenaires se démènent pour promouvoir la démocratie et le multiculturalisme. Entretien avec Calin Rus, son directeur depuis 1996.

Regard : Comment est né votre institut ?

Calin Rus : En 1992 à Timisoara, un groupe d'enseignants, de disciplines, de confessions religieuses et de groupes ethniques différents, a participé à une série de colloques organisés par le Conseil de l'Europe sur le thème de l'éducation civique et interculturelle. Puis ils ont eu l'idée de créer cet institut afin de promouvoir la diversité culturelle et les valeurs démocratiques. Cette initiative a dès le début été soutenue par l'Université de l'Ouest, la mairie et le Conseil de l'Europe. Et c'est à partir de 1996 que des projets ont commencé.

Regard : Quels types de projets ?

C. R. : Nous avons une présence locale active. Par exemple, nous soutenons le Conseil local des jeunes, créé à notre initiative en 2003, en stimulant le processus d'élection dans les lycées. Sur le plan national, nous avons depuis 2003 un partenariat avec le ministère de l'Education pour l'enseignement d'une méthode d'éducation civique dans les collèges de la moitié des départements. Cette matière est instruite de manière un peu différente : ce sont les élèves eux-mêmes qui choisissent un problème de la communauté locale et l'étudient en interagissant avec les autorités. Toujours en 2007, en partenariat avec le Conseil de l'Europe et la mairie de Timisoara, nous avons piloté une méthode de consultation des citoyens sur la question du bien-être dans les villes. Cela a débouché sur la création du Centre de ressources pour les initiatives éthiques et solidaires qui est maintenant en train de promouvoir cette approche dans huit villes de Roumanie. De fait, nous avons deux domaines d'actions principaux. Le premier



est lié aux relations interculturelles qui sont transmises à travers l'éducation, les politiques culturelles et la participation civique. Le deuxième concerne la promotion des valeurs démocratiques.

Regard : Vous agissez également hors des frontières ?

C. R. : Nous sommes très présents au niveau transfrontalier en ayant soutenu, par exemple, le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-est. Nous avons été le premier pays de la région à coordonner le projet d'éducation Comenius. En juillet, nous avons organisé avec le ministère des Affaires étrangères une conférence impliquant des représentants de la société civile égyptienne afin de discuter de la transition démocratique en Roumanie. Nous travaillons également avec les migrants de Roumanie car nous voyons la question du multiculturalisme de façon plus large, intégrant les Roms mais aussi les communautés arrivées plus récemment ici.

Regard : Diriez-vous que la société civile est plus mature ici qu'ailleurs en Roumanie ?

C. R. : J'irai effectivement dans ce sens. Nous trouvons fréquemment dans notre travail des démarches qui sont initiées ici puis se propagent dans d'autres villes. Et il est important pour nous d'avoir des partenariats et non pas de simples antennes de l'Institut, afin de renforcer le sens de la responsabilité locale. Je dirais aussi que Timisoara a été une ville pionnière dans la promotion de la démocratie. Je me souviens que lorsque nous avons commencé à travailler sur l'Europe, nous n'avons pas eu de soutien unanime car la question de savoir si la Roumanie devait s'orienter vers l'Europe se posait encore. Maintenant, ce n'est plus le cas, mais c'est vrai qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour la démocratie, ici comme dans le reste du pays.

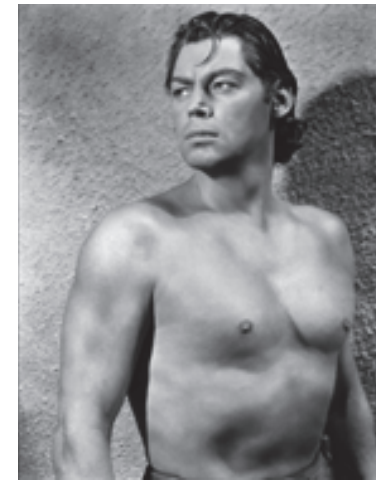
Propos recueillis par Julia Beurq
Photo : J. B.

QUELQUES FIGURES

Ils ont fait la ville ou sont les personnalités de demain, tour d'horizon (évidemment non exhaustif) des « Banatais » qui marquent leurs époques.

JOHNNY WEISSMÜLLER

Né en 1904 dans une famille juive allemande à Freidorf, petite commune du Banat qui faisait alors partie de l'Autriche-Hongrie, tout près de Timisoara, Johann Peter Weissmüller immigre très jeune aux Etats-Unis. Pour participer aux Jeux olympiques, il falsifie ses pièces d'identité afin de se faire passer pour américain. Suite à ses succès (il fut le premier à passer sous la barre de la minute en 1922 aux 100 mètres nage libre), les Etats-Unis l'accueillent officiellement. Dans les années 1930, il se lance dans le cinéma et reste connu pour son rôle de Tarzan dans douze films. Il décède à Acapulco, au Mexique, en 1984.



TRAIAN VUIA



Né en 1872 à Surducu Mic, petit village du Banat appartenant à la commune qui porte aujourd'hui son nom, Traian Vuia, alors sous l'autorité de l'Autriche-Hongrie, et décédé en 1950. Inventeur, Traian Vuia est l'un des pionniers de l'aviation moderne et l'auteur du premier vol mécanique au monde le 18 mars 1906, avec un appareil autopro pulsé par un moteur à combustion interne.

HERTA MÜLLER

Née en 1953 à Nitchidorf, village germanophone du département de Timis, Herta Müller a obtenu le prix Nobel de littérature en 2009. Elle a immigré en Allemagne en 1987 pour fuir le régime de Ceausescu. Ses œuvres sont très poétiques bien que son style soit jugé plutôt sec, évoquant la répression contre les plus faibles sous le régime dictatorial. « La langue de l'écriture, le haut-allemand, coexistait avec le dialecte, le souabe du Banat, et la langue véhiculaire, le roumain. A cela s'ajoutait la langue de bois du régime qui avait détourné le langage à son profit. D'où notre vigilance pour éviter les mots ou les concepts violés ou souillés par le politique. Ils renvoyaient à une réalité qui n'était pas la nôtre », écrit-elle. Elle vit aujourd'hui à Berlin et est membre de l'Académie allemande de langue et de littérature depuis 1995.



MIRCEA BANICIU

C'est le chanteur rock de Timisoara et le leader du groupe Phoenix. Né en 1949, le jeune Mircea a très vite des fourmis dans les jambes



quand il s'agit de faire entendre sa voix et ses décibels. En parallèle d'une carrière d'architecte, qui sert de trompe-l'œil envers les autorités, il monte plusieurs groupes de rock qui l'entraînent dans les années 1980 à traverser illégalement la frontière pour jouer en Allemagne. Le groupe est connu pour ses textes à différents niveaux de lecture et par son attitude peu conformiste. Il est depuis l'ambassadeur musical de la ville.

ALIN ADNAN

Alin Adnan, 28 ans, figure de la nuit à Timisoara, est l'un des organisateurs du festival de musique électro TMBase, le plus important de Roumanie. Créé il y a treize ans, ce festival inaugure le genre électro dans le pays et est devenu une référence pour les amateurs. Il a aussi fait des émules et crée des vocations, la ville compte des dizaines de clubs électro, qui attirent les meilleurs DJs d'Europe.

HARTA

Harta est un collectif d'artistes composé de Maria Crista, Anca Gyemant et Rodica Tache. Depuis 2001, le groupe intervient sous toutes les formes et supports, à travers une galerie non commerciale qui existe le temps d'un projet. Qu'est-ce que le féminisme en Roumanie ? Que va devenir l'architecture communiste ? Pourquoi devenir un artiste ? Ces trois jeunes femmes de moins de 30 ans interrogent la contemporanéité du pays et éditent leurs travaux et recherches dans leurs maisons d'édition.

ANDREI JECZA ET LA GALERIE JECZA

Créée en 2000, la galerie Jecza de Timisoara soutient la sculpture et l'art contemporain roumain. Les Jecza sont avant tout une famille



László Tokés



Gabriel Andrei Torje avec le maillot rouge du Dinamo.

d'artistes et de sculpteurs, le père lui-même artiste a commencé à collectionner les œuvres de ses congénères. Les sculptures sont exposées dans un parc de 5000 m2, ce qui en fait la plus grande galerie roumaine. Dernièrement, l'artiste Dumitru Gorzo y a accroché ses derniers travaux, sachant que c'est le seul artiste roumain ayant eu droit à une rétrospective au Musée d'art contemporain de Bucarest.

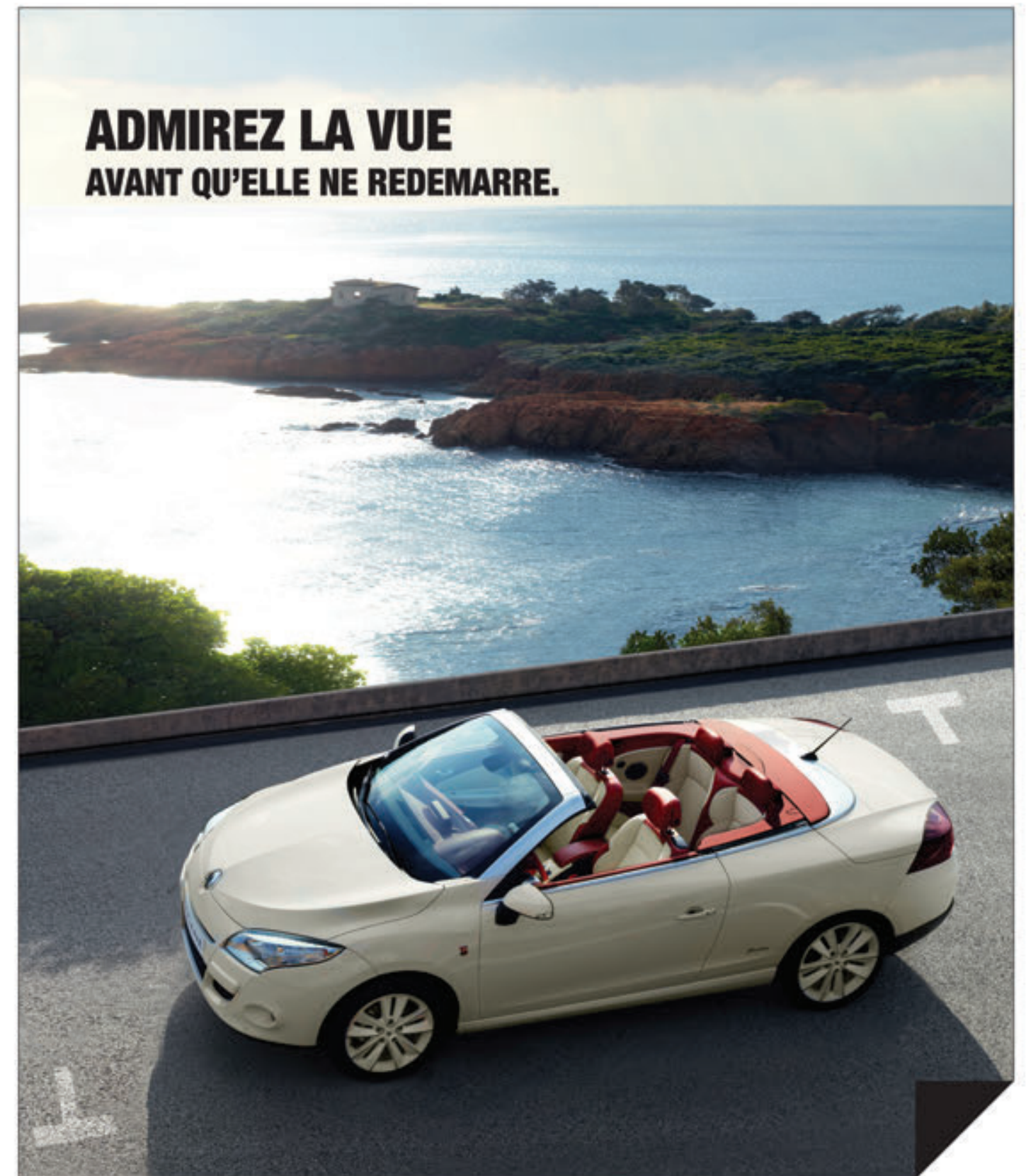
GABRIEL ANDREI TORJE

Considéré par les experts comme le Messi roumain, Gabriel Andrei Torje est né à Timisoara quelques jours avant la révolution. Il débute sa carrière footballistique sous le maillot du FC Politehnica avant de rejoindre le Dinamo de Bucarest et cette saison, le club italien d'Udinese. International roumain, l'attaquant Gabriel Andrei Torje a dernièrement brillé en équipe nationale en inscrivant un doublé face au Luxembourg.

LÁSZLÓ TOKÉS

C'est à travers lui que l'étincelle de la révolution de Timisoara a jailli. Assistant pasteur d'origine hongroise, il critique ouvertement dans les années 1980 le plan de systématisation de Ceausescu qui prévoit de détruire plus de 8000 villages roumains et de transférer leurs habitants dans les villes. La hiérarchie protestante l'abandonne en 1988 et prévoit de l'envoyer avant fin 1989 dans le village de Mineu (département de Salaj). A la mi-décembre, les marques de soutien de la population hongroise et roumaine deviennent de plus en plus visibles avec des rassemblements autour de sa maison. Le 16 décembre, dans une foule qui grossit à vue d'œil, des slogans anti-Ceausescu s'élèvent, les manifestations de rue prennent de l'ampleur. Le soir même le pasteur Tokés est enlevé par la Securitate et conduit de force à Mineu. Il vivra les événements de 89 en exil et découvrira la fin du régime en écoutant la radio. Actuellement évêque d'Oradea, il siège au Parlement européen depuis 2007 dans le groupe PPE (Parti populaire européen – démocrates chrétiens/droite).

Julien Trambouze
Photos : Mediafax, D. R.



www.renault.ro



DRIVE THE CHANGE



NOUVELLE MEGANE CC FLORIDE – une édition exclusiviste, complètement équipée, créée pour séduire. Un cocktail exquis de vitalité et subtilité mélangeant tons doux et incendiaires : ivoire à l'extérieur et rouge à l'intérieur. Nouvelle Mégane CC Floride – une édition limitée aux sensations illimitées.

La voiture de cette image a titre de présentation. Pour plus de détails, contacter le Réseau Renault.

Renault présente **elf**

A LA POINTE

Regard : Quelle est la tradition industrielle de Timisoara ?

Mircea Voda : C'est une tradition de génie mécanique, mais aussi de l'électro-technique. Il y a cinquante ans, le premier ordinateur roumain, MECIPT-1, a été fabriqué ici. Depuis, de nombreuses entreprises ont conçu des prototypes innovants, le développement de logiciels est aujourd'hui à la pointe. A l'université, nous avons créé des formations de master à la demande des entreprises. A l'époque communiste, on faisait déjà la même chose, sauf qu'il n'y avait pas de marché de l'emploi et que l'on choisissait son entreprise en fonction de ses notes. Après 1989, les entreprises de Timisoara sont donc réparties de zéro, mais grâce à une situation géographique avantageuse nous avons vite prospéré. Aujourd'hui Timisoara est moins touchée par la crise, il n'y a pratiquement pas de chômage, cette bonne santé économique attire toujours de nombreux investisseurs étrangers (voir pages 26 et 27, ndlr).

Regard : Comment expliquez-vous la réussite de la ville ?

M.V. : Ici, c'est l'Europe depuis longtemps et la réussite de la ville s'explique par l'esprit des communautés. Il est vrai que je n'y ai jamais pensé car c'est normal pour moi, mais je parle quatre langues étrangères, français, anglais, allemand et hongrois. Je me souviens que j'avais appris le hongrois pour jouer avec mes voisins. De fait, à Timisoara on peut travailler en quatre langues sans problème, et ce mélange ethnique nous enrichit humainement et financièrement. On a eu l'opéra avant Bucarest, les premiers tramways de Roumanie, nous avons toujours été en avance sur les autres régions. Et les entreprises à forte valeur ajoutée qui se sont installées font que notre niveau de vie est au-dessus de la moyenne nationale, même si les salaires fluctuent davantage en fonction des performances.

Regard : Les étudiants trouvent donc facilement du travail...

M.V. : Ce n'est pas aussi simple, mais les grands groupes installés ici prennent une

Mircea Voda est professeur de mécanique à l'école Polytechnique de Timisoara (Politehnica), l'un des fleurons des universités du pays. Une école labélisée recherche et enseignement jumelée avec les meilleures écoles d'Europe dont celle de Lille, et qui pourvoit des ingénieurs très qualifiés dans un bassin de multinationales et d'entreprises locales de pointe.



Siège à Timisoara du fabricant allemand de pneus Continental, qui emploie 1800 personnes et a investi au printemps dans un nouveau centre d'ingénierie et d'essais.

bonne partie des étudiants que nous formons, que ce soit Alcatel-Lucent, Continental ou Siemens. La sous-traitance automobile emploie aussi beaucoup de jeunes. Les étudiants de notre université polytechnique viennent de tout le pays, mais principalement du

Banat. Et puis notre école est réputée pour le niveau élevé des examens d'admission. Après leur cursus, nos étudiants font carrière.

Propos recueillis par Julien Trambouze
Photo : Mediafax

ALCATEL-LUCENT ET TIMISOARA, VINGT ANS D'HISTOIRE COMMUNE

En 1991, Alcatel devient la première multinationale à s'installer à Timisoara, et en 2006 (date de la fusion avec Lucent Technologies), sa filiale devient le centre de coordination régionale pour l'Europe du Sud-Est, avec à sa tête Dan Bedros. L'entreprise, leader mondial dans les télécommunications, est le fleuron de l'industrie de pointe locale. Son siège central est proche du centre historique, au sein d'une mini « city » qui rassemble tous les acteurs de la haute technologie tels IBM, Siemens ou encore de grands cabinets en stratégie industrielle comme PricewaterhouseCoopers. « Les pays d'Europe centrale, la Roumanie en particulier, ont un besoin de progrès technologique. Et Timisoara bénéficie, entre autres, des ressources humaines pour subvenir à ce besoin, c'est pour cela que des groupes comme Alcatel l'ont choisie, soutient Dan Bedros, ancien directeur de la filiale du groupe français et consul honoraire de France à Timisoara (...) Je compte d'ailleurs y créer un centre d'affaires afin de mieux accueillir les investisseurs étrangers, notamment européens. »

LA BELLE ENVOLEE DES PANIERS « BIO »

L'Association pour le soutien d'une agriculture paysanne (ASAT) en Roumanie a vu le jour à Timisoara en 2008. Retour sur sa création, ses enjeux et les difficultés pour la développer dans l'ensemble du pays.

C'EST EN SEPTEMBRE 2007 QUE

tout a commencé. Mihaela Vetan, initiatrice du projet invite Denise Vuillon, la pionnière française dans le domaine, à la mairie de Timisoara afin qu'elle fasse part de son expérience dans le soutien de l'agriculture paysanne et biologique. Grâce à l'aide du Conseil de l'Europe, ses contacts, ses subventions, ses experts, l'ASAT est enfin opérationnelle en 2008. Et commence à distribuer chaque semaine des paniers de légumes écologiques à vingt familles de Timisoara.

Le principe, propre à une économie solidaire, est simple : maintenir l'agriculture à petite échelle en éliminant les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, ces derniers s'engageant à acheter en avance la récolte de la saison et à subir de fait les aléas climatiques. L'idée est aussi que les consom-

Si les paniers « bio » ont conquis Timisoara, pour le reste du pays, tout reste à faire

mateurs aient la possibilité de choisir la qualité des produits qu'ils mangent. Comme le souligne Mihaela Vetan, aujourd'hui présidente du Centre de ressources pour les initiatives éthiques et solidaires (CRIES) qui chapeaute l'association, « les consommateurs sont des familles qui attachent une importance particulière à leur qualité de vie ». Ce sont ces foyers qui, à l'automne, établissent de concert avec les producteurs la répartition et le choix des légumes pour la saison entière achetée à l'avance. Mihaela insiste sur ce point : « C'est un aspect très important du principe de l'ASAT qui permet au producteur de prévoir et de planifier son travail de l'année



entière car le prix du panier est calculé en fonction des coûts de production et non pas au poids de la marchandise. » Le consommateur paie donc par mois, pour quatre paniers, un prix variant entre 100 et 140 lei en fonction de la quantité voulue.

CHANGER LES COMPOTEMENTS

Le concept marche si bien qu'en 2011 ce n'est plus vingt mais trois cents foyers que ces paniers nourrissent... Ce n'est plus un mais trois agriculteurs locaux qui les produisent, et ce n'est plus douze mais trente deux variétés qui les composent. Néanmoins, si les « paniers bio » ont conquis Timisoara, pour le reste du pays, tout reste à faire. L'ASAT a essayé de planter sa graine à Sibiu, Bucarest et Tirgu Mures, mais rien n'a poussé. Mihaela l'explique par le fait qu'il est « très difficile de trouver des partenaires locaux qui soient bénévoles pour ce genre de projet. Au début, nous étions financés par le Conseil de l'Europe, mais maintenant nous sommes volontaires. Et il existe une différence de mentalité énorme vis-à-vis du bénévolat entre la France et la Roumanie. Au début, les gens disaient que ça pouvait marcher en France mais pas en Roumanie,

maintenant ils disent que ça peut marcher ici mais pas dans le reste du pays... »

Mihaela souligne également que « Timisoara a toujours eu de très bonnes relations avec la France, cela n'a pas été un problème d'importer dans cette ville un modèle français. Par contre, dans le reste du pays, il me semble qu'il existe des réticences à introduire des modèles de développement venus d'ailleurs, chacun fait avec ce qu'il connaît déjà ». Affaire à suivre, car Mihaela et ses collègues sont décidés à faire une deuxième tentative dans les autres villes roumaines, cette fois-ci avec le soutien du Fonds social européen qui financerait une personne de contact dans cinq grandes villes. L'autre cheval de bataille est aussi de changer le comportement des consommateurs car, selon Mihaela, « ces derniers ne sont pas suffisamment sensibles à la véritable qualité des produits. Beaucoup vont préférer des légumes esthétiquement beaux alors que ce ne sont pas nécessairement les meilleurs ».

Julia Beurq
Photo : D. R.

Site de l'association : www.asat.ecosapiens.ro

Timisoara, la « petite Vienne », porte bien son nom : le baroque y règne en maître, même si la ville est à l'origine une cité médiévale. Mais d'autres styles plus récents côtoient l'empreinte baroque, tels l'Art nouveau ou les architectures communiste et moderne. Soit au total près de 14.000 monuments historiques.

VILLE ECLECTIQUE



Le bastion Theresia, dernier de toute la forteresse

Ce sont les plus vieux vestiges de la ville, remontant au Moyen-Âge. Une forteresse à cinq portes entourait, du temps des Ottomans, la cité avant que l'empire austro-hongrois s'empare d'elle. Voulaient l'agrandir, Vienne détruisit une bonne partie de ces remparts pour construire à la place neuf bastions entre 1723 et 1765, formant une étoile à neuf pointes. Le marquis de Vauban, architecte militaire français, a inspiré ce modèle : fortifications assez basses et obliques, précédées d'un fossé. On le retrouve également dans certaines citadelles de Transylvanie.

Le palais Stefania, en plein Art nouveau

Ce bâtiment construit en 1909 – et rénové un siècle plus tard – place Traian, dans le quartier Fabric, est l'un des emblèmes du style Art nouveau qui sont nombreux dans la ville. László Székely, son créateur hongrois est devenu à 31 ans l'architecte en chef de la ville pendant plus de vingt ans. D'où l'importance des bâtiments Art nouveau dans toute la ville, il y en a plus d'une vingtaine. Ce style est représenté ici par des courbes imposantes, des ornements figurant la nature, des fleurs, des animaux, des lianes. Et son éclectisme par ces tours d'inspiration médiévale.



L'entre-deux-guerres rénové

A Timisoara, la construction de bâtiments de ce style a été moindre qu'à Bucarest. Néanmoins, on trouve quelques beaux édifices dont cet ancien cinéma des années 1930 situé dans le parc Tineretului, rénové et réaménagé en discothèque. Murs en céramique recouverts de béton, petite entrée, fenêtres dans les angles ou rondes et souvent entourées par un même cadre. Ici, les architectes ont également utilisé du bois pour recouvrir les ailes, ce qui donne au bâtiment un aspect assez moderne.

Un bâtiment communiste « intelligent »

Les blocs communistes peuvent parfois être bien pensés. Celui-ci par exemple : grandes pièces lumineuses, l'entrée se faisant par des coursives extérieures, ces plaques de béton bien que massives permettent à la végétation de pousser et de protéger les appartements du soleil tout en apportant un esthétisme intéressant, compte tenu du matériel utilisé.



La modernité de l'Université de l'ouest

La faculté de psychologie et de sociologie, comme toute l'Université de l'ouest a été construite par Hans Fackelmann au début des années 1960. Ce centre universitaire est l'un des plus modernes et fonctionnels de Roumanie. Il allie les formes et les volumes du cubisme en reniant l'aspect décoratif afin d'être le plus utile et le plus fonctionnel possible. La région du Banat lui doit également deux églises romano-catholiques.

Textes et photos : Julia Beurq

PARMI LES MURS...

Autre édifice d'intérêt, le tribunal, situé dans le palais Dicasterial, construit en 1849, et qui est la réplique exacte du palais Medici de Florence édifié dans le style classique de la « Renaissance italienne », entre 1444 et 1460. Ou la cathédrale Métropolitaine au sud de Piața Victoriei, construite entre 1936 et 1940 dans un style moldave à tendance byzantine gothique, assez rare pour un édifice religieux. Par contre, l'opéra déçoit : après l'incendie de 1920, sa façade a été rénovée en 1936 dans un style fasciste, tristement célèbre en Italie et en Allemagne, un bâtiment monumental, avec des colonnes sans détails et du marbre lisse. A noter que même si Timisoara a été sous domination turque pendant presque deux siècles, l'héritage ottoman reste rare, ce patrimoine culturel ayant été rasé ou transformé par l'empire austro-hongrois qui lui a succédé.



TOUR DU CENTRE

Elle a été pensée et créée comme une cité médiévale : des rues circulaires – anciennement des remparts – entourent le centre ville de Timisoara. Ce dernier est constitué de trois cœurs facilement joignables à pied par des rues qui deviendront bientôt piétonnes pour certaines, si elles ne le sont pas déjà. A Piata Unirii se trouve gravé sur un pavé le plan de la cité originelle dont le centre administratif était représenté par le Palais baroque. Piata Libertatii est elle située entre l'ancienne mairie et le casino militaire d'où partent les tramways vers les quartiers périphériques. Piata Victoriei – où les événements de 1989 ont commencé – est encadrée à chaque extrémité par le Théâtre national et la cathédrale Métropolitaine. Au sud, le canal Bega, avec ses berges agréablement aménagées, rafraîchit la ville. La traversée de ce canal conduit au complexe universitaire. Vers l'est, il amène au quartier Fabric, à ses anciennes usines et à la synagogue.

Julia Beurq

BALADE ACCOMPAGNEE

Amoureux d'architecture, passionnés d'histoire, Timisoara surprend le visiteur par sa richesse, donne l'impression d'être la petite sœur de Vienne. Rencontre avec Alexandra et Florian Mihalcea, journalistes, en couple à la ville comme dans leur engagement. Florian est notamment l'un des initiateurs de la Déclaration de Timisoara et président de l'ONG Societatea Timisoara, créée à la révolution.

« RENDEZ-VOUS PIATA UNIRII, car c'est ici que tout a commencé... » Dans la voix d'Alexandra, la phrase claque comme une revendication. La famille vit, travaille, étudie dans et autour de cette place qui exprime toute la diversité ethnique de la région. Pour se différencier, le couple explique que chaque communauté a sa couleur: « La cathédrale romane est en jaune, le bâtiment bleu et l'église orthodoxe attenante appartenant aux Serbes, dans le coin opposé un immeuble est propriété des Bulgares, et en blanc ce sont les Roumains avec leur musée d'art. »

La place accueille une dizaine de bars, de restaurants, et la mairie a imposé un seul type de parasol pour tout le centre. L'ambiance est élégante, rien ne jure dans le paysage global. Sous un soleil azur, Alexandra et Florian racontent leur amour et leur engagement. Alexandra, la moins timide, entame le bal : « Je suis issue d'une famille multiethnique, moitié serbe et moitié hongroise. Avec mon mari



Alexandra et Florian Mihalcea



Piata Unirii

nous parlons allemand, serbe, hongrois, anglais, français sans oublier le roumain, pour moi c'est une formule de politesse de s'exprimer dans la langue de son voisin, et c'est pour ça que la ville est si calme et si plaisante. »

Alexandra est arrivée deux semaines avant la révolution à Timisoara, au bon moment et au bon endroit car cet événement a conditionné le reste de sa vie, comme un acte prémonitoire. La jeune avocate du barreau devient journaliste et rencontre Florian lors d'une conférence de presse, lui-même journaliste dans un journal concurrent. Alexandra sourit... « Notre fils se moque de nous car on s'est connu comme ça, et pas à une fête ou à un mariage comme les parents de ses copains de classe. » Florian poursuit : « Juste après la révolution, nous avons créé l'ONG Societatea Timisoara, avec le premier journal libre du pays et non issu d'une publication communiste. Les deux premières années après la révolution ont été très réjouissantes et idéalistes, nous rêvions de pureté démocratique, mais après 1991 on ne savait plus qui étaient les bons et les mauvais. »

Présidents de Societatea Timisoara mais aussi

du Philharmonique, le couple avoue être par ailleurs investi dans six autres associations de la ville, pour la promotion culturelle, la sauvegarde du patrimoine, la société civile dans son ensemble. Même si pour Alexandra la justice est

d'une complexité aberrante, sans règles claires, et même si pour Florian le journalisme est devenu corrompu, autocensuré, le couple ne baisse pas la garde et ne veut pas trahir leur idéal.

Les enfants de l'école allemande ont fait leur rentrée, des parties de foot s'improvisent autour de la fontaine, Piata Unirii s'éloigne et un peu du mystère des façades du centre se

« Pour moi c'est une formule de politesse de s'exprimer dans la langue de son voisin, et c'est pour ça que la ville est si calme et si plaisante »

dévoile. En route vers l'opéra, on croise le mini ghetto de Timisoara, mais la communauté juive a pratiquement disparu. Elle a donné l'usage d'une de ses synagogues au Philharmonique. Florian raconte que « la synagogue a été désacralisée par un rabbin qui est venu spécialement d'Israël. Maintenant c'est un nouveau lieu sacré



pour la musique et l'art ». Alexandra ajoute « qu'il n'y a qu'une ville comme Timisoara pour faire des choses comme ça. Nous avons l'habitude des communautés, de ce fait nous sommes plus ouverts ».

Par les allées piétonnes, près de l'opéra, le couple très populaire est arrêté plusieurs fois et on se salue par un « ciao » qui sème le trouble sur la véracité géographique de la

« Les Italiens étaient logés à l'hôtel Continental et ont brisé pas mal de cœurs. Ils sont repartis, mais le "ciao" est resté »

ville. Dans les années 1970, explique Florian, « des Italiens sont venus pour faire une sorte de tourisme sentimental à Timisoara, ils étaient logés à l'hôtel Continental et ont brisé pas mal de cœurs. Ils sont repartis, mais le "ciao" est resté ».

Le tramway résonne et ponctue la conversation. A la question s'ils se sentent proches de la capitale roumaine, le couple répond que Timisoara est plus près de sept capitales européennes que de Bucarest : Zagreb, Bratislava, Budapest, Belgrade, Vienne, Pristina et Sarajevo. Ils ont essayé deux fois de venir en voiture à Bucarest, à l'unisson « un véritable cauchemar de 16 heures... ». Tout éloigne le Banat de Bucarest : la manière plus lente et chantante de parler; la courtoisie, le sérieux, hérités des Austro-hongrois. Piata Victoriei, près de l'opéra, l'émotion prend le dessus :

c'est le lieu emblématique de la révolution et Florian pointe du doigt les impacts de balles sur les bâtiments de style Art nouveau ou Jugendstil en allemand – réalisés par l'architecte de la ville László Székely. La place, entre l'opéra et la cathédrale, est un des joyaux de la ville, c'est aussi l'endroit de promenade préféré du couple, chargé de leur histoire personnelle. Durant des mois ils sont venus manifester en 1989-1990 pour la démocratie naissante.

Florian se souvient... « On criait au balcon de l'opéra, "Dieu existe, c'est une libération !..." On n'avait jamais eu le droit d'être religieux. » Le couple invite à visiter leur repère : la rédaction de Societatea Timisoara, installée à deux

pas de la cathédrale. Le lieu est un musée vivant des luttes des vingt dernières années, des photos de la révolution, des prises de guerre, une bibliothèque pleine d'une littérature dissidente. En guise de salut, Alexandra se remémore le manifeste qui a fait d'eux des combattants : « Si ce n'est pas nous alors qui ? Si ce n'est pas maintenant alors quand ? »

Julien Trambouze
Photos : Julia Beurq

Pour plus d'informations sur la ville, et notamment les événements culturels, le Centre culturel français de Timisoara, très actif, est incontournable : www.ccf-timisoara.ro



Il y a Timisoara le jour, et Timisoara la nuit. Cette dernière n'en est pas moins vivante et pourvue de nombreux lieux où se dandiner. On se croirait à Berlin ou à Londres...

IL REGNE EN CETTE FIN DE JOURNÉE de septembre un air festif et décontracté au bord du Bega, le canal qui encercle le centre ville de Timisoara. Le club Dark migre la belle saison au bord de l'eau, une péniche accueille un concours de Break Dance, la jeunesse locale se désarticule en rythme devant le regard de parents amusés.

Depuis treize ans, la ville organise le premier festival de musique électronique de Roumanie, TMBase, copié mais jamais égalé. Ce festival a été la première pierre d'un édifice qui a fait de la ville un épiscentre de la culture urbaine avec ses groupes et ses DJs qui ne jurent que par les sons londoniens et berlinois, alors que Bucarest paraît si loin. SUB CARPATI est un exemple en soit de la culture « banataine », le groupe fondé en 2009 par trois musiciens est un condensé du pont qui relie la ville à l'Occident. L'un d'eux, DJ Lumin, donne rendez-vous à Scartz, un bar/théâtre/jardin dans un quartier périphérique de la ville. Le lieu accueille la bohème locale qui tringue et débat à la lumière d'une bougie dans le jardin.

Il y a deux ans, DJ Lumin est tombé sur une mine d'or sur Youtube : un passionné de folklore ancien roumain a mis en ligne des centaines de titres très peu connus.

« J'ai tout de suite imaginé le potentiel de ces chansons que j'ai remixées avec des sons d'aujourd'hui, je cherche l'authentique et une forme de pureté dans la musique traditionnelle, rien à voir avec les pastiches de la télé ou les manele, je ne fais pas la musique pour les barbecues et la bière », explique le scratcheur. Faire du neuf avec du vieux n'est pas non plus le créneau du groupe, il revendique la création à partir d'un nouveau folklore urbain. SUB CARPATI sont évidemment prophètes en leur pays, et ont été très surpris de l'accueil de leur album à Bucarest. DJ Lumin précise : « Les gens viennent nous voir à la fin des concerts pour nous féliciter de mettre en avant les bonnes choses de notre pays. » Dans une Roumanie sans magasins de musique, le groupe préfère donner sa musique sur son site Internet, et vivre de ses concerts. « On a essayé de jouer à l'étranger, à Bruxelles, devant 50 personnes, alors qu'à Bucarest ils étaient 500 et c'était la

folie dans la salle. Je préfère jouer une fois par mois, et grandir petit à petit », assure le jeune musicien.

L'heure tourne et la ville commence à gronder d'une envie de s'amuser. Au Café

La population étudiante est très éclectique, originaire des régions mais aussi des pays très proches

Bonjour, à deux pas de Piata Unirii, la patronne Ana Vlaicu a organisé toute la journée un safari photo, et ce soir c'est un DJ électro qui passera des disques, ou plutôt mixera; hier jouait un groupe Punk. Le lieu sur deux étages est plus qu'un débit de boissons, « c'est avant tout le quartier général des étudiants des Beaux arts voisins. Ils ne viennent pas forcément que pour consommer », explique Ana.

La ville a bien fait peau neuve depuis dix ans, d'autant que les établissements de nuit jouissent d'une certaine clémence concernant le tapage nocturne et bénéficient aussi de loyers plutôt bas. Et la population étudiante est très éclectique, originaire des régions mais aussi des pays très proches. L'ambiance dans les rues et les clubs, où l'on passe de porte en porte dans une farandole joyeuse et dionysiaque, est électrique. Papillon, Al-kimia, Setup tous les clubs sont pleins et les DJs locaux font danser une jeunesse avide de nouveautés.

Julien Trambouze
Photo : Julia Beurq



1989, Antenne 2 et Fr3 sont à Timisoara

Georges Nencini, ancien responsable technique pour Antenne 2 et Fr3, est parmi les premiers à se rendre à Timisoara à la révolution de 1989 avec une équipe de journalistes. Il revient sur un voyage et une expérience épiques, entre espoir et désillusion.

Regard : Avant votre départ pour couvrir la révolution à Timisoara, vous connaissiez déjà le pays ?

Georges Nencini : Trois mois avant la révolution, pour le 50ème anniversaire de Ceausescu, nous sommes partis visiter le pays avec mon épouse. Ma femme lisait le livre d'un général roumain qui décrivait la situation de l'époque, et comme ce qu'elle m'expliquait me paraissait invraisemblable, on a décidé d'aller voir, un peu aventuriers... Pendant ce voyage nous avons été très bien accueillis par les gens, mais pas par les autorités. Tous les soirs nous devions nous arrêter à un poste de police pour aviser de notre présence, et le plus dur c'est qu'on ne trouvait plus rien à manger. Je me souviens que nous étions en permanence surveillés. Quand on essayait de se mêler à la foule pour les célébrations de Noël, on était immédiatement mis à l'écart par les agents de la Securitate. La police politique a été derrière nous tout au long de notre séjour. Pendant la journée, nous nous baladions et je me souviens de ma femme qui cherchait à s'asseoir pour se reposer... Les Sécuristes l'obligeaient à rester debout. En rentrant en France, j'ai senti que quelque chose allait se passer.

Regard : Comment avez-vous vécu les événements de décembre 1989 ?

G. N. : Quand la révolution a démarré, j'ai monté une équipe en une demi-journée et nous sommes partis en voiture de Nice. Les mêmes qui nous avaient fait souffrir avec mon épouse trois mois auparavant, cette fois m'accueillaient avec des drapeaux. Nous sommes rentrés dans le pays par le sud, en passant par la frontière bulgare, mais

nous ne savions pas trop où aller. On est arrivé à Giurgiu, on a entendu des coups de feu de partout, et on a été accueilli chez



Le mémorial de la révolution à Timisoara.

une dame qui nous a logés pour la nuit. Ensuite nous sommes arrivés à Timisoara, directement à l'hôpital, pour rendre compte des blessés. Puis à la morgue, où nous

n'avons constaté que quelques morts, sept ou huit pas plus, on était loin de la version officielle des milliers de morts de l'agence de presse hongroise. Nous avons continué en allant dans les cimetières, mais là non plus rien de comparable avec ce que nous avions lu. Le soir même nous sommes repassés par la frontière hongroise car nous ne pouvions pas appeler de Timisoara, nous étions tous dans une pension, épuisés par le voyage et ce que nous vivions. J'étais à moitié endormi dans mon bain et j'entendais hurler au téléphone les journalistes qui essayaient de rapporter ce qu'ils voyaient face à la désinformation des agences. Nous avons dit à nos rédactions que les informations qu'elles avaient n'étaient pas les bonnes, on a enregistré différents sujets, mais à Paris, ils n'ont pas voulu de notre version des faits et nous ont demandé de rentrer.

Regard : Qui s'occupait de vous pendant la révolution ?

G. N. : Nous étions seuls dans la rue, et nous vivions à quatre dans une voiture. Mais on avait l'habitude de ce genre de mission, et puis je me sens à l'aise dans ce type de situation. A Timisoara, il y avait des contrôles de partout je sortais la tête de la voiture et criais « Français, Français ! » et les policiers nous laissaient passer, les mêmes qui m'avaient rendu la vie impossible trois mois plus tôt étaient maintenant de notre côté. Je connaissais déjà le terrain et mes collègues me faisaient confiance. Nous sommes restés trois jours sur place sans voir de violence dans les rues de Timisoara. J'ai des photos de moi sur un tank place de

l'opéra, pour nous c'était fini.

Propos recueillis par Julien Trambouze
Photos : Julia Beurq

LE MEMORIAL DE LA REVOLUTION

C'est un lieu unique en Roumanie, qui a pu voir le jour grâce au courage et à l'obstination de son créateur Traian Orban, président du mémorial de la révolution de 1989. Au centre de Timisoara, une bâtisse sur deux étages avec patio intérieur accueille un musée qui retrace chroniquement les événements, avec des archives photographiques inédites et de très nombreuses heures de vidéo amateur. Le lieu accueille des chercheurs, des touristes du monde entier comme en témoigne le livre d'or à l'entrée. L'atmosphère du lieu pousse au recueillement avec à l'entrée, la fontaine de la liberté, et dans une alcôve de la cour une chapelle en mémoire des innocents morts lors des événements. Le mémorial jouit d'une liberté muséographique qui rend le passage du visiteur unique et personnalisé.



Traian Orban, président du mémorial de la révolution de 1989.

Traian Orban a été blessé au tout début de la révolution à Timisoara par un éclat de balle qui lui brisa le genou. Rapatrié en Autriche où il a été soigné, il a vécu les événements de 89 à la télévision. Depuis 1990 et les débuts du mémorial, Traian continue d'espérer un procès du communisme, et avoue que « *c'est ma vengeance personnelle qui est mon moteur* ». Le mémorial a aussi érigé une vingtaine de statues à travers Timisoara, « *comme autant d'arrêts pour les martyrs de la révolution* », une démarche singulière et forte pour que les jeunes générations puissent se souvenir. Dans une des pièces principales, trois mannequins en tenue de militaire font face à un documentaire sur les crimes du communisme. Pour Traian, « *c'est leur punition pour avoir tiré sur des innocents* ».



**DONNEZ
DE L'OXYGÈNE**
ENSEMBLE NOUS AIDONS NOTRE PLANÈTE À RESPIRER!

BRICOSTORE RÉPOND AUX BESOINS ACTUELS DE LA PLANÈTE ET S'ENGAGE DANS LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION AVEC LE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE".

NOUS VOULONS PROFITER D'UNE PLANÈTE (PLUS) PROPRE! DE CETTE IDÉE EST PARTI NOTRE PROJET "DONNEZ DE L'OXYGÈNE". LA DIFFÉRENCE PEUT ÊTRE FAITE PAR CHACUN D'ENTRE NOUS. LA CAMPAGNE "DONNEZ DE L'OXYGÈNE" SOUTIENT CEUX QUI AIMENT LA NATURE ET QUI SONT CONSCIENTS DU FAIT QUE CHACUN D'ENTRE NOUS EST RESPONSABLE DE L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT. PAR LE SOUTIEN DES ACTIONS ÉCOLOGIQUES, DE REBOISEMENT, DE NETTOYAGE DES ZONES TOUCHÉES, BRICOSTORE CONTRIBUE À LA RÉDUCTION DE LA POLLUTION DES VILLES ROUMAINE.



L'analyste Ilie Serbanescu, ministre de la Réforme dans les années 1990 et expert reconnu, explique pour *Regard* pourquoi un changement de cap de l'économie roumaine est d'après lui nécessaire. Des propos peu tendres avec le modèle de développement choisi qui ne ferait la part belle qu'à la consommation. Une erreur, selon Serbanescu...

« NOUS DEPENDONS TROP DE LA CONSOMMATION »

Regard : De l'optimisme dans les discours du gouvernement, des chantiers qui ont repris dans les grandes villes, la Roumanie est-elle enfin sortie de la crise ?

Ilie Serbanescu : C'est vrai, les économistes s'accordent à dire que nous sommes sortis de la récession. Après plusieurs mois de baisse, la croissance de notre produit intérieur brut est redevenue positive au

deuxième trimestre 2011, atteignant 0,2%. Mais sortir de la récession, ce n'est pas sortir de la crise. Certes, les chantiers ont repris un peu partout, mais c'est avant tout en raison des efforts de l'Etat roumain. Tant que le secteur privé, qui représente 80% de notre économie, n'ira pas mieux, il sera difficile de sortir de la crise. Le chômage n'a pas baissé et vous admettez que 0,2% de croissance, c'est très fragile... Je pense que la situation

peut encore dégénérer à tout moment.

Regard : Dans quelle mesure le pays pourrait-il être touché par la crise de la dette de la zone Euro ?

I. S. : Comme vous le savez, toutes les banques en Roumanie sont étrangères, à l'exception de la CEC qui reste très marginale. Certaines d'entre elles, qu'elles soient

françaises, allemandes ou autres, ont accepté de prêter des sommes énormes à la Grèce pour qu'elle résorbe sa dette. Alors si la Grèce ne les rembourse pas, elles ne vont plus pouvoir financer l'économie dans leur pays et elles couperont à nouveau le robinet en Roumanie.

Regard : Plus globalement, comment expliquez-vous que la Roumanie soit aussi fragile en période de crise ?

I. S. : Ces vingt dernières années, notre économie est devenue l'excès inverse de ce qu'elle avait été sous le communisme. Si bien qu'aujourd'hui, nous avons un modèle de développement de type bananier. Cela tient en quelques principes : consommation sans production, importations sans exportations, hypermarchés sans usines, banques sans économie réelle et l'on pourrait ajouter voitures sans routes ! C'est à cause de ce modèle que la Roumanie a été autant touchée par la crise. Aujourd'hui, notre PIB, c'est 30% de production et 70% de consommation. Le déséquilibre est énorme. Notre croissance économique dépend beaucoup trop de la croissance de la consommation. On l'a très bien vu en 2010, quand les marchés occidentaux ont commencé à sortir de la crise, les entreprises étrangères qui opèrent en Roumanie ont pu augmenter leurs exportations, Dacia et Nokia en tête. Leurs exportations ont même été plus importantes qu'avant la crise. Et malgré tout le PIB de la Roumanie a chuté. Pourquoi ? Parce que notre production occupe une part trop faible de notre PIB ! Ce n'est pas un hasard si l'Allemagne s'est si bien sortie de la crise. Là-bas, il y a encore une industrie et le pays a pu placer en Chine ce qu'il a produit. Nous, nous n'avons pas eu cette possibilité.

Regard : Quelle a été la responsabilité des banques ?

I. S. : L'Occident a considéré que la Roumanie pouvait se développer non pas en investissant dans sa production mais en lui envoyant des banques inondant le pays de crédits à la consommation. Si elles avaient davantage donné des crédits pour développer l'industrie et les affaires, la situation n'aurait pas été la même. Mais entre 2004 et 2008, ces banques étrangères ont choisi d'accorder un nombre incroyable de crédits à la consommation, avec une hausse de ce nombre de l'ordre de 80% chaque année. Pendant que la consommation était stimulée plus que de raison par ces crédits, la production a stagné. Le crédit n'est pas une mauvaise

chose en soit mais dans ce contexte précis, il a tout déstructuré. Alors quand la crise est apparue en 2009, les banques ont arrêté les financements, elles n'ont plus accordé de crédit et ont cherché à récupérer leur argent.

Regard : Et c'est là que Bucarest a fait appel au Fonds monétaire international...

I. S. : Oui, le FMI a donné 20 milliards d'euros à l'Etat roumain pour qu'il sauve des banques qui n'étaient même pas roumaines. Un prêt énorme qui correspond à la moitié du PIB roumain ! Depuis trois ans, les banques continuent de bien rouler mais l'Etat roumain, lui, va de mal en pis et a un niveau d'endettement effrayant (36% du PIB, ndlr).

Regard : Faut-il craindre un retour à la frénésie pour les crédits à la consommation quand la croissance sera revenue et que la crise sera passée ?

I. S. : Je ne crois pas, car Mugur Isarescu, le directeur de la Banque nationale roumaine, a pris une très bonne décision en septembre dernier. Il a rendu quasiment inaccessible le crédit à la consommation. Et ça c'est une bonne chose. En fixant un certain nombre de règles et de restrictions, il a en quelque sorte réparé ses erreurs. Il faudra désormais que ceux qui sollicitent ce type de crédits déposent des garanties à hauteur de 33% de la somme qu'ils sollicitent. Et peu nombreux sont ceux qui vont pouvoir se le permettre. Mugur Isarescu empêche ainsi que tout se répète.

Regard : Vous dressez un tableau bien sombre du développement économique de la Roumanie. L'adhésion à l'Union européenne n'a-t-elle pas profité au pays ?

I. S. : Peu de Roumains osent le dire, mais l'adhésion à l'Union européenne a été un

échec immense. Notre pays n'était pas prêt en 2007, il ne l'aurait pas été davantage en attendant dix ans de plus. Car c'est un pays sous-développé. Dès le départ, il n'avait rien à faire dans une communauté de pays développés. Les autres membres de l'UE ont aussi une part de responsabilité. Au cours des deux années qui ont précédé notre adhésion, ils nous ont demandé de leur livrer notre économie. Ils nous ont dit « vous voulez l'adhésion ? Donnez-nous votre économie... » En seulement deux ans, nous avons cédé notre pétrole, la moitié de nos ressources en gaz, notre fer, toute notre industrie – dont l'automobile – nos compagnies d'assurance, nos banques. Et tous nos systèmes de distribution : gaz, eau, électricité... Le résultat aujourd'hui c'est que dans notre pays, sur les 100 premiers exportateurs, seuls trois sont roumains ! Comment voulez-vous que la Roumanie bénéficie de sa présence au sein de l'Union européenne quand on sait qu'on lui a pris tous ses joueurs avant de débiter le match !

Regard : Lors d'une visite officielle à Washington en septembre, le président Traian Basescu a une nouvelle fois affiché son optimisme quant à l'entrée de la Roumanie dans la zone Euro. Qu'en pensez-vous ?

I. S. : Selon moi, c'est stupide. Certains pays pensent à sortir de la zone Euro et nous, nous voudrions y entrer à tout prix ! Après l'expérience grecque, nous n'avons aucune chance. Et certains indicateurs ont beau être bons, jamais nous ne serons à la hauteur tant que nous ne changerons pas de modèle de développement. Mais il faudra une bonne vingtaine d'années pour parvenir à ces changements.

Propos recueillis par Mehdi Chebana
Photo : Mihai Barbu

UN AVIS PAS TOUT A FAIT PARTAGE...

Regard a demandé à Laurentiu Rosoiu, l'un des responsables éditoriaux du magazine Forbes en Roumanie, s'il trouvait lui aussi que la Roumanie s'était « vendue » aux investisseurs étrangers. Voici sa réponse : « D'un côté, le capital roumain est en effet très peu présent dans l'économie nationale, et on peut craindre que le pays reste un éternel sous-traitant pour les grandes sociétés étrangères. De l'autre, le capital autochtone a été incapable de réagir. Mais ce n'est pas la faute des multinationales ! Par ailleurs, l'apport bénéfique des investisseurs étrangers est indéniable, l'exemple de Dacia-Renault est en ce sens éloquent. Quel investisseur roumain aurait pu générer un tel succès international ? Enfin, et de façon plus globale, si l'image de la Roumanie en 2011 n'a rien à voir avec celle des années 1990, c'est en grande partie grâce aux investisseurs étrangers qui ont apporté leur savoir-faire, leur méthode de travail, etc. Si certains hommes d'affaires roumains sont dépités de voir le pays aux mains de capitaux étrangers, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, et à la classe politique de ces vingt dernières années. »



CHERCHE PATRON POUR SOCIÉTÉ D'ÉTAT

Petite révolution dans l'économie roumaine... Des managers du secteur privé se retrouveront à la tête de plusieurs compagnies d'Etat. Leur mission : rendre profitables ces mastodontes d'un autre âge. Si l'idée est plutôt louable, les experts restent perplexes.

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE LE gouvernement fait appel à des professionnels pour mettre de l'ordre dans les compagnies d'Etat », a récemment déclaré le chasseur de têtes Werner Stein, président de la société de recrutement Stein&Partner. Autre vétéran du recrutement, George Butunoiu, avoue qu'il serait « prêt à travailler pour certaines compagnies d'Etat même sans être payé, tout simplement pour écrire un livre sur cette expérience unique (...) Néanmoins, je n'ai pas vraiment compris ce que le gouvernement entend par management privé, comment il le définit ».

Car le doute sur ce que le gouvernement entend par « management privé » touche une question de fond : celle du rôle du manager dans une société commerciale d'Etat roumaine. Gheorghe Udriste, actuel directeur général de Metrorex, la société publique gérante du métro bucarestois, a récemment affirmé qu'« il y aura des managers privés dans les compagnies d'Etat uniquement s'ils acceptent de travailler pour un salaire de 1 000 euros par mois et de n'avoir aucun pouvoir de décision ». Car les postes de manager dans les grandes sociétés d'Etat restent extrêmement politisés, comme ils le furent sous le régime communiste : devenir directeur général est une récompense et une « tâche politique » pour les « fidèles » du parti au pouvoir.

MANQUE DE COHERENCE

Officiellement, le directeur général d'une société d'Etat a un salaire fixé par la loi, qui ne correspond pas à ses responsabilités. Très souvent, les salaires des échelons inférieurs



La Compagnie des chemins de fer (CFR) est l'une des entités visées par la réforme.

(directeur adjoint, chef de département), n'étant pas limités par la loi, sont supérieurs à celui du directeur général. Une incohérence parmi d'autres au sein d'un système qui a du mal à se renouveler. Autre exemple, l'une des tâches du « patron » est de faire en sorte que les appels d'offres pour les services d'entretien, de consultation ou pour les fournisseurs soient remportés par des sociétés commerciales ayant l'appui politique « approprié ». Enfin, le directeur général se doit d'imposer des décisions « convenables » au pouvoir en place, comme cela a été le cas de Romgaz qui, en 2010, a spontanément renoncé à près de 785 millions de lei

(environ 185 millions d'euros) de profit annuel pour en faire don au budget de l'Etat...

Et les récentes propositions concernant les salaires qui seraient offerts aux futurs managers privés ne font rien pour corriger les aberrations. On va d'un extrême à l'autre. Les sommes avancées (75.000 euros par mois pour le directeur général de Nuclearelectrica, 53.000 euros pour celui d'Hydroelectrica, ou bien 43.000 euros pour celui de Romgaz) sont ridiculement élevées par rapport à ce que l'économie du pays peut se permettre. Par ailleurs, rien ne garantit qu'un de ces « nouveaux » patrons aussi généreusement rémunérés restera de marbre face aux pressions venant de la part de ceux-là même qui lui assurent un niveau de vie plus que confortable. Ces managers devront de plus composer avec un conseil d'administration dont les membres seront toujours désignés, plus ou moins directement, par le pouvoir en place.

Pas surprenant donc que beaucoup mettent en doute la sincérité de la réforme. « Le seul but des débats en cours est de créer une image, et de convaincre le FMI (Fonds monétaire international, ndlr) que le désir de

rendre rentables les compagnies d'Etat existe réellement », affirme Ionel Blănculescu, ancien ministre dans le gouvernement d'Adrian Năstase, qui ajoute : « Le pouvoir politique ne renoncera jamais au contrôle de ces compagnies, et les barons locaux n'accepteront pas qu'on marche sur leur plate-bande. » Mihai David, ancien directeur général d'Hydroelectrica, un brin ironique, confirme : « Pour

« Le pouvoir politique ne renoncera jamais au contrôle de ces compagnies »

être efficace il faudrait éliminer les pressions politiques, ce qui est faisable uniquement si le pouvoir est d'accord. »

Mi-septembre, la liste des quinze compagnies d'Etat concernées a été dévoilée, après que Bucarest ait envoyé une lettre d'intention au FMI. Cette liste comprend des « poids lourds » de l'économie nationale, comme Hydroelectrica, CFR, Oltchim ou bien Romgaz, de même que des compagnies

d'importance stratégique comme Tarom et Romarm. A cinq exceptions près (Nuclearelectrica, Hidroelectrica, Romgaz, Transgaz et Transelectrica, qui ont fait des profits) les compagnies que les futurs managers devront gérer ont enregistré en 2010 des pertes totalisant 675 millions d'euros...

Certes l'idée, dans son principe, est plutôt bonne. « La présence de managers privés à la tête de compagnies d'Etat pourrait, dans une première phase, réduire les coûts de fonctionnement de ces sociétés de 10 à 20%, à condition que les managers aient la possibilité de prendre les décisions qu'ils considèrent appropriées », estime Bogdan Belciu, partenaire chez PricewaterhouseCoopers. Même s'il ne se fait pas beaucoup d'illusions... « J'ai été impliqué dans des projets d'analyse de diagnostic pour certaines compagnies d'Etat et j'ai découvert qu'il y avait des structures qui, par définition, ne sont pas orientées vers le profit, qui ne savent pas comment conclure un contrat avantageux, et qui fonctionnent à un rythme extrêmement lent, avec des gens qui ont beaucoup de mal à travailler en équipe. »

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 61 pays

fédérant plus de 13.000 professionnels

www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- **Assurance** : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- **Conseil** : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- **Transactions** : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- **Services de comptabilité** : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- **Gestion de la paie et des dossiers du personnel**

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux – Managing Partner
Str. Economu Cezănescu, nr. 318, sector 6, Bucarest, Roumanie
Tel. / Fax: +4 031 229 2600 / 01; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

EN ROUTE POUR LES TRAVAUX

Avec à peine 313 km d'autoroutes, la Roumanie est l'un des plus mauvais élèves dans le domaine en Europe. Si les travaux continuent au même rythme, le pays aura besoin d'un demi-siècle pour aboutir à un réseau de 1000 km, soulignent les analystes. Cependant, certains signes encourageants apparaissent enfin.

« L'INTERET DES AUTORITES

pour la construction d'autoroutes a jusqu'ici été limité et marqué par une très forte empreinte politique », regrette le président de l'Association des entrepreneurs roumains du bâtiment (ARACO), Laurentiu Plosceanu. « Les choses commencent toutefois à bouger et ce grâce notamment à la pression de la Commission européenne », ajoute-t-il. Selon lui, Bruxelles a envoyé un « signal fort » pour que Bucarest accélère l'utilisation des fonds européens, une vraie manne alors que les ressources locales se font rares.

Lors d'une visite à Bucarest en septembre, le commissaire européen à la Politique régionale Johannes Hahn a souligné que 2012 serait une année cruciale pour l'absorption de l'argent de l'UE, tout retard risquant de priver ce pays d'une partie des 20 milliards d'euros mis à disposition jusqu'en 2013. Dans la foulée, il a signé un accord de financement par l'UE, à hauteur de 724 millions d'euros, de deux autoroutes, Nadlac-Arad et Orastie-Sibiu. « Cet accord nous permettra d'atteindre notre objectif de dépenser 2 milliards d'euros de fonds européens d'ici à la fin 2013 pour des projets d'infrastructure routière », s'est félicitée la ministre des Transports Anca Boagiu. Selon elle, quelque 275 km d'autoroutes sont actuellement en chantier, dont 130 km seront finalisés d'ici à la fin de l'année. Il s'agit notamment d'un tronçon très attendu entre Bucarest et Ploiesti qui devrait mettre fin au cauchemar vécu tous les week-ends par les automobilistes qui rentrent des stations touristiques des Carpates.

Pressé pour trouver des sources de financement, Bucarest compte en outre sur des partenariats public-privé (PPP) pour réaliser quatre autoroutes d'une longueur totale de

550 km. En tête de liste figurent Comarnic-Brasov (55 km, d'un coût d'environ 2 milliards d'euros), dont un contrat remporté en 2009 par le consortium franco-grec Vinci-Aktor avait été dénoncé sans explications un an plus tard, et Sibiu-Pitesti (116 km), un marché estimé à 3,2 milliards d'euros.

Par ailleurs, alors que l'Europe est toujours en crise et les banques réticentes à prêter de l'argent, les autorités veulent séduire des investisseurs chinois. En rien découragé par la mauvaise expérience vécue récemment par la Pologne, qui a dû résilier un contrat d'autoroute avec un groupe chinois accusé de ne pas en avoir respecté les clauses, le Premier ministre Emil Boc a ainsi proposé aux compagnies chinoises, lors d'une visite à Pékin en août, de s'impliquer dans plusieurs projets. Le maire de Bucarest Sorin Oprescu avait cependant été le premier à prendre

le chemin de Pékin pour tenter de séduire les Chinois. Selon lui, un accord a déjà été trouvé sur la construction d'une autoroute suspendue à Bucarest – son projet le plus chéri depuis le début de son mandat.

Si les Asiatiques relèvent le défi, ce sera sans doute un coup dur pour les « rois de l'asphalte », ces compagnies roumaines qui semblent abonnées aux contrats de BTP octroyés par l'Etat et qui gagnent souvent des appels d'offres en proposant des prix de dumping, avant de demander une « actualisation » des coûts. « La Commission européenne a montré du doigt toute une série de subterfuges, qui vont de l'élaboration de cahiers des charges faits sur mesure à l'ajout d'actes additionnels » qui parfois doublent le coût d'un contrat, soutient M. Plosceanu. Il assure toutefois que de telles pratiques ne concernent pas uniquement les compagnies locales : « Il y a des sociétés,

roumaines comme étrangères, qui bénéficient du soutien évident des autorités. »

Mais l'inverse est aussi possible. En avril, le groupe français Colas a perdu le contrat pour la construction du tronçon Cernavoda-Medgidia de l'« autoroute du Soleil » reliant Bucarest au littoral de la mer Noire après s'être attiré la colère de Mme Boagiu, qui lui a reproché des retards importants sur le chantier et des factures trop salées. Colas a rejeté ces accusations, assurant au contraire que la compagnie nationale des routes (CNADNR) lui avait mis des bâtons dans les roues. Pour de nombreux analystes toutefois, Colas a simplement fait les frais d'un refroidissement temporaire des relations entre Paris et Bucarest, à la suite de désaccords sur le dossier Schengen et le rapatriement des Roms. Le contrat pour cette autoroute a finalement été remporté

par l'association Astaldi-Max Bögl, qui a déjà construit le stade National Arena de Bucarest. A en croire Mme Boagiu, ce fut en fin de compte une bonne affaire, car la facture a été réduite de 20%, même si les

« La Commission européenne a montré du doigt toute une série de subterfuges »

Roumains devront patienter encore un an avant de pouvoir rouler à 130 km à l'heure jusqu'à Constanta.

Le cas le plus retentissant d'un contrat résilié porte toutefois sur l'autoroute Transilvania, construite par Bechtel. Le groupe américain

s'était vu octroyer en 2003 sans appel d'offres ce marché, évalué à l'époque à 2,2 milliards d'euros. Mais sept ans après l'ouverture du chantier, la Roumanie a dépensé au total 1,2 milliard d'euros, alors que seuls 54 km sur les 415 prévus ont été construits. « Si les travaux avaient continué avec Bechtel, le coût total se serait élevé à 9,9 milliards d'euros », a indiqué Mme Boagiu. Après des négociations ardues, les deux parties ont décidé que Bechtel continuera les travaux sur deux tronçons déjà en construction, tandis que des appels d'offres seront lancés pour six autres tronçons. Cela permettra d'économiser plus de 6 milliards d'euros, a assuré la ministre. « En 2015 la Roumanie disposera de 845 km d'autoroutes, fruit d'investissements s'élevant au total à 5,17 milliards d'euros, soutient-elle. Nous sommes confiants, à condition de maintenir le rythme actuel. »

Mihaela Rodina
Photo : Mediafax

SUR LES CHEMINS DE FER

Critiqué pour avoir délaissé les chemins de fer, le ministère des Transports a annoncé qu'il allouait 1,8 milliard d'euros en 2011 pour des projets de modernisation. Un premier résultat est déjà visible, avec la fin des travaux sur l'une des lignes les plus circulées, reliant Bucarest à Constanta, ce qui a réduit de moitié la durée du voyage. La rénovation d'une autre ligne majeure – Campina-Predeal – devrait s'achever avant la fin de l'année et permettra aux trains de rouler à 160 km à l'heure, contre une moyenne de 60 km/h actuellement. Des appels d'offres sont en outre prévus pour la réhabilitation de plusieurs tronçons du corridor IV pan-européen, qui traverse la Roumanie d'ouest en est, de même que pour la réparation des ponts ferroviaires sur le Danube. Une vingtaine de gares seront également modernisées pour un montant total de 227 millions d'euros provenant de fonds européens. « Il est évident qu'une situation déficitaire qui dure depuis dix ans ne sera pas réglée du jour au lendemain, a récemment déclaré la ministre des Transports Anca Boagiu. Mais les travaux visant la modernisation de plusieurs projets du plus grand intérêt pour les Roumains vont graduellement améliorer les choses. »



Travaux sur le tronçon Bucarest-Moara Vlasiei de l'autoroute Bucarest-Brasov (septembre 2011).



GRUIA DUFAUT
AVOCATS – PARIS & BUCAREST

DOMAINES D'INTERVENTION :

- ◊ Droit commercial
- ◊ Droit de la concurrence, consommation, distribution
- ◊ Fiscalité des entreprises et des expatriés
- ◊ Droit du travail, négociations collectives
- ◊ Droit immobilier
- ◊ Droit des sociétés
- ◊ Propriété intellectuelle
- ◊ Fusions-acquisition
- ◊ Litiges et arbitrages

Dana GRUIA DUFAUT
Avocat aux Barreaux de Paris et de Bucarest
Fondateur du Cabinet GRUIA DUFAUT

20 ans d'expérience en Roumanie

Le Cabinet GRUIA DUFAUT fête en 2011 ses 20 ans de présence en Roumanie. Fort d'une équipe solide d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophiles, le Cabinet accompagne ses clients dans divers domaines avec des services irréprochables.



(SIEGE DU CABINET GRUIA DUFAUT A BUCAREST)

6 Avenue George V
75008 Paris - France
Tél. : + 33 (0)1.53.57.84.84
Fax : + 33 (0)1.49.52.07.85
e-mail : paris@dgd-conseil.com

Bd. Hristo Botev nr. 28
Sector 3 - Bucuresti - Romania
Tél. : + 40.21.305.57.57
Fax : + 40.21.305.57.58
e-mail : bucuresti@dgd-conseil.com

AUTOMOBILE

Les Roumains achètent moins, mais plus cher

Si le marché du neuf est plutôt en berne ces derniers temps, certains Roumains semblent passer à travers les gouttes de la crise. Ce n'est cependant pas la majorité.



Ion Buzac, ancien ministre de la Santé et... président de Forza Rossa, le concessionnaire Ferrari en Roumanie, lors du lancement de la Ferrari Four, le 20 septembre.

AVEC 52.000 UNITES SEULEMENT vendues jusqu'au 31 juillet de cette année (-15% par rapport aux sept premiers mois de 2010), le marché roumain de l'automobile continue de faire grise mine (voir aussi article du numéro 49 de Regard, page 52). Et ni la poursuite du programme Rabla (permettant le remplacement des vieux véhicules grâce à un système de bons d'achat), ni les taxes élevées imposées aux voitures d'occasion importées d'Occident n'ont réussi à redresser la tendance. Le nombre de ventes que s'étaient fixés les importateurs au début de l'année (115.000 voitures neuves pour 2011) est toujours très éloigné.

Ceci étant, si les Roumains achètent moins, ceux qui le peuvent encore achètent plus cher. Et au final, contrairement aux prévisions, ce ne sont pas les petites cylindrées qui dominent le marché du neuf. Au classement des ventes sur les six premiers mois de l'année, établi par l'Association des cons-

tructeurs et importateurs d'automobiles (APIA), la Skoda Octavia, une voiture de classe compacte (105 chevaux, prix moyen 15.600 euros) arrive en tête, devançant la Renault Symbol, classe économique (75 chevaux, prix moyen 7400 euros) qui fut la vedette absolue du marché en 2009 et 2010. La Volkswagen Golf (90 chevaux, prix moyen 16.400 euros) occupe la troisième place du classement, suivie de l'Opel Astra (100 chevaux, prix moyen 15.600 euros). À noter par ailleurs que la Volkswagen Passat, limousine de classe moyenne (140 chevaux, prix moyen 23.000 euros) occupe la sixième place, laissant à la traîne les véhicules plus petits et meilleur marché : Volkswagen Polo

105 BMW Série 5 ont été vendues au cours du premier semestre 2011 par rapport à 50 exemplaires durant la même période en 2010

(7ème), Opel Corsa (8ème), Ford Fiesta (9ème) et Skoda Fabia (10ème).

Serait-il donc plus profitable en période de crise de mettre en avant des voitures chères plutôt que des voitures à bas prix ? Selon les observateurs du marché autochtone, chaque BMW vendue rapporterait, en moyenne, un profit de 4200 euros au concessionnaire automobile – la demande pour les BMW est particulièrement forte en Roumanie –, chaque Mercedes Benz un profit de 1100 euros, tandis que chaque Porsche vendue rapporterait un profit de 970 euros.

Conformément aux chiffres avancés par les concessionnaires, le nombre de Roumains pouvant s'offrir une limousine ou une voiture de sport est monté en flèche : 105 BMW

Série 5 ont été vendues au cours du premier semestre 2011 par rapport à 50 exemplaires durant la même période en 2010, 81 Mercedes Benz Classe E en 2011, par rapport à 56 en 2010, et 74 Audi A6 vendues au premier semestre 2011 par rapport à 50 l'année dernière. La situation est à peu près similaire pour le haut de gamme : Mercedes-Benz, par exemple, a vendu 31 voitures Classe S au cours du premier semestre, par rapport à 18 seulement au cours du premier semestre 2010.

Dans l'ensemble, les ventes des voitures de luxe (prix situés entre 40.000 et 50.000 euros ou plus) ont augmenté de 70% au cours des six premiers mois de 2011 par rapport à la même période en 2010, tandis que celles des petites cylindrées (prix situés entre 8000 et 10.000 euros) ont chuté de 30%...

Et ce n'est pas l'ancien ministre de la Santé Ion Bazac, propriétaire de la société Forza Rossa, représentant exclusif des marques Ferrari et Lotus pour la Roumanie, la Serbie et le Monténégro, qui va s'en plaindre, bien au contraire. Mi-février, à la cérémonie de lancement sur le marché local de la Ferrari 458 Challenge (une voiture conçue spécialement pour la compétition, dont le prix dépasse 220.000 euros), le directeur des ventes de Forza Rossa, Octavian Ursu, a déclaré que sur 28 voitures que le constructeur italien avait alloué au marché roumain pour 2011, 27 avaient déjà été vendues, et ce n'était que le début de l'année... Fin août, les officiels de la compagnie ont par ailleurs annoncé qu'ils avaient reçu 10 pré-commandes pour la Ferrari 458 Spider avant même que la voiture soit présentée mi-septembre, en première mondiale, au salon automobile de Francfort. Certains Roumains ne connaissent décidément pas la crise.

Rasvan Roceanu
Photo : Mediafax



Materiale care fac parte din viata noastra

Lafarge este lider mondial in industria materialelor de constructii, detinand pozitii de varf cu toate diviziile sale: Cement, Agregate & Betoane si Gips.

In 2010 si pentru al saselea an consecutiv, Lafarge a fost clasificata printre „cele mai durabile 100 de corporatii din lume”.

Prin intermediul celui mai important centru de cercetare in domeniul materialelor de constructii din lume, Lafarge plaseaza inovatia in centrul prioritatilor sale, intr-un demers de a asigura constructii durabile si creativitate arhitecturala.

LAFARGE
dam viata materialelor™

TESTER LES ONDES



Fin août, l'Autorité nationale de réglementation des communications (ANCOM) a lancé un appel d'offres pour la construction d'un « laboratoire accrédité pour des essais de compatibilité électromagnétique » qui devrait être construit à Prejmer, près de Brasov. L'investissement, d'une valeur totale de plus de 14 millions de lei (environ 3,3 millions d'euros) sera entièrement financé par ANCOM. Son but : vérifier si les ordinateurs, les équipements de télévision, radio et téléphonie mobile commercialisés en Roumanie respectent les directives européennes concernant la protection de la santé et la sécurité des utilisateurs. Actuellement, pour les tests, ANCOM fait appel à un laboratoire autorisé par Bruxelles qui fonctionne à Craiova, mais celui-ci est une société commerciale, tandis que le futur laboratoire de Prejmer sera indépendant financièrement, donc théoriquement plus neutre. Rasvan Roceanu. Illustration : Sorina Vasilescu

Systra gagne le métro

11 millions d'euros... C'est le contrat signé en septembre entre Metrorex, la société qui gère le métro bucarestois, et la compagnie française Systra, spécialisée dans les chemins de fer et les transports publics, pour l'assistance technique du tronçon Universitate – Piața lanului de la nouvelle ligne 5. Durant 120 mois, Systra supervisera les travaux et le fonctionnement de ce tronçon. La compagnie française avait déjà gagné le contrat pour un autre tronçon de la même ligne, Drumul Taberei – Pantelimon, qui fera la liaison entre l'ouest et l'est de la capitale. De son côté, le consortium Astaldi (Italie), FCC (Espagne), Delta ACM et AB Construct (Roumanie) a gagné le contrat de construction pour la première section de la ligne 5 entre Drumul Taberei et Universitate. A noter par ailleurs qu'après d'après discussions et des rumeurs de résiliation de contrat, le Français Alstom continuera de s'occuper de la maintenance de l'ensemble des lignes du métro bucarestois. Daniela Coman

ORBAN A FOND

En créant au mois de septembre un nouveau ministère destiné à améliorer l'absorption des fonds européens, Bucarest espère renverser une tendance devenue très frustrante. En quatre ans et demi, la Roumanie n'a utilisé que 3,7% des 20 milliards de fonds communautaires prévus pour elle jusqu'en 2013, hors fonds pour l'agriculture. Il s'agit de la pire performance au sein de l'Union européenne. « Mon objectif est d'arriver à 20% avant la fin 2012, sinon nous perdrons cet argent », a déclaré Leonard Orban, le nouveau ministre des Affaires européennes. La mission s'annonce difficile. Jonas Mercier

15 ans déjà

La Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie a fêté son 15ème anniversaire dans le cadre d'une soirée de gala qui a eu lieu le 23 septembre dernier, aux studios MediaPro. A cette occasion, son président Bruno Roche a rappelé l'implication et les investissements à long terme des sociétés françaises en Roumanie. « A une époque où on ne parlait en Europe que des chiens errants de Bucarest, les premiers investisseurs français ont cultivé une image de la Roumanie qui travaille, qui offre des opportunités et qui a un potentiel humain énorme. » Il a ajouté qu'« en 15 ans, nous avons grandi d'un bureau de représentation de quelques entreprises intéressées par la Roumanie à une Chambre forte (comptant aujourd'hui 320 entreprises membres, ndlr), une structure professionnelle qui soutient le développement des entreprises membres, quelle que soit leur taille ». L.C.

NOKIA S'EN VA

Fin septembre, le numéro un mondial des téléphones mobiles Nokia a annoncé qu'il comptait fermer son unité de production à Cluj, ce qui veut dire qu'environ 2200 postes seront supprimés d'ici à la fin de l'année. Objectif : délocaliser en Asie pour, selon la direction du fabricant finlandais, « être plus près des distributeurs et des marchés clés ». Deuxième plus gros exportateur après Dacia, le départ de Nokia est une lourde perte pour la Roumanie. Plusieurs autres pays seront également touchés par la fermeture d'usines Nokia, le fabricant de mobiles étant en difficulté face à ses concurrents, notamment sur le marché des smartphones. L.C. (avec AFP)

AXA assure et s'étend

L'assureur français AXA, leader mondial, compte développer d'ici à la fin 2013 un réseau de 100 succursales en Roumanie avec 2000 consultants. AXA, qui a fait son entrée sur le marché en 2010 en rachetant Omnisig Life, possède déjà 15 succursales réparties dans tout le pays et 500 consultants collaborateurs. Violeta Ciurel, directrice générale d'AXA Roumanie affiche son optimisme : « Nous allons investir autant qu'il sera nécessaire pour atteindre nos objectifs, notamment dans la formation, et nous recruterons aussi des gens qui travaillent déjà dans le domaine », affirme-t-elle, citée par le quotidien Ziarul Financiar. La publication estime que le marché roumain des assurances vie a été d'environ 400 millions d'euros en 2010 et que le projet d'AXA est un des plus ambitieux annoncé par un assureur local. R. R.

ENTRE PETROLE ET GAZ

ExxonMobil est prêt à dépenser jusqu'à 10 milliards de dollars pour développer les exploitations de pétrole et de gaz en mer Noire si les recherches en cours au large de la station balnéaire Neptun sont prometteuses, en collaboration avec la compagnie roumaine Petrom. Un autre géant américain du domaine, Chevron, a obtenu quant à lui l'autorisation d'explorer un périmètre de 2700 kilomètres carrés près de Bârlad (département de Vaslui, dans l'est du pays), à la recherche de gisements de gaz de schiste. Gheorghe Buliga, président de la Société roumaine des ingénieurs du pétrole et du gaz a récemment déclaré à la presse que les réserves en gaz de schiste pourraient totaliser 1000 milliards de mètres cubes, suffisantes pour assurer les besoins de la consommation nationale sur une période de 60 ans. R.R.

PATRONS UNIS

Solidarité, c'est un peu le nouveau mot d'ordre au sein du patronat roumain divisé en pas moins de 13 confédérations qui soit s'ignorent, soit s'accusent réciproquement de manque de représentativité ou même de non combat face au gouvernement. Fin septembre, quatre de ces confédérations, Conpirom, le Patronat roumain, l'Union nationale du patronat roumain et UGIR-1903 ont décidé de former une nouvelle structure dénommée « Union des confédérations patronales indépendantes de Roumanie ». L'homme d'affaires Ioan Nicolae, l'un des plus grands agriculteurs roumains, dirigera la nouvelle structure dont le but sera de former un front commun des investisseurs dans les relations avec l'exécutif, et proposer des solutions alternatives pour sortir de la crise. R. R.



TRISTES QUOTIDIENS

La presse quotidienne roumaine va mal, elle va même très mal. Les derniers chiffres du Bureau roumain d'audit des tirages sont sans appel : certaines têtes de kiosque ont perdu jusqu'à 70.000 lecteurs en un an.

TOUS LES QUOTIDIENS ROUMAINS sont en perte de vitesse, c'est ce que révèle le dernier rapport du Bureau roumain d'audit des tirages (BRAT). La hiérarchie aussi a changé. Depuis cet été, le quotidien *Romania Libera* devance *Adevarul* en nombre de ventes, suivi en troisième position par *Jurnalul National*.

Adevarul fait partie d'Adevarul Holding, détenu par l'homme d'affaires Dinu Patriciu. La stratégie de ce quotidien généraliste : miser sur ce que la presse anglaise appelle les *add-on*, c'est-à-dire toutes sortes de livres vendus avec le journal, de la littérature consacrée jusqu'aux livres de cuisine ou des revues, ainsi que le classique *Rahan*. Cela s'était révélé payant au début, mais le journal n'a plus les faveurs des lecteurs. Entre avril et juin, *Adevarul* a vendu en moyenne 76.000 exemplaires de moins par jour par rapport à la même période en 2010. Pour *Romania Libera*, la chute est moins brutale, avec 1.600 exemplaires de moins par jour (voir tableau).

Selon Iulian Comanescu, analyste des médias, plusieurs raisons expliquent la situation actuelle. « La première est liée à l'acquisition par la classe politique de la presse quotidienne, surtout celle dite "de qualité", sur fond de décroissance du "print", que ce soit en Roumanie ou ailleurs. Cela vaut aussi bien pour les quotidiens "sérieux" que pour les tabloïds, même si ces derniers s'en sortent un peu mieux. » Comanescu ajoute que les *add-on* peuvent s'avérer à double tranchant. Sans ces suppléments (et leur nombre a considérablement baissé ces derniers temps), le lecteur affecté par la crise ne voit plus d'intérêt à acheter le journal seul, d'autant qu'il peut le lire gratuitement sur Internet, en général. « Les quotidiens qui ont utilisé les livres et les DVD pour faire remonter leurs ventes ont aujourd'hui de graves problèmes par rapport à ceux qui s'en sont servi en tant que simple méthode de stimulation, et de façon moins automatique. Mais presque tout le monde a essayé de faire du profit avec toutes sortes de suppléments », explique Iulian Comanescu.

DES PUBLICATIONS INSTABLES

Par ailleurs, le manque de régularité dans l'offre avec des annonces de changement qui ne tiennent que quelques semaines ont sérieusement entamé la crédibilité de certains titres. Adevarul Holding avait annoncé que leur quotidien allait passer à 64 pages du lundi au vendredi, et à 128 pages le week-end. Quelques semaines plus tard, *Adevarul* est redescendu à 48 pages en semaine.

Moins perdant, *Romania Libera* a changé de propriétaire en août 2010. L'homme d'affaires Dan Grigore Adamescu a racheté Medien Holding au groupe allemand Waz – qui a préféré se retirer de Roumanie – devenant ainsi propriétaire du quotidien. Si une dizaine de journalistes a préféré quitter le journal, les ventes sont restées plus ou moins stables. En juin dernier, Adamescu a également racheté l'hebdomadaire satyrique *Academia Catavencu* pour près de 900.000 euros. Quant à *Jurnalul*

National, géré par le trust Intact, on n'a pas fait dans le détail. Les baisses de salaire (jusqu'à -20%) et les licenciements (une vingtaine) ont plombé la rédaction.

Le tableau des baisses est complété par les tabloïds, qui souffrent, eux aussi. *Click !*, édité par Adevarul Holding, reste leader national des ventes mais avec, entre avril et juin, une moyenne de 180.000 exemplaires vendus par jour, par rapport à 207.000 sur la même période en 2010. *Libertatea* annonce aussi des ventes en baisse de plus de 45.000 exemplaires par jour pour le deuxième trimestre de 2011 par rapport à la même période l'année dernière.

Pas étonnant face à ce triste tableau que les quotidiens investissent la toile et n'hésitent plus à abandonner leur version papier. Exemples : *Cotidianul* et *Gandul*, qui sont désormais « intouchables »...

Carmen Constantin

VENTES QUOTIDIENNES MOYENNES

Source : Bureau roumain d'audit des tirages (BRAT)

Nom de la publication	Avril-juin 2011	Avril-juin 2010	Différence
Click	180,280	207,370	-27,090
Libertatea	103,100	148,410	-45,310
Romania Libera	40,820	42,420	-1,600
Adevarul	40,555	116,680	-76,125
CANCAN	37,250	58,460	-21,210
Gazeta Sporturilor	35,140	42,450	-7,310
Jurnalul National	31,170	66,170	-35,000
PRO Sport	27,010	33,170	-6,160
Saptamana Financiara	18,290	18,200	90
Academia Catavencu	17,070	23,860	-6,790
Evenimentul Zilei	15,850	22,480	-6,630
Ziarul Financiar	10,220	12,260	-2,040
Capital	10,140	12,720	-2,580
Business magazin	6,360	8,370	-2,010
Forbes	4,700	8,210	-3,510
Curierul National	3,230	3,200	30
Kamikaze	n/a	6,920	
Financiarul	n/a	8,970	
Gandul	n/a	13,160	
Puterea	n/a	2,070	

LE COMMERCE DE PROXIMITE s'accroche

Malgré le développement spectaculaire des grandes surfaces, les petites épiceries de quartier n'ont pas dit leur dernier mot. Même si certaines d'entre elles ont du mal à joindre les deux bouts.

CALEA MOSILOR, NUMERO 282.

Anda et Paul, la trentaine, tiennent une petite épicerie. Entre deux clients, ils rédigent une demande de réduction de loyer au propriétaire. Car avec un loyer de 30 euros le mètre carré, vu leurs ventes, bientôt ils ne pourront plus tenir. En cas de refus du propriétaire, ils seront obligés de fermer au bout d'à peine cinq mois de fonctionnement. « Parfois nous sommes obligés de payer le loyer de notre poche, l'épicerie ne fait pas assez d'argent. En plus, il y a deux supermarchés juste à côté », déplore Paul. De fait, les petits commerçants ont de plus en plus de mal à affronter la crise et la concurrence, même s'ils représentent toujours environ 50% du marché des biens de consommation. « En deux ans, le nombre de petits commerces a baissé de 25%, ils sont passés de 80.000 à 60.000 fin 2010 », explique Cristian Badescu, rédacteur en chef

du magazine *Piata* (Le marché). Dans ce type de boutique, les gens achètent surtout des « produits d'urgence » comme le pain, l'eau ou d'autres boissons. « Leur marge est faible, même si les prix sont jusqu'à 30% plus élevés que dans les hypermarchés », poursuit Badescu.

Ces magasins sont apparus au début des années 1990. Les plus rentables sont ceux installés tout près des « blocs » des quartiers périphériques. Comme cette Alimentara que tout le monde connaît à Militari, La Baba. La gamme de produits est plutôt variée et les habitants du coin peuvent payer *pe caiet*, c'est-à-dire le jour où ils reçoivent leur salaire. Selon une étude récente de l'Académie roumaine, 33% des Roumains ont une ardoise chez leurs petits commerçants. Même si la grande surface reste l'endroit où ils préfèrent acheter, et

flâner. Deux tiers du budget des Roumains vont dans les hypermarchés. Selon une étude de Contrast Management Consulting récente, en Roumanie supermarchés et hypermarchés ont connu une croissance de 123% entre 2000 et 2010, soit le pourcentage le plus élevé de toute l'Europe centrale et de l'Est.

Mais les commerces de proximité n'en restent pas moins essentiels. L'homme d'affaires Dinu Patriciu l'a bien compris et a lancé un concept de boutiques dont la présentation des produits rappelle celle des grandes surfaces. 2000 magasins devraient ouvrir dans tout le pays d'ici à fin 2011. L'idée : professionnaliser les petits magasins de quartier, comme l'explique Dan Ionescu, patron de Mercadia, la compagnie qui gère le réseau de magasins de proximité Mic.ro. « Nous voulons signer des partenariats et attirer dans notre réseau des gens avec de l'expérience dans le secteur. » Un bon calcul si l'on observe ce qui s'est passé en France : entre 2000 et 2008, le nombre de supérettes a crû de 25%, et ce sont les grandes enseignes qui elles-mêmes ouvrent de plus en plus de petites surfaces en centre ville.

Mihaela Carbutaru



Depuis près de 10 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc...), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation ACVATOT** qui développera des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.



Contact:
5 - 25, rue Popa Lazar, bâtiment C14, étages 1+2, Secteur 2, Bucarest
Tel.: 0040 212 520 880 • Fax: 0040 212 520 934 • contact@acvatot.ro

www.acvatot.com

La cité de Baile Herculane (sud-ouest du pays), autrefois surnommée la « perle de l'Europe » a toujours été renommée pour les bienfaits de ses bains thermaux depuis l'époque romaine, en passant par la domination austro-hongroise puis sous l'hégémonie communiste. Ces temps sont – presque – révolus, mais il n'est pas impossible que d'ici quelques années, la cité recouvre sa splendeur. Ballade dans une petite ville chargée de légendes et pleine de promesses.

Baile Herculane, UNE HISTOIRE A CHERIR

Hercule, l'emblème de la cité thermale

Baile Herculane se trouve dans la vallée de la rivière Cerna. Hercule, le héros grec, a donné son nom à la cité, qui en échange lui a érigé une statue en 1847. Sous l'hôtel Roman, ce sont des bas-reliefs datant du II^e siècle après J.C. qui lui rendent hommage. La légende court qu'à l'époque romaine, les chevaux des guerriers de tout l'empire venaient se reposer au bord de la rivière. Les Romains se sont très vite aperçu que ces eaux avaient des propriétés curatives et ont fait de cette cité l'un des plus grands centres thermaux d'Europe.



Le musée d'histoire : du casino à la villa Sissi

En poussant les portes du vieux musée d'histoire, on sent l'attachement de la ville à un passé glorieux mais légèrement éteint. Cinq tablettes y sont exposées et témoignent de l'existence de cette station thermale en 153. Plus loin, ce sont des photos et des lithographies qui montrent l'apogée de la station sous l'empire austro-hongrois. On y trouve aussi des reproductions de statues d'Hercule dont les originaux sont à Vienne ainsi que des silex datant du Paléolithique, retrouvés dans une grotte près de la rivière Cerna. Hélas, ce musée, largement doté grâce à la collection privée du général Cerna, est fermé et ne se visite plus que sur demande. La villa Sissi actuellement en réhabilitation par la mairie accueillera sa collection l'année prochaine.



Les bains impériaux, le luxe pour les plus grandes fortunes d'Europe

C'est à partir de 1736 que commence la modernisation de la station thermale. Un siècle et demi plus tard, les bains impériaux autrichiens sont érigés. Ce bâtiment a la particularité d'être édifié sur deux sources : à sa gauche ce sont des eaux sulfureuses qui jaillissent du sol et à sa droite des eaux salines. Les plus grands de l'empire y venaient en cure. L'impératrice Elisabeth (Sissi) y a séjourné. En traversant la passerelle qui mène à ce majestueux bâtiment, on l'imagine faisant de même, son éventail à la main. Elle serait tombée amoureuse de la station. De son attachement à Baile Herculane restent des poèmes qu'elle a écrits, son nom donné à une source, un mont, une tour et une villa – celle du futur musée.

Les retraités profitent des sources

Les sources pullulent dans la ville. Un verre à la main, les curistes vont de fontaines en fontaines, selon le mal qui les ronge. Telle source soignera inmanquablement leurs rhumatismes, celle-ci les maladies des yeux ou les douleurs à l'estomac, une autre les problèmes de peau ou les affections internes, comme ici à la source Neptune. La plupart sont des retraités qui profitent des coupons donnés par le ministère du Travail. Ils sont plus de 23.000 à venir en cure chaque année.



Texte et photos : Julia Beurq



Du communisme à la privatisation

Même sous la période communiste, Baile Herculane était très prisée comme station thermale. En 1977, tous les pavillons étaient fonctionnels et recevaient plus de 100.000 visiteurs par an : les Allemands étaient logés à l'hôtel Roman, les Finlandais au complexe Diana... Mais depuis leur privatisation en 2001, beaucoup ont été laissés à l'abandon. Le soufre, bénéfique pour la santé, abîme la pierre des bâtiments. La ville est emplie d'hôtels aux pierres rongées et aux façades hors d'âge. Des acquéreurs plus récents, venant de Bucarest ou de Craiova, commencent cependant à les racheter et à les rénover, à l'image du pavillon Decebal et de son passage couvert menant aux thermes.

L'ESSORT TOURISTIQUE

Mariana Molnar se dit « optimiste quant à l'avenir touristique de la station ». La présidente de l'association pour le tourisme à Baile Herculane (créée en avril 2010) et propriétaire d'une pension, avance plusieurs raisons à son optimisme :

- Entre le 15 juillet et le 20 août de cette année, la station affichait « complet ».
- Le projet « Via Danubi », en partenariat avec la municipalité serbe de Veliko Gradiste a été lancé en septembre. Il s'agit d'un tracé touristique transfrontalier de 212 kilomètres sur le thème de l'héritage romain et qui créera dans la station thermale une « route romaine » entre l'église catholique et l'usine d'embouteillage d'eau.
- Des fonds ont été alloués par le ministère du Tourisme et du Développement pour la construction d'un Aqua Parc dans la station afin de diversifier l'offre touristique.

VOIX de loin

Leurs voix réunies sont d'une puissance surprenante. Les Aroumains farsiroti de Cogeaalac forment un chœur hors du commun, en tournée dans tout le pays mais aussi hors des frontières. Les « six de Cogeaalac » ont pourtant chacun plus de 80 ans...

LA RUE PRINCIPALE DU VILLAGE

de Cogeaalac (département de Dobrogea) est plutôt déserte. Quelques enfants courent d'un bout à l'autre de la rue. De temps en temps, des personnes âgées s'arrêtent, elles vont voir Gherase Mihai, le fameux chanteur traditionnel aroumain. Les Aroumains, dont le nombre est difficilement estimable, forment une population parlant une langue romane orientale, répartie entre l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Macédoine, la Roumanie et la Serbie, et qui fut longtemps nomade. Dans la petite cour de la maison de Gherase Mihai, on se retrouve pour débattre des dernières nouvelles, et se rappeler des souvenirs. L'ambiance est joviale, et ces vieux élégants commencent à chanter...



accompagner. Tout semble calé au millimètre, pourtant ils assurent improviser beaucoup. « Cette façon de chanter, qu'on retrouve chez plusieurs populations du Caucase, suppose

« Ce genre de chant est très proche des chants corses ou d'Albanie, mais celui des Farsiroti de Cogeaalac est le plus complexe »

une ouïe musicale particulière, la capacité d'improviser, mais aussi de connaître les règles de base du solfège. Ce genre de chant est très proche des chants corses ou d'Albanie, mais celui des Farsiroti de Cogeaalac est le plus complexe », soutient le chanteur de musiques traditionnelles Grigore Lese, qui a découvert ce petit groupe d'Aroumains farsiroti.

Les Farsiroti « n'ont pas de pays », soutiennent les six chanteurs, mais ils ont des chansons et des traditions. « Quand le Quadrilatère (partie sud de la Dobrogea, ndlr) est passé aux mains

des Bulgares, en 1940, nous sommes venus en Roumanie parce que les autorités bulgares ne nous permettaient pas d'apprendre le roumain, alors que nos parents se considéraient roumains. A l'école ils nous obligeaient à apprendre le grec. Nous avons refusé et nous sommes partis », raconte Mihai Gherase.

Les chansons polyphoniques des Farsiroti n'étaient que très peu connues. Jusqu'à ce que Grigore Lese lance ces six octogénaires de Cogeaalac, façon Buena Vista Social Club, en 2007. Ils ont alors été invités à plusieurs événements, tant nationaux qu'internationaux. Le 17 septembre dernier, les « vieux » ont lancé leur premier CD au Musée du paysan roumain de Bucarest. Un film documentaire est également prévu, réalisé par Eliza Zdru, qui les suivra dans leurs déplacements. « Les gens nous apprécient car nous chantons en aroumain et en roumain, affirme d'une voix grave Mihai Gherase. Mais nous sommes peut-être la dernière génération qui aura su garder quelque chose des traditions de nos ancêtres. »

Cristina Bobe

Photo : Georgiana Cataranascu Vlahbei



1991  2011
20 de ani în România



FESTIVAL DU FILM FRANÇAIS

Du 21 octobre au 6 novembre, à Bucarest, Timisoara, Cluj et Sibiu, aura lieu la 15^{ème} édition du Festival du film français en Roumanie. Avec deux invités de marque qui ont confirmé leur présence : le réalisateur Patrice Leconte et l'actrice Carole Bouquet. Le festival proposera notamment une série d'avant-premières prestigieuses, dont le dernier film d'André Téchiné, *Impardonnables*, présenté cette année à Cannes, avec Carole Bouquet, Mélanie Thierry et André Dussolier. Très éclectique, l'édition 2011 présentera aussi une rétrospective des films de Patrice Leconte, des courts-métrages, ou encore des films d'animation. L. C.

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

Institut français de Bucarest : www.institut-francais.ro
Centre culturel français de Cluj : www.ccfcluj.ro
Centre culturel français de Iasi : www.ccfiasi.ro
Centre culturel français de Timisoara : www.ccfi-timisoara.ro
Alliance française de Brasov : www.afbv.ro
Alliance française de Constanta : www.afconstanta.org
Alliance française de Pitesti : www.afpitesti.org
Alliance française de Ploiesti : www.afploiesti.ro



Grigorescu a toujours la cote

Ciobanas pe valea Doftanei (Un berger dans la vallée Doftanei) et *Intoarcerea de la balci* (Retour de la foire), deux tableaux signés Nicolae Grigorescu, ont été vendus fin septembre lors de la vente aux enchères dédiée à l'impressionnisme roumain, organisée chaque année par Artmark. *Intoarcerea de la balci* a été adjugé pour la somme impressionnante de 250.000 euros, tandis que les enchères ont atteint 210.000 euros pour le second tableau du plus célèbre des peintres roumains. Plus de 100 tableaux ont été vendus lors de cette vente et le montant total des enchères a atteint 1,3 million d'euros. M. G.

GIANINA CARBUNARIU, A LIRE

Comment dire le monde aujourd'hui ? A plus forte raison, comment parler de celui de demain ? Comment affronter les images du passé et la réalité du présent pour construire un futur envisageable et acceptable ? Pour mieux donner des nouvelles de l'avenir qui pourraient s'apparenter à des présages, Gianina Carbanariu, roumaine de 33 ans, a travaillé directement avec des comédiens. *Altaieri, Poimaine* (Avant-hier, après demain, paru en français aux éditions L'espace d'un instant) est le petit livre d'une pièce universelle qui parle de ce qui pourrait arriver, avec humour, imagination mais aussi crainte. Traduite et jouée partout en Europe, l'auteur et metteur en scène Gianina Carbanariu a reçu de nombreux prix et a bénéficié de résidences d'écriture, notamment au théâtre-studio d'Alfortville (France). L. C.

3EME EDITION DU FESTIVAL KINODISEEA

Du 1^{er} au 6 novembre aura lieu Kinodiseea, le festival international du film pour enfant. Au programme : ateliers de création sur le thème de l'écriture filmique, rencontres avec des réalisateurs, projections de films primés aux Oscars et à Cannes, spectacle de cirque avec l'association Parada. Il se déroulera au Musée du paysan roumain, à la cinémathèque Eforie et au Mall Baneasa de Bucarest. Ce festival sera aussi présent à Cluj entre le 11 et le 13 novembre. J. B.

MEMOIRES DES JUIFS DE ROUMANIE DE MEHDI CHEBANA ET JONAS MERCIER

Ils ne sont plus que 6000 aujourd'hui à travers tout le pays, mais ils furent avant la guerre la troisième communauté d'Europe après celles de Russie et de Pologne. Toujours passionnées, les relations entre les Juifs et la Roumanie ont été particulièrement fertiles, mais elles ont également connu des phases terrifiantes. Durant la Seconde Guerre mondiale, au moins 280.000 Juifs ont péri sous le régime du général Antonescu. A travers neuf portraits choisis, *Mémoires des Juifs de Roumanie* revient sur cette histoire méconnue en Europe de l'Ouest. Pour plus d'informations, notamment sur la diffusion du livre : juifsroumains.wordpress.com. Mehdi Chebana et Jonas Mercier sont des collaborateurs réguliers de la revue *Regard*. L. C.

« Miss fata de la tara » s'exporte

« Miss fata de la tara » part à la conquête des écrans internationaux. Ce programme (Miss fille de la campagne), diffusé depuis septembre dernier sur Prima Tv et présenté par Andreea Raicu, sillonne les villages de Roumanie à la recherche des plus jolies filles. Alors que la troisième édition va commencer sur les écrans roumains, 11 pays ont acheté le concept à la boîte de production roumaine Media Factory, et vont l'adapter. Parmi eux, la Hongrie, la Suède ou encore le Ghana. Il paraîtrait même qu'un « Miss country USA » pourrait voir le jour. M. G.

MAETERLINCK A L'HONNEUR

Dans le cadre du salon du livre Gaudeamus, qui a lieu du 23 au 27 novembre au centre Romexpo de Bucarest, et à l'occasion du centième anniversaire du Prix Nobel de littérature de l'écrivain belge Maurice Maeterlinck, la Délégation Wallonie-Bruxelles, le Centre des Ecritures Dramatiques Wallonie-Bruxelles (CED-WVB) et l'Association Emile & CIE, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, proposent de (re)découvrir l'œuvre de ce grand écrivain. Et à partir d'une scène extraite de *Pelléas et Mélisande* (1892) qui évoque un rendez-vous dramatique entre deux amants, il est demandé à tous ceux qui veulent tenter l'aventure d'imaginer cette scène telle qu'elle aurait pu être écrite par Maeterlinck s'il avait vécu en 2011. Pour plus d'informations sur ce concours d'écriture : www.wbi.be/bucarest

Récompense

Le prix du jeune journaliste francophone a été décerné lundi 3 octobre à Monica Marincas (24 ans) pour son article « Le bébé n'est pas un obstacle ». C'était la deuxième édition de ce concours, présidé par Lucile Bruand-Exner, attachée de coopération éducative à l'Ambassade de France, et organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Ambassade de France, la Délégation Wallonie Bruxelles, la faculté de journalisme et de sciences de la communication de l'Université de Bucarest ainsi que Lepetitjournal.com de Bucarest et la revue *Regard*. L. C.



SORTIR A BUCAREST

Voici trois options pour rester en forme avec trois clubs de sport aux budgets et prétentions bien différents.

Texte : Julien Trambouze. Photos : D. R.

Ambiance muscle :

BERRY FITNESS CLUB

Il y a entre le nom du club et la région française un rapport très audacieux, aucun calme et aucune étendue herbeuse à perte de vue dans le Berry bucarestois. Le club se découpe sur trois plateaux : une piscine de 25 mètres de longueur qui accueille principalement des enfants en apprentissage de la nage, pour les amphibiens un seul couloir est réservé et c'est peu. Le véritable attrait du club se trouve plutôt à l'étage dans la « salle des tortures », avec une sono douche à tubes et dans une ambiance décontractée, machines à muscler et accessoires dernier cri. À l'entrée, les habitués sont là pour aider, le cas échéant, dans l'utilisation du redresseur d'abdominaux, ou du gonfleur de fessiers. Les non initiés à ce genre de pratiques seront un brin décoiffés, ici on transpire. Plus au calme dans la mansarde, une salle de fitness, très féminine. Attention toutefois à ne pas changer la chaîne sur l'écran plasma, cela risque de grogner. Tarif : entre 48 euros et 118 euros l'abonnement mensuel.



Ambiance barbotage :

CLUB FLOREASCA

Le club des bords du lac Tei est d'abord réputé pour ses fêtes et ses réceptions. Mais entre deux salles de réceptions où l'on pratique le sport sur piste de danse, se trouve le vrai club de sport de Floreasca. Héritier de la période communiste, le lieu n'a pas vraiment connu de métamorphose spectaculaire ni même une décrépitude due à son grand âge, au contraire. Il a su résister aux modes pour garder un côté « Racing Club » qui devrait plaire aux hauts dignitaires. Rien de remarquable dans la salle de fitness ni même du côté des vestiaires, la pièce maîtresse du lieu est la piscine dans une magnifique salle haute de plafond dont les baies vitrées donnent sur le parc et sur le lac. À tous les niveaux, les nageurs trouveront leur ligne d'eau et un art de vivre de la part de leurs congénères en maillot. L'ambiance est studieuse et monacale, pas de sono, pas de télé, pas de cris victorieux, juste un clapotis de l'eau et une brise légère. Dans un coin deux anciens complotent à voix basse, qui a dit que les hauts dignitaires avaient déserté les lieux ? Tarif : 720 euros l'abonnement annuel. Entrée à la piscine : 11 euros.



Ambiance les femmes et les enfants d'abord :

CLUB ANA PESCIARIU

Dans le quartier de Pipera, entre constructions et réhabilitation de la chaussée, se trouve un havre de paix très sélect, le club Ana Pescariu. Dès l'arrivée sur le parking, on se croirait chez un concessionnaire de voitures de luxe. Le club Ana Pescariu est réservé aux décideurs, aux expatriés, aux « VIP » et à leurs familles. On demande donc « patte blanche » pour accéder au graal de la salle de sport. Le complexe est immense et conviendra aux plus récalcitrants à la transpiration, deux piscines dont une en extérieur, un Spa, une salle de fitness et une autre d'aérobic. L'avantage du club est sa politique de la famille, non pas d'allocations, mais des espaces et des activités réservés aux plus petits, cours de natation, escrime, gymnastique, ce qui laissera le temps aux parents de se mettre en forme. Tarif : entre 1180 et 1620 euros l'abonnement annuel.



Les fantaisies littéraires d'Alex. Leo Serban

Le critique de cinéma Alex. Leo Serban a laissé à ses admirateurs une belle mais triste surprise : un roman, le seul jamais publié, dont on aurait aimé discuter avec lui.



RECEMMENT SORTI AUX EDITIONS

Polirom, dans la collection Ego. Proza, *Litera din scrisoarea misterioasa* a été écrit en 2010, entre Buenos Aires et Lisbonne, des villes qu'Alex. Leo Serban a tant aimées et où il a passé la dernière année de sa vie. Il est décédé il y a sept mois déjà, à l'âge de 51 ans. C'est le seul roman qui, jusqu'à présent, porte sa signature. Mais conscient de l'évolution rapide et irréversible de sa maladie, il avait aussi préparé deux autres livres, publiés à titre posthume. Un ouvrage de poésie, *Alte incaperi, alte glasuri de ieri* (Pandora M) – qui le révèle en poète très subtil et sensible – et un autre comprenant des articles et des histoires personnelles, *Mica dietetica* (Editura Art). On parle encore d'un essai sur Marcel Proust, en français, sur le point d'être mis au jour. Peut-être y aura-t-

il d'autres petits trésors que Leo Serban avait gardés pour lui jusqu'à la dernière seconde.

Litera din scrisoarea misterioasa a été rédigé en anglais, car le roman était peut-être destiné à une maison d'édition internationale. Le critique avait lui-même choisi sa traductrice, quelques semaines avant sa mort : Antoaneta Ralian, l'une des meilleures spécialistes roumaines, qui a notamment traduit les œuvres d'Henry Miller, Oscar Wilde, Virginia Woolf, Iris Murdoch, Saul Bellow ou J.D. Salinger. « Un fantasme, une farce pétulante, ludique, d'où jaillissent, comme un feu d'artifice, l'humour, l'ironie, la verve, la vivacité, la joie de vivre de l'auteur... », ainsi décrit-elle, enthousiaste, le petit bijou littéraire de Leo. Son anglais serait, de plus, « impeccable » –

joli compliment venant d'une excellente traductrice.

Les personnages de cette flamboyante prose surréaliste, postmoderniste, sont deux des écrivains préférées d'Alex. Leo Serban. Et, ce n'est pas un hasard, l'un vient de Buenos Aires et l'autre de Lisbonne. En transgressant les lois du temps et de l'espace, il met Jorge Luis Borges et Fernando Pessoa face à face et s'imagina leurs discussions. Parallèlement, il raconte l'histoire d'un escroc passionné d'œuvres d'art appelé Franz, qui découvre une lettre mystérieuse sous le plancher de son appartement, et qui impliquera les deux écrivains. Tous ces personnages découvriront qu'ils sont entre les mains d'un écrivain capricieux et inventif, Alexander Search.

Cette sulfureuse et amusante histoire est sillonnée de références littéraires, philosophiques et mystiques – le nom de Mircea Eliade apparaît plusieurs fois –, de jeux de mots, d'anagrammes et d'allitérations. L'écriture de Leo est vive, érudite, fantaisiste et pleine d'une ironie fine. Certains personnages sont inspirés de ses rencontres à Buenos Aires. La famille Varparonian, propriétaire dans le roman de l'appartement où se trouve la mystérieuse lettre, a vraiment vécu à Buenos Aires. Sandra Varparonian, roumaine née en 1919 d'une famille noble et mariée à un riche marchand arménien, s'est exilée en Argentine après la mort de son mari, pendant le régime communiste.

Le titre original du roman, *The Parlayed Letter*, fut un vrai casse-tête pour la traductrice, à cause du mot *letter*, qui peut désigner en anglais deux choses différentes, comme en français, et du sens du mot *parlay*. Une traduction littérale aurait été « La lettre soustraite » (*litera sustrasa, extrasa*), mais

« Une farce pétulante, ludique, d'où jaillissent, comme un feu d'artifice, l'humour, l'ironie, la verve, la vivacité, la joie de vivre de l'auteur... »

Antoaneta Ralian l'a trouvée un peu lourde. Le titre final, *Litera din scrisoarea misterioasa* (difficilement traduisible en français) fait plutôt penser à une intrigue proche du roman policier, ce qui est le cas. Tous ceux qui liront le roman d'Alex. Leo Serban éprouveront beaucoup de plaisir, mais aussi de l'amertume, de la tristesse. On aurait voulu lire plus, beaucoup plus.

Florentina Ciuverca

LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

MUSIQUE
L'INTEGRALE DES
CAPRICES

Chacun des *Caprices* de Paganini – ils sont 24 au total – est un véritable casse-tête pour tout violoniste. Le grand musicien italien les a en fait composés comme études de travail, comme exercices pour les interprètes, et non pas pour les jouer sur scène. Les *Caprices* sont extrêmement difficiles, il faut jouer les cordes quadruples, ou des intervalles extrêmes. Des violonistes talentueux les ont déclarés injouables. C'est le musicien norvégien Ole Bull qui fut le premier à les jouer en concert, intégralement. Sa réussite a encouragé d'autres interprètes à inclure les *Caprices*. Et à ce « petit » jeu, le meilleur violoniste roumain, Alexandru Tomescu, a réalisé un tour de force. Après une tournée fulminante en jouant l'intégralité des *Caprices*, il vient de sortir un DVD. Le disque contient non seulement la musique, mais aussi une série de courts-métrages qui donnent au son du violon un contrepoint visuel intéressant. Les films ont été tournés dans des espaces très divers, au palais Cantacuzino de Bucarest, à la fabrique de violons de Reghin, dans diverses halles industrielles ou dans la nature. « *La beauté d'un Caprice est dans les yeux de celui qui écoute* », assure Tomescu. On le ressent à chaque vibration des cordes, à chaque mouvement de l'archet.



Alexandru Tomescu, 24/24

LIVRE
CARAGIALE DECRYPTÉ

Si la presse est vraiment le quatrième pouvoir, alors où se trouve, dans cette hiérarchie des forces, la comédie ? Oui, c'est bien de la comédie dont on parle, et de son incroyable force subversive ; de la comédie qui montre du doigt et punit ; de la comédie qui forge des faux ou vrais héros ; de la comédie qui transforme le fait divers en spectacle universel. L'œuvre de I. L. Caragiale, grand écrivain et dramaturge roumain (1852-1912) est ainsi décryptée par Ioana Parvulescu à travers son rapport avec le quotidien. Mais attention : ceci n'est pas un livre de théorie littéraire, mais surtout un formidable essai sur l'histoire de la presse. Bonne connaissance de l'œuvre de ce classique de la littérature roumaine, Ioana Parvulescu a rassemblé des dizaines de planches et photos, coupures de journaux, caricatures, etc. La « formule » de Caragiale est le journal. Son œuvre comique est écrite sur papier journal, elle compose une énorme gazette avec tous les défauts de la presse, estime l'auteur. S'il y a une réalité massivement déformée par les journaux de l'époque, ces quotidiens sont à leur tour déformés, une fois de plus, par l'écrivain même. Le pouvoir de séduction de Caragiale est dans cette relation avec l'actualité contemporaine. « *Il est d'ailleurs le seul, à son époque, à avoir eu le génie de transformer le journalisme en grande littérature.* » Le fait divers, les problèmes de mœurs – voilà ce qui nourrit les pièces et les sketches de Caragiale. Un beau portrait du dramaturge, un paysage pittoresque de l'époque.

Ioana Parvulescu, *Lumea ca ziar*. A patra putere : Caragiale (Le monde comme un journal. Le quatrième pouvoir : Caragiale). Humanitas, 2011THEATRE
HISTOIRE VECUE

Depuis bien une décennie, la Roumanie a développé nombre de programmes pour combattre la discrimination à l'égard des Roms. La communauté reste pourtant en queue de peloton en matière d'intégration. Alors que les politiques du gouvernement butent à créer un espace public multiculturel, les idées préconçues persistent dans le mental collectif. Un lourd fardeau pour les membres de cette minorité... Jeune comédienne d'origine rom, Alina Serban offre un témoignage impressionnant sur sa vie à la périphérie de la société. C'est un récit autobiographique d'une fille rom qui, après avoir rêvé toute sa vie d'être considérée roumaine « de plein droit », accepte son héritage. « *Je déclare sur l'honneur que je ne veux pas déménager. Je déclare sur l'honneur que, dès maintenant, je dois prendre ma vie en main. Je déclare sur l'honneur que je vais me marier, que j'aurai plein d'enfants et que je vais permettre à mon homme de me battre jusqu'à la mort de mes rêves. Je voudrais avoir la peau blanche. Mon Dieu, rends-moi roumaine !* » Histoire vraie – puisque vécue – ce one-woman-show est un plaidoyer convaincant pour une meilleure compréhension des grands et petits malentendus entre les Roumains de toute ethnie. La dimension civique, militante, est bien là, mais ce spectacle tient debout grâce aux drames personnels à portée universelle qui touchent la protagoniste. A voir et surtout à y réfléchir !



Declar pe propria raspundere (Je déclare sur l'honneur). De et avec Alina Serban. Mise en scène : David Schwartz. Teatrul Luni de la Green Hours (120 Calea Victoriei, Bucarest).

NUIT DES BIBLIOTHEQUES OU DE LA MODE ?

Ce n'est ni Dior ni Chanel, mais pourtant l'attitude y est : port de tête altier, sourire glamour, déhanchement au degré près. A y regarder de plus près, leurs robes sont singulières – élégantes certes – mais curieuses. Normal, elles sont... en papier ! Drôle façon de célébrer la nuit des bibliothèques qui eut lieu le samedi 1er octobre à Bucarest. Mais bon.

Texte et photo : Julia Beurq



EUGEN JEBELEANU, LE JEU DANS LA PEAU

De plus en plus de jeunes professionnels du théâtre roumain s'installent à Paris. Parmi eux, Eugen Jebeleanu, 22 ans, acteur et fleuron de la nouvelle scène roumaine, explique à *Regard* pourquoi il a choisi la France.



Regard : Où peut-on vous découvrir sur scène en France actuellement ?

Eugen Jebeleanu : Je viens de terminer le 30 septembre, aux Nuits théâtrales du Palais de Bé Hague, des représentations du texte *Avant-hier, après demain*, de Gianina Carbanariu, produit par la Compagnie 28, la compagnie franco-roumaine dans laquelle je travaille depuis un an en tant que directeur artistique et comédien. Au mois de novembre, on va présenter dans la même salle *My Isadora*, un projet de théâtre-danse avec la comédienne et danseuse roumaine Victoria Raileanu sur la vie d'Isadora Duncan, qui avait dansé à la Salle byzantine il y a cent ans.

Regard : Quel est votre parcours avant Paris ?

E.J. : Je suis né à Timisoara en mars 1989. J'ai commencé à jouer à 15 ans au Théâtre national de Timisoara. La dernière année du lycée, je suis allé à Bucarest où j'ai tourné dans la série de Pro TV *Cu un pas înainte*, la variante roumaine de *Un, dos, tres*. Et je suis resté à Bucarest pour faire mes études de théâtre durant trois ans à l'UNATC.

Regard : C'est grâce à Radu Afrim (metteur en scène, ndlr) que vous êtes venu la première fois à Paris...

E.J. : Radu avait commencé les répétitions pour *La maladie de la famille M* à Timisoara et cherchait un comédien. J'étais toujours à Timisoara et lors d'un petit spectacle avec

Regard : C'est de là que date cette envie de Paris ?

E.J. : Oui, je me suis dit qu'à Paris il y avait plein d'opportunités, c'est une ville inspirante où il est possible de créer, plus qu'en Roumanie. Puis j'ai rencontré lors d'un stage à Londres Yann Verburgh, un comédien français avec qui j'ai fondé la Compagnie 28. Quand j'ai décidé de m'installer à Paris, en juin 2009, je ne parlais pas un mot de français. Mais très vite j'ai pu rentrer comme stagiaire au Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Je n'ai pas du tout aimé, je suis parti au bout de quatre mois. Dans la classe, les étrangers n'étaient pas sur

trois amis dans un café théâtre, il est venu me voir et m'a dit de venir passer un casting. J'ai commencé à travailler avec lui et c'est aussi grâce à lui que j'ai rencontré pour la première fois le public français. Je suis venu pour *La Maladie de la famille M* en 2009 aux Ateliers Berthier, au Théâtre de l'Odéon, où nous avons joué la pièce en roumain sous-titré. Ce fut génial... J'étais très content, nous avons eu de bonnes critiques.

le même pied d'égalité que les Français, ce qui peut se comprendre. Par contre, ce que j'adorais, c'étaient les techniques de comédie, l'entraînement, le chant, la danse, la respiration, on n'a pas ça en Roumanie. A l'inverse, le jeu est beaucoup mieux enseigné en Roumanie.

Regard : Venir à Paris était une façon d'échapper à Bucarest ?

E.J. : J'ai suffoqué à Bucarest. Et puis être homosexuel là-bas, c'est très compliqué. J'ai voulu partir, me retrouver, me sentir bien. Mais je compte faire quelque chose en Roumanie sur le thème de l'homosexualité avec le théâtre. Car selon moi, la Roumanie est le pays d'Europe le plus homophobe.

Regard : Même dans le milieu artistique ?

E.J. : Il y a beaucoup d'artistes magnifiques en Roumanie, mais qui n'assument pas leur homosexualité et ne luttent pas pour cette liberté. Ce sont des gens qui ont le pouvoir de dire des choses et ils ne le font pas. Cela m'a un peu dégoûté et je n'ai pas voulu faire partie de ce groupe où l'on se cache dans une boîte. Je n'ai eu aucun problème avec ma famille, je ne suis pas parti à cause de ça. C'est ce qui se passait dans la vie artistique qui m'a dégoûté.

Regard : On a l'impression qu'il y a de plus en plus de jeunes artistes roumains à venir s'installer à Paris...

E.J. : Oui, moi aussi j'ai cette impression. Il y a un paradoxe : tout le monde dit que Paris est une ville-musée, qu'elle n'est plus ce qu'elle était, mais tout le monde vient ici. Tous les collègues de Bucarest que je rencontre me disent qu'ils veulent partir. Tout

le monde veut partir de Bucarest, à Paris ou à Londres.

Regard : Quelles sont les caractéristiques de cette « nouvelle vague » du théâtre roumain ?

E.J. : C'est une nouvelle vague, effectivement. Je ne sais pas depuis quand elle existe, cinq ans peut-être, mais maintenant elle se voit, avec des dramaturges comme Gianina Carbanariu, Alexandra Badea, Peter Kerek, Alina Serban, Radu Afrim... Maintenant on casse tous les codes. Le metteur en scène n'est plus un metteur en scène, mais un coach, un arbitre. Le comédien devient un « performer », le texte est écrit pendant les répétitions, c'est une écriture de plateau.

Regard : Vous aimez jouer en français ?

E.J. : J'adore jouer en français parce que je trouve le sens du mot plus vrai, comme un enfant, le sens immédiat vient intuitivement, mais en même temps ça me manque de jouer en roumain. J'ai notamment joué à Avignon dans le spectacle *Micofictions* de Régis Jauffret, mis en scène par Jean-Camille Sormain.

Regard : La Compagnie 28, c'est une compagnie française ou une compagnie franco-roumaine ?

E.J. : C'est une compagnie franco-roumaine. Dans les trois projets déjà réalisés, la distribution se partageait entre comédiens roumains et français. De plus, on a travaillé sur des textes d'auteurs roumains, Gianina Carbanariu et Matei Visniec. Et pour finir notre scénographe aussi est roumaine, Velica Panduru. L'équipe se partage donc entre la Roumanie et la France. Pour faire le lien au-delà des contraintes du langage, l'un des axes principaux du travail de la Compagnie 28 est de créer des spectacles non verbaux. C'est un théâtre de la peau, un théâtre charnel.

Regard : Quels sont les prochains projets de votre compagnie ?

E.J. : On va essayer de produire *Avant-hier et après demain*, de Gianina Carbanariu. Et puis il y a un projet de théâtre non verbal que je veux faire sur le thème de la sexualité. Il y a aussi un texte que j'ai trouvé en Roumanie : l'histoire vraie d'un travesti roumain parti en Europe se prostituer. C'était un film documentaire il y a quelques années. J'ai contacté le producteur pour lui demander si je pouvais l'adapter au théâtre et il m'a dit oui.

Propos recueillis par notre correspondant à Paris Stéphane Siohan
Photo : D. R.



REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d’articles de la presse internationale traitant de l’actualité roumaine.

Le Monde

Johnny Raducanu, musicien roumain

Le petit Darius s'installe sur le fauteuil du vieux salon de coiffure situé en plein centre de Bucarest. De temps à autre, il regarde du coin de l'œil un vieux monsieur assis à côté de lui. « *Tu sais qui c'est ?* - lui dit son père à l'oreille. *C'est le roi du jazz en Roumanie, c'est Johnny Raducanu.* » Le petit garçon regarde de nouveau le vieil homme barbu au visage serein et réfléchit. « *Pouvez-vous me donner un autographe, Monsieur le Roi du jazz ?* » Johnny se tourne vers son petit admirateur. Il sourit et demande à la coiffeuse un crayon et une feuille de papier où il griffonne le portrait de l'enfant, quelques mots gentils et sa signature. « *Tiens, lui dit-il. Quand je serai mort tu pourras le vendre et tu te feras de l'argent pour t'acheter des jouets. Mais fais gaffe, mon petit, demandes-en un bon prix !* » Quelques semaines plus tard, le 19 septembre, Johnny Raducanu mourait d'un arrêt cardiaque à l'âge de 79 ans après avoir vécu quarante ans dans un petit studio d'HLM de l'époque communiste. Il n'avait jamais acquis la fortune que l'on attribue en général aux vedettes, finissant sa vie avec une chiche retraite de 100 euros par mois.

Né le 1er décembre 1931 à Braila, petit port sur le Danube, dans une famille de Roms qui vivait de la musique depuis trois siècles, Johnny n'avait jamais caché son appartenance à la minorité la plus discriminée du pays et s'était très vite fait remarquer pour son talent. Après ses études au lycée musical de

Cluj, capitale de la Transylvanie, il s'était inscrit au Conservatoire de Bucarest où le jeune à la peau basanée avait charmé tout le monde. Contrebassiste et pianiste, il avait acquis sa maturité musicale lors de nombreuses tournées à Londres et New York où il avait lié des amitiés avec les acteurs Peter Ustinov et Anthony Quinn et joué au côté de Louis Armstrong. « *New York est la ville la plus forte de la planète* », disait-il, admiratif de l'émulation qu'il y trouvait. Johnny Raducanu aimait le whisky et aussi « *les femmes intelligentes et émancipées* ». Il s'était produit avec le trompettiste Art Farmer et les pianistes Friedrich Gulda et Guido Manusardi, et devint, en 1987, membre d'honneur de l'Académie Louis Armstrong de La Nouvelle-Orléans. Adoré des passionnés de jazz en Roumanie, il menait une vie discrète qu'il consacra entièrement à sa musique aux sonorités raffinées souvent puisées dans le folklore roumain. Une forme sévère de diabète l'avait cloué dans son petit appartement bucarestois où il se sentait, disait-il, « *comme un chien en laisse* », avant que son cœur ne cède. Après sa mort, le « *roi du jazz* » s'est retrouvé sur la « *une* » des journaux roumains et dans les pages de la presse américaine. Apprenant la nouvelle, le petit Darius demanda à son père : « *Papa, combien je peux obtenir pour son autographe ?* - *Ça n'a pas de prix, fiston. Garde-le.* »

Mirel Bran, 29/09/2011

mécanicien la semaine et policier volontaire dans son village le week-end. Dévoiler l'intimité de sa famille à de parfaits inconnus ne fait pas peur à ce moustachu aux traits fins. Il est même fier de partager ses traditions. « *Je suis très heureux de montrer au monde qu'il existe dans notre communauté des familles sérieuses qui font de leur mieux pour s'intégrer dans la société* », lance-t-il. Dans sa cuisine colorée, sa femme, Guizi Gabor, prépare régulièrement des repas pour des touristes. Cette jolie brune au teint pâle, signe d'appartenance à une communauté aisée, s'amuse des questions de ses visiteurs. « *Ils sont très curieux de voir par exemple que nous portons tout le temps nos costumes traditionnels*, sourit-elle sous son foulard fleuri. *Ils sont aussi curieux de comprendre comment nous éduquons nos enfants, même s'ils ne vont pas à l'école.* »

« **Mais tu es fou ! Qu'est-ce que tu vas faire là-bas ?** »

Erez Simai passe le week-end chez les Gabor. Après avoir voyagé dans des petites communautés d'Amérique du Sud, cet Israélien de 24 ans avait envie de renouveler ce genre d'expérience. « *On vit avec eux. On assiste à leur quotidien : comment ils travaillent, mangent, dorment.* » Sa conclusion est sans surprise : « *ce sont des personnes comme vous et moi. Des personnes qui ont leur propre culture et tradition qu'ils s'attachent à faire perdurer.* » L'expérience semble lui faire oublier les scepticismes de son entourage avant de venir. « *Mon père m'a dit " Mais tu es fou ? Qu'est-ce que tu vas faire là-bas ? "* », raconte-t-il. *Mes amis roumains m'ont tous conseillé de bien faire attention à mes affaires...* » Derrière ces éternels clichés, se cache aussi une réalité : les Roumains ne sont pas intéressés par ce projet. Chuck Todaro en est conscient. « *Il n'y a rien d'exceptionnel pour eux, ils les côtoient tous les jours et leur opinion est déjà faite*, déplore-t-il. *Ce serait une perte de temps que d'essayer de les convaincre.* » Et pour cause, d'après les statistiques officielles, le nombre de Roms s'élève à 550.000 personnes en Roumanie. Mais d'après la Commission

européenne (www.ec.europa.eu) et le Centre européen pour les droits des Roms (www.errc.org), ce chiffre se situerait plutôt entre 1,8 et 3 millions d'individus, soit la communauté rom la plus importante du monde.

« **Les touristes laissent sans problème leurs bagages dans nos maisons** »

Sous l'appellation Roms, on trouve une multitude de groupes disparates. C'est pourquoi Tzigania propose aux touristes de créer leurs séjours « *à la carte* ». Vanniers, musiciens, maçons ou forgerons, à chaque communauté sa spécialité, ses valeurs et ses traditions. Pour gérer l'ensemble de son réseau, Chuck Todaro passe par l'intermédiaire de médiateurs dans chaque village, généralement des personnes respectées et éduquées. Exemple avec Tibi, 17 ans, lycéen et médiateur de la communauté de vanniers du village de Glodeni. « *C'était un peu bizarre, la première fois, de voir les touristes débarquer et nous prendre en photo* », se souvient-il. Pour le jeune garçon, le ciment de ce projet réside dans la confiance qu'accordent les visiteurs aux habitants. « *On a beau être perçu comme des voleurs, les touristes laissent sans problème leurs bagages dans nos maisons* », plaisante-t-il. Mais introduire des visiteurs dans la communauté prend du temps, et certains membres, moins informés, semblent encore réfractaires au projet. Chuck Todaro n'en est pas moins découragé. Son ambition serait de développer Tzigania au-delà du tourisme. « *Les vanniers, par exemple, possèdent des compétences mais ne savent pas les exploiter. Nous voudrions développer leur commerce en créant une boutique en ligne.* » Et si le long terme ne fait pas partie de la philosophie des Roms, réputés épicuriens, l'Américain reste serein quant au futur. « *C'est un processus qui prend du temps, mais c'est normal. Il faut évoluer pas à pas.* »

Hélène Bielak et Aurore Chatras, 29/09/2011

ABC

Un Roumain obligeait ses compatriotes à travailler sans les payer

Initiales, C. C., 30 ans, et trafiquant d'êtres humains. L'homme, originaire de Roumanie, a été arrêté par les agents de la police nationale du commissariat de Valladolid. Il obligeait d'autres Roumains à travailler dans les champs sans rémunération. De source policière, l'enquête a commencé lorsque l'un des travailleurs a pu prendre la fuite, arriver à Leon et porter plainte.

Selon la plainte, C. C. promettait à des Roumains de travailler légalement pour six euros de l'heure dans un champ de la localité de Ventosa de la Cuesta (province de Valladolid). Cependant, arrivés à Valladolid, il les informait qu'ils devaient payer leur voyage, ce qui correspondait à 240 heures de travail. Dépossédés de leurs papiers, ces Roumains n'avaient d'autre alternative que de se

retrousser les manches, en espérant payer leur dette le plus vite possible. Puis, C. C. leur assurait qu'ils seraient payés cinq euros de l'heure, et non pas six euros, alors que lui empochait huit euros par heure et par travailleur de la part du propriétaire du terrain.

L'appartement où ces Roumains étaient logés ne pouvait accueillir que six personnes, mais ils se retrouvaient souvent plus de vingt à le partager. Pour subvenir à leurs besoins, C. C. les amenait dans une petite localité où ils n'avaient qu'une vingtaine d'euros en poche à dépenser pour toute la semaine. C. C. est aujourd'hui enfin sous les verrous.

15/09/2011

Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction **REGARD** :
Vasile Conta 4, Bucarest

LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

REGARD remercie vivement ses partenaires

Crise – le retour

Les nuages s'accumulent de nouveau sur le ciel de l'économie roumaine. Alors qu'en début d'année les autorités se vantaient d'un début timide de reprise, les mauvaises nouvelles ont de nouveau fait leur apparition : la consommation est en berne, les exportations ont diminué, les prévisions pour la croissance de l'année prochaine ont été revues à la baisse par le Fonds monétaire international (FMI), de 3,5 à 2 %. Le gouvernement roumain dit – et des institutions comme le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne le reconnaissent également – avoir fait beaucoup d'efforts pour réduire le déficit. Le plan d'austérité de l'année dernière en est la preuve. Mais, tout en étant efficaces pour couper les dépenses, les autorités roumaines l'ont été moins en ce qui concerne l'augmentation des recettes. Au début de l'automne, les représentants des investisseurs étrangers présents en Roumanie reprochaient au gouvernement roumain que les revenus du budget de l'Etat ne représentent que 33 % du PIB, contre 43 % de moyenne européenne. L'exécutif parle de nouvelles taxes, mais il faudrait déjà être plus efficace pour récolter celles qui existent déjà.

Idem pour les fonds européens, cette manne dont la Roumanie n'est pas capable de tirer bénéfice. Cinq ans après l'adhésion à l'UE, Bucarest n'a dépensé que 4 % des 20 milliards d'euros alloués par l'Europe. Un ministère des Affaires européennes vient d'être créé en catastrophe mais le ministre, l'ancien commissaire européen Leonard Orban, a déjà averti qu'il ne pouvait pas faire de miracles.

Par ailleurs, alors que l'économie est déjà fragile, elle reçoit de nouveaux coups comme le départ de Cluj du géant de la téléphonie mobile Nokia. Entre 2 et 3 milles personnes vont perdre leur emploi d'ici mars. Certes, les responsables locaux affirment que d'autres entreprises étrangères se bousculent pour venir à Cluj, mais cela va prendre du temps et il n'est pas du tout sûr que tous ceux qui ont été licenciés seront de nouveau embauchés. De plus, le chef de l'Etat a laissé entendre que d'autres multinationales pourraient suivre l'exemple de Nokia.

2012 sera donc une année difficile pour la Roumanie aussi. Alors que la campagne électorale pour les municipales et les législatives approche, certains hommes politiques pourraient être tentés de laisser filer le cordon de la bourse budgétaire, comme c'est toujours le cas lors d'élections. Mais avec une prévision de croissance drastiquement revue à la baisse et un déficit qui, selon le plan approuvé par le FMI, doit baisser à 3 % du PIB, le gouvernement ne peut pas se permettre d'être trop généreux. Des voix parlent même de nouvelles mesures d'austérité.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche, DidierVarlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Journaliste
Julien Trambouze

Secrétaire générale de rédaction
Catalina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Cristina Bobe, Mihaela Carbu-
naru, Mehdi Chebana, Florentina Ciuverca,
Daniela Coman, Carmen Constantin, Marion
Guyonvarch, Matei Martin, Jonas Mercier
Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Benjamin
Ribout, Rasvan Roceanu, Mihaela Rodina,
Stéphane Siohan, Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravicencu

Agences, photos et illustrations
Mediafax, Mihai Barbu, Julia Beurq, Mihaela
Carbunaru, Georgiana Cataranascu Vlahbei,
Marion Guyonvarch, Sorina Vasilescu

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafica

Informatique
Marius Moisescu



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C'est simple !

par la poste
remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT
et l'adresser à Fundatia Francofonia
Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest

en ligne
par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 021 317 77 45
+ (4) 0742 204 402

par fax
+(4) 021 317 77 45

BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Regard pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l'étranger), port inclus.
Je m'abonne à Regard pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l'étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.
Le prochain numéro de Regard sortira le 15 décembre 2011.

Rédaction :
Vasile Conta 4, Bucarest
Tel/Fax: (40) 21 317 7745
Courriel : catalina@regard.ro
Site Internet : www.regard.ro



Ou bien rendez-vous à
l'agence
Charles de Gaulle
pour la clientèle internationale

Services pour expatriés



Toujours plus simple